

Jean-Jacques MARIE

Le centenaire de la naissance
de l'opposition de gauche
en URSS

12 articles extrait des C.M.O

mars 2024

L'Opposition de gauche dans Les cahiers du mouvement ouvrier

N° 2 : Mark Goloviznine : Les liens de l'Opposition de gauche.

N° 4 : Interview du dernier survivant de L'opposition de gauche (Ogan Iazkovlevitch Dogard)

N° 9 : Dimitri Lobok : La nouvelle opposition dans les syndicats de Leningrad

N° 17 : James P. Cannon : Les débuts de l'Opposition de gauche aux Etats-Unis

N° 20 : M. Vassiliev : L'opposition de gauche à Leningrad en 1929

N° 21 : Mark Goloviznine : Varlam Chalamov et l'Opposition dans les années 20.

N° 27 : Une résolution de l'Opposition unifiée en Sibérie en 1927.

N° 35 : L'opposition de gauche en Turkménie et en Biélorussie

N° 53 : Les décistes et l'Opposition de gauche en 1928-1932.

- La déclaration des 84.

N° 62 : L'écho rencontré par l'Opposition de gauche dans le parti.

N° 63 : Souvenirs de l'Opposant de gauche Pavlov.

Annexe

[Opposants à Staline](#) : La naissance de l'opposition de gauche internationale (Durand Damien)

[Cahier Léon Trotsky](#) n° 06 - tome 1 - Les trotskystes en URSS

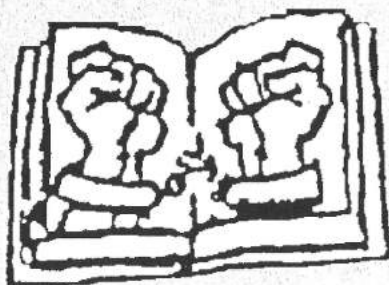
[Cahier Léon Trotsky](#) n° 07-08 - tome 2 - Les trotskystes en URSS

[Cahier Léon Trotsky](#) n° 53 - L'Opposition de gauche en URSS

[Cahier Léon Trotsky](#) n° 54 - Naissance de l'Opposition de gauche en URSS

[DOSSIER](#) : Opposition de gauche de l'IC (1927-1933) – (Bibliothèque du mouvement ouvrier)

Cahiers du mouvement ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 2 - JUIN 1998

Stalinisme et opposition

(Mark Goloviznine)

**Un élément nouveau
sur l'assassinat
de Trotsky**

**Les liens
de l'Opposition de gauche**

De quelques faits inconnus, liés à la préparation de l'assassinat de Trotsky

L'ACTION en vue de l'assassinat de L. D. Trotsky au Mexique, qui aboutit de façon définitive au plan "Opération Trame" (1) validé par Staline en août 1939, était loin d'être la première tentative d'extermination physique de l'adversaire le plus conséquent et le plus influent du stalinisme.

En ce sens, le témoignage de I. Ia. Vratchev (1898-1995), recueilli par l'auteur de la présente publication, présente un intérêt.

I. Ia. Vratchev fut l'un des très rares trotskystes actifs liés dans les années 1923-1928 à tous les dirigeants de l'Opposition de gauche qui eut la chance de survivre à la Grande Terreur. Exclu du PC(b) lors du XV^e Congrès, Vratchev fut déporté en 1928 à Vologda, où il prit une part active à l'organisation d'une correspondance et de relations entre les différentes colonies d'opposants déportés. En mai 1929, après trois mois de détention, il rompt avec Trotsky en associant sa signature à une déclaration de rupture avec l'opposition d'Evguenii Préobrajensky, de Karl Radek et d'Ivan Smilga.

Il fut libéré peu après, put revenir à Moscou et fut réintégré dans le parti. Jusqu'en août 1936, Vratchev travailla dans toute une série d'entreprises d'élevage et de coopératives agricoles. Au seuil du premier procès de Moscou, il fut de nouveau exclu du parti et, en août 1937, après de nombreux appels

restés sans réponse, fut envoyé avec sa famille en République socialiste soviétique autonome des Komis. En 1939, sa déportation fut cassée et Vratchev eut la possibilité de s'installer dans la région de Moscou. En 1949, malgré sa participation à la Grande guerre patriotique et ses médailles de guerre, Vratchev, accusé d'activité trotskyste, fut arrêté et condamné à vingt-cinq ans de camp. Après sa libération et sa réhabilitation en 1956, Vratchev, retraité, non adhérent au parti, vécut à Moscou jusqu'à sa mort, multipliant les activités publiques et, les dernières années, les travaux de mémorialiste.

La conversation qui suit, enregistrée au magnétophone au su des participants en novembre 1993, concerne des événements vieux de soixante ans, liés au retour de Vratchev de déportation. Alors, après de nombreuses demandes, il avait été appelé à Moscou, où on lui avait proposé de décrire le plus complètement possible le "*combat des trotskystes contre le parti*" et sa propre activité de trotskyste. Comme on le voit dans les documents qu'il adressa aux organes de contrôle du parti en 1956, il le fit "*profondément indigné et bouleversé par les crimes révélés au cours des trois procès des années 1936-1938, profondément convaincu de la nécessité de combattre ceux qui s'étaient transformés en agents des services de renseignements étrangers, avaient pris le chemin de l'espionnage, de la diversion, de la terreur et du sa-*

botage" (2). Après cela, en novembre 1938, Vratchev fut informé de l'annulation de sa déportation et eut l'autorisation d'amener sa famille dans une ville de la région de Moscou. Vratchev a autorisé la publication du texte de la conversation après sa mort.

M. G. : "Vous avez dit tout à l'heure qu'on avait prévu de vous envoyer au Mexique ?"

I. V. : "Oui, la Tchéka avait perdu tout lien avec Trotsky au Mexique et m'a fait venir à Moscou. Ils ont commencé à me préparer à aller au Mexique. Je me trouvais face au problème suivant : comment faire ? Si j'allais au Mexique, Lev Davidovitch comprendrait clairement que je n'aurais jamais pu y arriver sans le Guépéou-NKVD. Comment me recevrait-il ? Peut-être me donnerait-il aux extrémistes américains — il y en avait là-bas — pour qu'ils me le fassent payer... Mais, peut-être, laisserait-il tomber, et, avec indulgence, me confierait-il la publication de ses archives. J'avais déjà des capacités de rédaction suffisantes. J'étais même membre du comité de rédaction de la première édition de la Grande Encyclopédie soviétique... Mais la rupture avec ma famille... Alors, je décidais de me suicider. Soit en prenant un bateau loin, loin, puis en me jetant à l'eau sachant que je n'aurais pas assez de forces pour regagner la rive, et me noyer. Soit, deuxième moyen, de faire ce que fera Marilyn

Monroe — prendre toute une boîte de somnifères et ne pas me réveiller.."

M. G. : "Mais au lieu de faire ce voyage, vous avez commencé à travailler à Serpoukhov ?"

I. V. : "Après, vous comprenez, ce n'était plus nécessaire. Là-bas, au Mexique, il y avait déjà vingt-cinq agents du Guépéou, il n'y avait plus de nécessité..."

Comme il ressort des chapitres correspondants des *Essais d'histoire des services de renseignements extérieurs russes*, l'introduction d'agents de reconnaissance du NKVD au Mexique avait commencé dès 1937. Cependant, à cause des arrestations du dirigeant de la 5^e section du GOuGB (*Sécurité d'Etat, futur KGB, NDR*), S. M. Spiegelglass, et du chef de celle de New York, le lien avec les agents recrutés avait été interrompu pour longtemps (3). Selon toute probabilité, c'est précisément à cette période que la direction du NKVD, étudiant de nouvelles variantes de pénétration de l'entourage de Trotsky, avait considéré comme possible d'utiliser Vratchev à cette fin.

(1) *Essais sur les services de renseignements extérieurs russes*, Moscou, 1997, t. 3, pp. 90-91.

(2) Centre russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine, f. 589, op. 3, d. 2 069, t. I, II, 107-113.

(3) *Essais sur les services de renseignements extérieurs russes*, Moscou, 1997, t. 3, pp. 94-95.

Les relations avec l'étranger de l'Opposition de gauche soviétique dans les années 1930 (d'après les matériaux des archives de Henk Sneevliet)

LA thèse du monolithisme du PC(b) dans les années 1930, après la "défaite idéologique" des oppositions de gauche et de droite et les aveux de la majorité de leurs dirigeants, est l'un des principaux mythes historiques créés par "l'école stalinienne de falsification" et confirmés par l'historiographie soviétique.

Cette position n'est en rien contestée par les historiens bourgeois. Les soviétologues occidentaux ont utilisé la thèse du "monolithisme du parti" et de la "justesse de la ligne générale" comme preuves de l'impossibilité d'alternative réelle au modèle stalinien de construction du socialisme en URSS. Dans le même esprit, les travaux scientifico-pittoresques "*fondés sur des matériaux d'archives secrètes*" de D. Volkogonov affirment en particulier que l'influence de Trotsky en URSS dans les années 1930 était nulle et que le nombre de ses partisans se comptait sur les doigts de la main.

Avec ces positions, les aveux des accusés des procès de Moscou ne peuvent s'expliquer autrement que comme l'autodénonciation de gens intellectuellement et physiquement brisés. Pourtant, l'analyse soigneuse des sté-

nogrammes des procès permet de supposer qu'à côté de fictions évidentes, les accusés exposaient des faits réels relatifs à leur activité oppositionnelle clandestine que n'auraient pu inventer les inquisiteurs staliens.

L'appréciation de "parcelles de vérité" dans les dépositions s'est exprimée dès les années 1930. Léon Sedov, dans *Le Livre rouge du procès de Moscou*, faisait part de contacts épisodiques avec d'anciens oppositionnels, venant en Allemagne pour affaires, et de la réception de leur part d'informations sur la situation en URSS.

L'ouverture en 1980 de la section fermée des archives de Trotsky à Harvard a donné la possibilité à l'historien français Pierre Broué de découvrir une correspondance de Trotsky et de Léon Sedov, dont il ressort qu'ils avaient un lien régulier avec l'opposition russe, qui fonctionnait activement dans la clandestinité. L'analyse de cette correspondance a permis à Pierre Broué de conclure à la réalité de l'existence en URSS d'un bloc oppositionnel antistalinien, soutenu par des contacts avec Sedov et Trotsky (1).

Dans la section du mouvement communiste international du Centre

russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine (CRCEDHC), j'ai découvert de nouveaux documents attestant que d'autres représentants influents de forces anti-staliniennes à l'étranger étaient engagés dans une collaboration avec l'Opposition de gauche en URSS. La correspondance de Léon Sedov et de Sneevliet — dirigeant du Parti ouvrier révolutionnaire socialiste de Hollande et président du syndicat NAS — présente un intérêt évident. Des lettres confidentielles, écrites pour une grande part en allemand, se rapportent à la période septembre-novembre 1932.

Ainsi, le 26 septembre 1932, Sedov s'adressait-il à Sneevliet :

“La grande sympathie que vous et votre organisation avez manifestée à l'opposition russe, contrainte de combattre dans des conditions extrêmement complexes, me donne l'espoir que vous pourrez aider l'opposition russe par un autre moyen encore. La question, malheureusement, ne peut se résoudre par courrier... Si vous ne veniez pas bientôt en Allemagne, j'aurais pu vous rencontrer dans une ville proche de la frontière hollandaise... Afin d'éviter tout malentendu, je tiens à préciser que je m'adresse à vous de ma propre initiative et, bien sûr, dans le plus grand secret” (2).

La réponse de Sneevliet à ce courrier est datée du 10 octobre 1932. Il écrit :

“Bien évidemment, je suis prêt à apporter à l'opposition russe toute l'aide qui est dans mes moyens... Si vous pouvez venir à la frontière hollandaise (...), je peux de la même façon aller à Berlin, où les rencontres peuvent être organisées dans de meilleures conditions que dans une petite ville” (3).

Dans une des lettres suivantes, Léon Sedov dévoile l'essence de sa question :

“Voilà ce dont il s'agit : nous voudrions organiser une communication par la mer (entre une des villes de Hollande, Amsterdam ou Rotterdam, et Leningrad). La tâche consiste en ce

qu'un marin ou quelqu'un d'autre (un steward, un médecin, peu importe) puisse régulièrement passer entre notre pays (la Russie) et l'étranger (Amst. ou Rott.) pour transporter du courrier. Pouvez-vous trouver un tel camarade ? Si vous n'en avez pas la possibilité maintenant, peut-être quelqu'un acceptera-t-il de prendre en charge cela et pourra-t-on lui trouver une place sur un bateau ? Il va de soi que ce camarade devra être sûr et prudent. S'il a des adresses en Russie et qu'un jour il tombe, les destinataires seront fuillés. Voilà l'affaire.”

Plus loin, Sedov avertissait :

“Je vous prie de garder tout cela secret, car le risque est très grand et peut causer un préjudice terrible. Je vous demande de détruire toutes mes lettres concernant cette affaire. Observer le secret est la condition du succès. Nous pouvons bien entendu prendre en charge tous les frais. Merci beaucoup. Dans vos courriers, vous ne devez également mentionner aucun pays, aucune ville, aucun nom concret” (4).

D'autres courriers sont consacrés à un voyage de Trotsky à Copenhague. Sedov informe Sneevliet des dates et objectifs de la visite, demande de l'aide dans l'organisation de contacts avec des cercles politiques de la capitale danoise et aussi une protection. Sneevliet répond avec empressement à la demande, en informant qu'il a déjà été mis au courant de l'affaire *“par un camarade parisien”*, qui, probablement, viendra à Copenhague par Amsterdam (comme il ressort d'autres lettres : Pierre Naville).

« Pour ce qui concerne “la solution à une situation de crise par la voie maritime”, c'est maintenant — fait remarquer Sneevliet — difficile à faire. Mais il serait possible de la résoudre par un autre moyen » (5).

Ainsi, tous les nouveaux éléments rendent plus indigente la version de la *“non-opposition”* au stalinisme en URSS et renforcent, par ailleurs, la position des chercheurs qui expliquent la Grande Purge de 1937-1938 comme une réponse à la montée du mécontent-

tement dans le parti, à l'extension de forces antistaliniennes à l'étranger.

Pour conclure, nous espérons que les recherches à venir sur les documents d'archives permettront de trouver tous les chaînons manquants à cette conception.

(1) Pierre Broué, *Party Opposition to Stalin (1930-1932) and the 1st Moscow Trial*. In *Essays on Revolutionary Culture and Stalinism*. Slavica Publishers, 1985, p. 166.

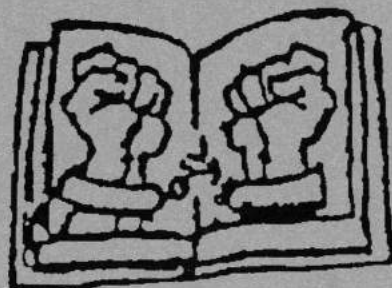
(2) Centre russe de conservation et d'étude des documents d'histoire contemporaine, f. 552, op. I, d. 10, l. 38

(3) *Ibid.*, l. 39.

(4) *Ibid.*, l. 32.

(5) *Ibid.*, l. 30, 31, 40.

Cahiers du mouvement ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 4 - DÉCEMBRE 1998

PRIX : 50 F

REVUE TRIMESTRIELLE

**Interview
d'un survivant
de l'Opposition
de gauche**

**(réalisée par Vadim Rogovine
en avril 1994)**

L'histoire dramatique de l'Opposition de gauche en URSS est évoquée dans des souvenirs peu nombreux.

D'abord, bien entendu, dans les œuvres de Trotsky et de quelques autres dirigeants de l'Opposition.

On a peu de données sur les militants de base de l'Opposition, dont la grande majorité ont connu le chemin des prisons et des camps avant d'y être exterminés. Seuls quelques-uns ont survécu à la Terreur.

L'un d'eux est Ogan Iakovlevitch Dogard (1907-1995), ouvrier-imprimeur et opposant de gauche pendant ses années d'appartenance aux Komsomols (Jeunesses communistes), interviewé par Vadim Rogovine en avril 1994.

Ogan Iakovlevitch Dogard, opposant de gauche, raconte...

OGAN DOGARD : J'ai vu pour la première fois Trotsky, dans mon pays, dans la ville de Borissov (Biélorussie) en 1920, lors de la préparation de l'offensive contre les Polonais. Mais en réalité, notre véritable première rencontre s'était déroulée un peu plus tôt, en 1918. Lorsqu'au début de novembre 1918, les Allemands ont quitté Borissov, un escadron de la cavalerie rouge, venu de l'Est, entra dans la ville par la rue de Moscou. Le premier cavalier portait un drapeau rouge, sur les deux côtés duquel figuraient deux portraits, ceux de Lénine et de Trotsky.

En 1921, lors du X^e Congrès du Parti communiste russe, nous avons appris l'existence de discussions dans le parti. A cette époque, je vivais déjà à Moscou et, en janvier 1921, j'adhérai aux Komsomols. Notre foyer d'ouvriers-imprimeurs, qui se trouvait rue Vorovski, deviendra plus tard aussi connu sur la Loubianka que la fameuse Maison sur le Quai (1).

En 1922, la femme de Jacob Blumkine (2), Tatiana Isaakovna, était intendante de notre foyer. Après son licenciement, elle fut remplacée par une autre intendante et nous remarquâmes que, dans son bureau, se réunissaient souvent des intellectuels, dont l'aspect extérieur différait de l'aspect des ouvriers. Et un jour, nous avons appris son arrestation. Elle était membre du comité central des mencheviks et organisait dans son bureau des réunions illégales de mencheviks.

Nous avons fait connaissance de l'Opposition de gauche en 1923, lorsqu'est apparue la *Lettre des 46* (3), qui fut largement discutée dans les réunions de militants du parti et des Komsomols dans notre internat. Puis, en 1924, se déclencha la discussion à propos des *Leçons d'Octobre* et nous avons eu à ce propos une information de première main. En tant qu'ouvriers typographes, nous étions assez instruits et nos instructeurs avaient pas mal lu, surtout les komsomols de 20-22 ans, plus vieux que nous, qui avaient en règle générale participé à la guerre civile. Je me rappelle leur nom aujourd'hui encore : Voronine, Polechtchouk, Maltsev... En mai 1924, nous

(1) La Maison sur le Quai, située non loin du Kremlin, sur la Moskova, a accueilli des années durant de nombreux dignitaires du régime, dont un grand nombre furent au fil des ans arrêtés et fusillés, ou déportés. Le romancier soviétique Iouri Trifonov lui a consacré un roman très connu (*Les notes sont de la rédaction*).

(2) Jacob Blumkine (1899-1929), socialiste-révolutionnaire de gauche en 1917-1918, fut l'un des deux exécutants de l'attentat contre l'ambassadeur d'Allemagne Mirbach, en juillet 1918. Adhéra ensuite au Parti bolchevique, entra dans la Tcheka, devint sympathisant de l'Opposition de gauche, rendit visite à Trotsky en 1929 à Constantinople et fut fusillé à son retour sur ordre de Staline, après avoir été dénoncé, selon la version la plus courante, par Karl Radek.

(3) Document rédigé en octobre 1923 critiquant l'orientation et la pratique de la direction Staline-Zinoviev-Kamenev du parti dans les domaines économique, politique et social et signée par 46 vieux-bolcheviks.

avons imprimé la lettre de Lénine au congrès du parti (4).

Vadim Rogovine : Mais cette lettre a seulement été lue au XIII^e Congrès, qui s'est tenu en mai 1924 !

O. D. : Exact, et c'est juste après que nous avons imprimé le Testament, du moins la partie qui concernait Trotsky, Staline, Zinoviev et les autres, en tout six personnes.

V. R. : Mais comment l'aviez-vous obtenue ? De façon illégale ?

O. D. : Bien sûr.

V. R. : Vous vous rappelez précisément que c'était en 1924 ?

O. D. : Je l'ai imprimée moi-même, parce que je travaillais alors sur une "américaine", une petite machine, et j'en ai moi-même imprimé 2 000 exemplaires. Après, d'autres en ont imprimé.

V. R. : Et qui vous avait transmis le texte ?

O. D. : Nous avions un instructeur du parti, Melnikov. Il nous a donné des exemplaires de la lettre au congrès et nous les avons imprimés. Après, ils étaient collectés et partaient sans doute pour diffusion.

V. R. : Mais vous compreniez que c'était une commande non officielle, mais à demi légale ?

O. D. : Eh oui, et c'est pour cela que nous l'imprimions le dimanche, quand il n'y avait personne à l'atelier. Nous étions trois à faire cela, deux komsomols et un militant du parti dont je me rappelle le nom, Kourganov. Ensuite en 1925-1926, après le XIV^e Congrès, quand s'est formée la Nouvelle Opposition de Leningrad, dans notre foyer on discutait aussi activement des discours de Zinoviev.

V. R. : Les komsomols et les militants du parti ? Mais sur quelle base les komsomols participaient-ils à cette discussion ? Ils n'avaient pas le droit de voter.

O. D. : C'est exact, mais ils participaient aux réunions et prenaient la parole pour exprimer le point de vue des opposants. L'essentiel s'est passé, bien sûr, en 1927, à partir du plénum de juillet du co-

mité central, avec le discours de Trotsky et ce que l'on a appelé les "*thèses Clemenceau*" (5). Avec cela, il était clair qu'il s'agissait d'une lutte très difficile. En août 1927, à Moscou, boulevard Tchistoproudny, Trotsky a pris la parole devant un groupe d'ouvriers imprimeurs, dans lequel je me trouvais. Il répondit aux questions, expliqua comment diffuser plus largement la plate-forme de l'Opposition. Cette plate-forme a fait son apparition dans notre foyer en août 1927. Et nous avons à nouveau imprimé le Testament de Lénine, mais cette fois avec une préface de Zinoviev et Kamenev (6), qui n'existait pas dans l'édition de 1924.

Dans cette introduction de 1927, ils écrivaient : "*Nous avons commis une erreur en 1917, quand nous avons communiqué notre déclaration au journal Novaia Jizn. Mais alors, sous Lénine, le conflit a été réglé. Mais l'erreur la plus énorme que nous ayons commise, c'est d'avoir laissé Staline au poste de secrétaire général.*" Après, il y avait le texte de la lettre au congrès.

V. R. : Et en quoi consistait alors votre activité d'opposant ?

O. D. : J'allais aux réunions où prenaient la parole Trotsky, Racovski et d'autres. Puis je diffusais et j'imprimais les tracts.

(4) Lettre rédigée par Lénine en décembre 1922, avec un post-scriptum du 5 janvier 1923, et qui, après un jugement sur la politique chauvine de Staline et des remarques sur son comportement, demande au congrès de choisir un autre secrétaire général. Cette lettre est l'une des composantes d'un ensemble de lettres de Lénine traditionnellement rassemblées sous le vocable de "Testament".

(5) Déclaration faite par Trotsky en juin 1927, affirmant le droit à la critique même dans une situation difficile et établissant une comparaison avec Georges Clemenceau, qui, dans les années 1915-1916, critiqua sévèrement les hommes d'Etat français au pouvoir, coupables à ses yeux d'incurie, avant de les remplacer et d'être surnommé le "Père la Victoire".

(6) Zinoviev et Kamenev, membres du comité central en 1917, avaient le 18 octobre communiqué au journal de Gorki, *Novaia Jizn*, une déclaration critiquant la décision d'insurrection prise par le comité central le 16 octobre. Lénine fait allusion à cet épisode dans sa lettre-testament.

V. R. : Vous les diffusiez comment ?

O. D. : On les accrochait ou on les colait aux murs. Dans l'arrondissement de Krasnaia Presnia, un arrondissement à 100 % prolétarien, on les distribuait dans les usines. Je travaillais alors à l'imprimerie des *Izvestia*. On y avait notre groupe, et même, dans la rédaction, nous avions beaucoup de partisans, avec à leur tête Viatcheslav Polonski. Il avait été, surtout en 1923, un militant actif de l'Opposition de gauche. Dans l'imprimerie des *Izvestia*, nous étions en tout 12 ouvriers typographes opposants. Nous étions informés immédiatement de toutes les réunions d'opposants à Moscou, car nous avions des camarades liés directement aux dirigeants de l'Opposition. La réunion la plus agitée s'est tenue en octobre 1927, à l'Institut technique supérieur Bauman. Nous sommes arrivés en avance, car nous savions que Trotsky y prendrait la parole. Mais la salle était déjà pleine. J'avais amené des camarades d'autres imprimeries, tous des membres du parti. Vers 6 heures, arrivèrent Trotsky et Kamenev. Après une courte introduction, Kamenev passa la parole à Trotsky. Nous étions environ 2 000 là, à l'écouter, assis serrés les uns contre les autres, au coude à coude... Trotsky avait parlé un peu moins d'une heure lorsqu'un coup fut frappé à la porte. On transmit à Kamenev une note informant que Ouglanov, Iaroslavski (7) et Trifrinovitch (le secrétaire du comité d'arrondissement du parti de Bauman) étaient là et désiraient participer à la réunion.

On a soumis la question au vote, car nous savions que s'ils entraient, d'autres staliniens se précipiteraient avec eux et saboteraient la réunion. On a décidé de ne pas les laisser entrer. Un quart d'heure plus tard, l'électricité s'éteignit. Ils avaient dû couper les fils. Et alors j'ai vu mes voisins sortir des bougies. Ils avaient pensé à tout ! Beaucoup d'entre eux avaient derrière eux l'expérience du travail clandestin... Et c'est à la lumière de ces bougies que Trotsky acheva son discours. Feu et flamme ! Les murs tremblaient sous les hourrah et les applaudissements. Je l'avais déjà entendu plusieurs fois parler, et en 1923, et en 1924, et en 1927, à la maison des pionniers sur la Polianka, où il était intervenu devant les komsomols des arron-

dissements de Khamovnitsheski et de Krasnaia Presnia. Ses auditoires accueillaient toujours Trotsky avec enthousiasme. Mais ce qui s'est passé ce soir-là à l'Institut Bauman dépassait tout ce que j'avais vu auparavant.

En 1927, lorsque Ioffé s'est suicidé, dès le deuxième jour après sa mort, nous lisions déjà sa dernière déclaration. Et puis, quand on l'a enterré au cimetière de Novodievitchie, nous sommes arrivés avant Léon Davidovitch et les autres. Et nous avons vu s'avancer une colonne : Trotsky, Tchitchérine (8) et les autres. Trotsky a pris la parole en troisième, il était déjà exclu du parti. Son discours a comme toujours été remarquable, enthousiaste, je dirai d'un enthousiasme tragique...

V. R. : Et la manifestation du 7 novembre (9) ?

O. D. : J'étais ce jour-là près de l'hôtel National, en face, au coin de la rue Mokhovaia et Tverskaia. Sur le balcon se tenaient les chefs de l'Opposition : Smilga, Preobrajenski, Beloborodov. Je les connaissais tous de vue. Près d'eux se tenaient des militaires de l'Académie de l'aviation militaire. A midi, une colonne de manifestants venus de Krasnaia Presnia, avec Rioutine (10) à leur tête, est arrivée à la hauteur du National. A ce

(7) Nicolas Ouglanov (1886-1940) était alors secrétaire du comité de Moscou ; Emelian Iaroslavski (1878-1943), membre du comité central, était l'un des propagandistes les plus zélés de Staline ; Ouglanov, partisan de Boukharine, sera destitué en 1929.

(8) Gueorgui Tchitchérine (1872-1936) fut commissaire du peuple aux Affaires étrangères de 1918 à 1930.

(9) Lors de la manifestation du 7 novembre 1927 pour l'anniversaire de la révolution russe, l'Opposition forma son propre cortège et défila avec des banderoles affirmant : "A bas le nepman ! A bas le koulak ! A bas le bureaucrate !" Ce fut l'un des motifs de l'exclusion des opposants du parti.

(10) Martemian Rioutine (1890-1937), alors secrétaire du comité du parti de Krasnaia Presnia (quartier ouvrier de l'ouest de Moscou). Partisan de Boukharine, il sera limogé en 1929, puis participera en 1932 à la constitution d'un groupe d'opposants intitulé l'Union des marxistes-léninistes, dont il rédigea les deux textes fondamentaux : *Appel aux membres du PCR (b) et Staline et la crise de la dictature du prolétariat*. Fusillé en 1937.

moment-là, du balcon et du toit, les slogans de l'Opposition ont retenti par mégaphone à l'adresse des manifestants. Rioutine et ses adjoints se sont rués sur le balcon et ont traîné tous les opposants qui s'y tenaient à l'intérieur des pièces. L'un des pogromistes, un grand gars en manteau noir et en bottes, ne cessait de hurler : *"A bas les agents de l'impérialisme britannique !"*

V. R. : A votre avis, combien y avait-il à ce moment-là de partisans de l'Opposition de gauche à Moscou ?

O. D. : Staline a déclaré en juillet 1927, lors de la réunion des cadres du parti de Moscou, que 4 000 militants seulement avaient voté (dans toute l'URSS) pour l'Opposition. C'est un mensonge grossier. La seule ville de Moscou comptait plus de 12 000 opposants.

V. R. : C'est-à-dire 12 000 qui ont publiquement voté pour l'Opposition ?

O. D. : Publiquement, non, moins : environ 9 000 s'y sont résolus.

V. R. : Et d'où tirez-vous ce chiffre ?

O. D. : Nous faisons les comptes après les plénums et les réunions. Par exemple, dans la seule usine Aviapribor, où Racovski, Preobrajenski et d'autres ont pris la parole, 40 militants ont voté pour l'Opposition. C'est l'un des adjoints du directeur de l'usine, interné avec moi dans la prison de Boutyrka à la fin de 1928, qui m'a donné l'information.

V. R. : Et cela sans compter les komsomols comme vous ? Il y en avait quelques milliers ?

O. D. : Il y en avait plus que de militants du parti opposants. J'étudiais à cette époque à la faculté ouvrière de la Première Université de Moscou. Impossible de faire le compte de tous les opposants parmi les étudiants.

V. R. : Mais pourtant, les exclusions du parti et du lieu de travail pour fait d'opposition avaient commencé dès 1926.

O. D. : Eh oui, c'est précisément en septembre 1926 que j'ai été licencié pour mes interventions dans les réunions du komsomol, où j'exposai le contenu des

tracts de l'Opposition. A la vérité, ce n'est pas alors que j'ai été exclu du komsomol. On m'a exclu plus tard, lorsque, le 6 novembre 1927, lors d'une réunion consacrée à l'anniversaire de la révolution d'Octobre, j'ai pris la parole pour exposer la plate-forme de l'Opposition sur les questions de la démocratie dans le parti et dans les syndicats, sur la situation dans le Comintern et sur le chômage. Avant moi, un autre komsomol, manifestement un chômeur, avait pris la parole pour déclarer : *"Il ne reste de la révolution d'Octobre que les yeux pour pleurer."*

V. R. : Et vous êtes resté longtemps au chômage ?

O. D. : Un an et deux mois, inscrit à la Bourse du travail.

V. R. : Et vous restiez dans votre cellule des komsomols ?

O. D. : Bien sûr, dans la cellule de l'imprimerie n° 13, où je travaillais auparavant. Mais après mon intervention du 6 novembre, ils sont venus me chercher chez moi, m'ont convoqué à une réunion de la cellule et ils m'ont exclu du komsomol, mais ils m'ont réintégré en janvier 1928. Puis, ils se sont resouvenu de moi en décembre 1928 ; là, ils m'ont exclu et ils m'ont arrêté.

V. R. : Vous avez eu une activité oppositionnelle en 1928 ?

O. D. : Dans notre foyer, nous recevions pratiquement toutes les lettres que Trotsky envoyait d'Alma-Ata, nous les retapions et nous les reproduisons. Près de 90 % des ouvriers typographes, chez nous, étaient des opposants. Ils travaillaient dans les imprimeries des *Izvestia* et dans d'autres imprimeries. Ils sont presque tous morts, maintenant.

L'un de nos camarades, Lioubovitch, en juillet 1928, est allé illégalement voir Léon Davidovitch à Alma-Ata et est revenu de là-bas avec une photo de Trotsky, sa femme et son fils. A leurs pieds était allongé un berger allemand et Trotsky tenait un fusil de chasse. Nous avons reproduit cette photographie et chacun de ceux qui le pouvaient et le voulaient en achetait un exemplaire. Moi, j'en ai acheté un trois roubles. Et cette année-

là, nous avons envoyé à Léon Davidovitch nos souhaits d'anniversaire et d'anniversaire de la révolution d'Octobre en même temps (11).

Pour le onzième anniversaire de la révolution d'Octobre, un meeting solennel fut organisé au théâtre Stanislavski et Nemirovitch-Dantchenko. Kalinine (12) devait y prendre la parole. L'imprimerie des *Izvestia*, considéré comme journal du gouvernement, nous avait donné des invitations. Avant le meeting, des opposants de l'académie Timiriazev sont venus me voir et m'ont donné environ 200 tracts à jeter pendant le meeting. Nous l'avons fait. L'un d'entre nous est descendu éteindre la lumière et, au moment où elle s'est éteinte, nous avons lancé nos tracts du second balcon. J'ai alors, dans l'obscurité, entendu quelqu'un chuchoter : "*Ce sont sûrement les trotskystes... Il faut en informer qui de droit.*" Une voix lui a répliqué : "*Calme-toi, reste assis, ce ne sont pas tes affaires...*" Ils m'ont arrêté le 3 décembre 1928.

V. R. : Que vous a-t-on reproché ?

O. D. : Activité trotskyste. On m'a demandé si je savais qui collait et qui balançait les tracts. J'ai tout nié. Mais, lorsque nous nous sommes retrouvés à la Loubianka, nous avons appris la cause de notre arrestation. A ce moment-là, venait d'être prise la décision d'exiler Trotsky à l'étranger, et ils arrêtaient préventivement tous ses partisans, et moi dans le lot. Je me suis retrouvé d'abord à la Loubianka, puis à la Boutyrka, à quatre dans la cellule. Je suis resté un mois et demi dans la tour de Pougatchev, puis dans la tour policière. J'ai été enfermé au cachot pour non-respect du règlement : nous ouvrons les vasistas et nous hurlions à nos voisins pour savoir qui se trouvait dans les cellules voisines. D'après mes calculs, nous n'étions pas moins de 2 000 internés et presque tous des trotskystes. On nous a gardés trois mois, puis, en mars, on nous a libérés par groupes de cinq. Moi, je suis sorti le 3 mars avec un saponovien, un membre du groupe Centralisme démocratique (13).

V. R. : Après votre libération, vous n'avez plus participé à l'Opposition ?

O. D. : Comment j'aurais pu ne pas y participer, alors que je suis revenu à l'internat de la rue Vorovski ? En 1929, nous y avons reçu une lettre de Prinkipo. Au cours de l'été, nous est parvenue la lettre de Léon Davidovitch *Aux ouvriers russes*, de grandes feuilles claires photocopiées. A la fin de 1929, nous avons appris par une lettre qu'il y avait eu un incendie à Prinkipo. En 1929 et 1930, nous avons régulièrement reçu des lettres de là-bas.

V. R. : Etait-ce très conspiratif ou est-ce qu'un relativement large groupe de gens en avait connaissance ?

O. D. : Dans notre internat, pratiquement tout le monde en avait connaissance.

V. R. : Et à cette époque, vous imprimiez quelque chose ?

O. D. : Moi, personnellement, non. Pourtant, je travaillais dans la troisième imprimerie de Mospoligraphie. Mais un jour, on a apporté des caractères d'imprimerie au foyer. On nous apportait très souvent des tracts tout imprimés...

V. R. : Donc, les documents de l'Opposition circulaient alors de façon assez libre...

O. D. : Ils circulaient...

V. R. : Et vous n'avez pas été à nouveau exclu du Komsomol ?

O. D. : Après mon séjour à Boutyrka, je n'avais pas été réintégré et je n'avais rien demandé. Mais une fois, ils m'ont trouvé... Au cours de l'été 1929, j'ai reçu une convocation : me présenter au n° 2 de la Loubianka, pièce N. Je fus reçu par un enquêteur, assez jeune, avec de longs

(11) Trotsky est né le 25 octobre 1879 et la révolution d'Octobre a commencé le 25 octobre 1917, jour de l'ouverture du deuxième congrès des soviets.

(12) Mikhaïl Kalinine (1875-1946), membre du bureau politique, était président du comité exécutif central des soviets, c'est-à-dire théoriquement le chef de l'Etat.

(13) Le Centralisme démocratique était un groupe d'opposition constitué dès 1919, dont les deux principaux dirigeants étaient Timothée Saponov (1887-1939) (d'où le vocable de saponovien) et Vladimir Smirnov (1887-1937) (cf. le dossier sur lui dans *Les Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 2, pp. 43 à 51).

cheveux blonds. J'appris plus tard qu'il s'agissait de Gueorgui Vratchev, le frère cadet de l'opposant bien connu Ivan Vratchev. Les frères étaient à cette époque des adversaires, mais après, à ce que j'ai appris, leurs relations se sont améliorées. La conversation fut assez détendue :

"Assieds-toi. Comment ça va ?

— *Pour le moment, je n'ai pas de travail ; pas moyen de trouver une embauche.*

— *Nous t'avons libéré, nous pouvons te faire embaucher, mais ne peux-tu pas nous aider ?*

— *Mais que puis-je savoir ? Je ne suis plus rien et je ne m'intéresse à rien, vous avez des gens bien mieux informés que moi !*

— *Bon... Réfléchis. Tiens voilà ton laissez-passer pour la sortie."*

V. R. : C'était votre première rencontre ?

O. D. : Et la dernière. En 1931, j'ai quitté Moscou et je me suis embauché à l'usine Ouralmach. J'ai vécu d'abord à Irbit, puis à Sverdlovsk.

V. R. : Et après 1931, vous n'avez été au courant d'aucune activité oppositionnelle ?

O. D. : Je suis venu à Moscou en 1933 en congé et j'ai vécu la plupart du temps chez mon frère...

V. R. : Vous avez rencontré vos vieux camarades ?

O. D. : Oui, il y a eu des rencontres...

V. R. : Et des discussions...

O. D. : De toutes sortes, oui.

V. R. : Et quelles sensations ces conversations suscitaient-elles en vous ? Y avait-il alors une activité oppositionnelle ?

O. D. : Elle était alors très développée...

V. R. : Quelles preuves en avez-vous ?

O. D. : On nous donnait à lire des tracts sur la tenue en été 1933, en France, d'une conférence de l'Opposition internationale (14)... Je suis revenu définitivement à Moscou l'été 1935, je me suis fait embaucher à l'usine Mosjerez — au-

jourd'hui, la fonderie de Lublin —, où je travaillais comme tourneur sur des tours à plateau horizontal. J'ai travaillé dans cette spécialité jusqu'à mon départ à la retraite, en 1983.

V. R. : Comment avez-vous pu échapper aux répressions des années 1937-1938 ?

O. D. : Ils avaient dû me perdre de vue. Lorsque je suis revenu à Moscou en 1935 et que je suis allé voir le foyer de la rue Vorovski, presque tous les gars avaient été arrêtés et je n'ai plus jamais rencontré aucun d'entre eux après.

V. R. : Comment vous a-t-on retrouvé en 1949 ?

O. D. : Je travaillais alors à l'usine de construction mécanique Perovski. En juillet 1949, j'ai été convoqué à la section du personnel et on m'a demandé de remplir un questionnaire, pour la première fois depuis quinze ans. Ces questionnaires aboutissaient manifestement à la Loubianka. Puis, lors de mon interrogatoire, on m'a présenté le texte de ma conversation avec Vratchev en 1929, où était joint un questionnaire que j'avais rempli en 1926 à la 13^e imprimerie de Mospoligraphe. Sur le questionnaire, figurait l'annotation : "*Soupçonné de trotskysme.*" Sur le dossier, les initiales "*C. E.*" ("*Conserver pour l'éternité*"). Ce sont ces documents qui ont servi de base à l'accusation. Verdict : huit ans de travaux correctifs.

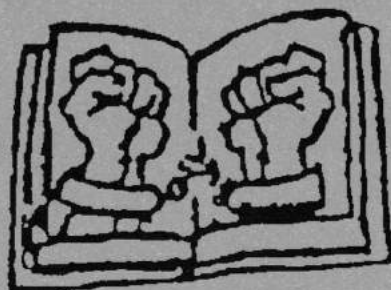
V. R. : Tout cela pour votre activité d'opposant dans les années 1920, et rien de plus ? Vous avez avoué avoir été un opposant.

O. D. : Oui, je l'ai avoué.

(Fin de l'entretien.)

(14) Il s'agit de la conférence dite des Quatre, ou plutôt préconférence ou conférence préparatoire, qui réunit à Paris en décembre 1933 des représentants de l'Opposition de gauche internationale, de deux partis hollandais (RSP et OSP) et du SAP, parti allemand formé d'anciens membres du parti social-démocrate et du PC allemand, qui discutèrent des perspectives de la fondation d'une nouvelle Internationale et adoptèrent une déclaration commune en ce sens.

Cahiers du mouvement ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 9 - MARS 2000

REVUE TRIMESTRIELLE

PRIX : 50 F

La Nouvelle Opposition dans les syndicats de Leningrad

(Dmitri Lobok)

Le document présenté ci-après éclaire une page peu connue de la lutte de la direction stalinienne contre les représentants de la "Nouvelle Opposition" de Zinoviev-Kamenev, qui dirigeait les syndicats de Leningrad. La défaite de la Nouvelle Opposition au XIV^e Congrès du Parti communiste russe (bolchevique) en décembre 1925 (18-31 décembre) fut suivie d'une épuration des cadres politiques et syndicaux de Leningrad.

Ce document donne une idée des méthodes utilisées par les deux camps dans la lutte interne au parti. Il a été rédigé par G. D. Weinberg, membre de la commission centrale de contrôle du parti et alors directeur de la section de tarification économique du conseil régional des syndicats. Partisan de la "ligne générale" stalinienne, G. D. Weinberg prit une part active à l'élimination des partisans de Zinoviev de leurs responsabilités dans les syndicats de Leningrad, ce qui ne resta pas inaperçu. Weinberg fut en effet ensuite nommé secrétaire du conseil central des syndicats. Mais il fut plus tard liquidé, comme beaucoup d'autres cadres syndicaux. Malgré la volonté de Weinberg de présenter le cours des événements sous un jour favorable à lui-même et à ses partisans, sa note présente un intérêt indubitable pour tous ceux qui s'intéressent à la lutte interne au parti dans les années 1920.

Le document est reproduit avec quelques coupures insignifiantes. Le style de l'auteur y est fidèlement reproduit. Ce document se trouve conservé aux Archives centrales d'Etat de Leningrad, fonds 6 276, inventaire 272, dossier 8, feuilles 1 à 3.

**Dmitri Lobok, agrégé d'histoire,
professeur à l'Université des syndicats
de Saint-Pétersbourg**

“Le rôle et le travail de l’opposition de Leningrad dans les syndicats”

LE 27 décembre (1925), les camarades Glebov (1), Moïsseïev (2), Fedorov (3), de retour du congrès, décidèrent de convoquer le bureau de la fraction du conseil régional des syndicats de Leningrad (4) pour les informer des travaux du congrès. Le camarade Lisskier (5) fut invité à ne pas convoquer Weinberg (6), Legrak, Kondratiev, Suerganine, Koulaboukov, Ioukossov (7) et d’autres. Dix minutes avant l’ouverture de la réunion, il fut proposé de les inviter, sauf Weinberg... L’opposition réussit ainsi à obtenir la majorité dans la réunion (qui, sur l’exigence des partisans du comité central, fut déclarée seulement consultative, vu l’absence de quorum), mais ne parvint pas à faire voter une résolution... Glebov donna une vision tendancieuse des travaux du congrès. On nous refusa de présenter un contre-rapport... Des résolutions analogues furent organisées dans les autres syndicats, avec pour but d’obtenir que les syndicats de Leningrad soutiennent l’opposition.

Le 28 décembre, Glebov invita Lisskier à venir chez lui et lui demanda de convoquer la fraction du plénum du conseil régional des syndicats et de vérifier l’attitude de ses membres (150) à l’égard de l’opposition, en les visitant chez eux, en les faisant convoquer chez des organisateurs, chez les secrétaires des comités de district du parti.

Dans les bureaux de Glebov et de Moïsseïev au conseil régional s’installe un état-major, qui convoque les cadres dirigeants des syndicats et des comités d’usine et de fabriques (8). Cet état-major convoque Redakov, de Skorokhod, Dementiev, de l’usine Koniachine de Grampark, et d’autres (9). Les dirigeants des syndicats oppositionnels (métallur-

(1) Glebov-Avilov N. P. (nom de famille réel : Avilov) (1887-1937), président du conseil régional des syndicats de la région de Leningrad, membre du présidium du conseil central des syndicats. En 1925, se rangea aux côtés de la Nouvelle Opposition.

(2) Moïsseïev I. I. (?), secrétaire du conseil régional des syndicats de Leningrad, partisan de la Nouvelle Opposition.

(3) Fedorov (?), directeur du Palais du travail, siège de l’état-major des syndicats de Leningrad, partisan de la Nouvelle Opposition.

(4) Organe dirigeant les syndicats de la région.

(5) Lisskier M. L. (?), secrétaire de l’union régionale des syndicats de médecins.

(6) Weinberg G. D. (?), membre de la commission centrale de contrôle du Parti communiste russe (bolchevique), responsable de la section de tarification économique du conseil régional des syndicats.

(7) Membre du présidium du conseil régional des syndicats, membre de la fraction communiste de ce conseil.

(8) Les comités d’usines et de fabriques étaient à cette époque les sections de base des syndicats dans les entreprises.

(9) Rezakova (?) et Dementiev (?) étaient présidents des comités d’usines et de fabriques de leurs entreprises.

gistes, ouvriers du textile, ouvriers imprimeurs, transports fluviaux, etc.) tiennent des conférences permanentes.

Chez les métallurgistes aussi, un travail du même ordre fut entrepris : on convoqua les présidents des comités syndicaux des usines Poutilov rouge, Troubotchkoï (10) et autres. A la suite de cela, le travail (syndical) s'interrompt dans ces usines. Car les présidents opposants s'occupaient de "grande politique". Aux questions de travail courant qui leur étaient posées, Glebov et Moïsseïev répondaient : "*Nous n'avons pas le temps*", "*Laisse-nous tranquilles*", "*On a autre chose à s'occuper en ce moment*", etc. Et le travail (syndical) était paralysé.

Chaque syndicat et chaque comité d'usine comportait des partisans du comité central et des opposants, qui luttaient entre eux... Les partisans du comité central dans le comité régional des syndicats de Leningrad développaient de leur côté une intense activité en faveur du comité central (du parti).

Au Rabpross (11), Olkhovenski (12) a été démissionné par 20 voix pour et 2 abstentions. La fraction du syndicat des travailleurs du bois affirma sa défiance à son président, Prokhorov (13), et le démissionna. Le même phénomène se passa dans toute une série d'autres syndicats...

L'opposition est particulièrement forte dans le syndicat des métallurgistes, qui compte 100 000 membres. Jusqu'alors, Fedorov expliquait : "*Il n'y a rien à craindre, il y a peu de travailleurs qualifiés, donc ils sont très demandés. Nous, les métallurgistes, nous devons tenir ferme et si on limoge l'un d'entre nous, nous devons tous prendre sa défense, parce que si nous nous soutenons les uns les autres, personne ne pourra nous défaire, et si on nous liquide, que cela se passe dans le sang.*"

Jouk (14) a été démissionné au congrès des travailleurs du textile pour mauvais travail. Chedboukhov (15), au congrès national des travailleurs du bâtiment, a été élu au comité central et laissé en poste au comité central à Moscou. Mouchtakov (16) a quitté le syndicat du transport fluvial pour un travail dans

l'économie. Gordon (17), le vaillant écuyer de l'opposition, a été démis par la commission centrale de contrôle et mis par elle à la disposition du comité central du parti.

Glebov a démissionné le rédacteur en chef de *L'Ouvrier de Leningrad* (18), coupable d'avoir publié un article défendant les décisions du XIV^e Congrès sur les problèmes syndicaux sans l'avis du bureau de la fraction du conseil régional des syndicats de Leningrad. Le bureau du comité de Leningrad du parti a confirmé cette décision, sans écouter le bureau de la fraction...

Au cours des deux dernières semaines, de nombreux membres du bureau de la fraction et de la fraction du conseil régional des syndicats de Leningrad envoient des déclarations réclamant la réunion d'un plénum du conseil régional. Mais Glebov et Moïsseïev sont intraitables. Et le 8 janvier 1926, ils ont privé toute une série de camarades (présidents de syndicats et membres suppléants du présidium) du droit de vote. Avec le bureau de la fraction des syndicats, ils ont en effet décidé, à propos de la convocation d'une réunion de la fraction pour écouter le rapport de Tomski sur le XIV^e Congrès et les tâches des syndicats, "*de considérer que les membres suppléants du présidium et les présidents des syndicats n'avaient pas*

(10) Poutilov rouge (aujourd'hui "Usine Kirov") et Troubotchkoï étaient de grosses entreprises de construction mécanique.

(11) Rabpross : syndicat des personnels de l'enseignement.

(12) Olkhovenski (?), président du comité régional des syndicats des personnels de l'enseignement jusqu'en 1926.

(13) Prokhorov (?), président du comité régional des syndicats des travailleurs du bois jusqu'en 1926.

(14) Jouk (?), président du comité régional du syndicat des travailleurs du textile jusqu'en 1926.

(15) Chedboukhov (?), président du comité régional du syndicat des travailleurs du bâtiment jusqu'en 1926.

(16) Mouchtakov (?), président du comité régional du syndicat des transports fluviaux jusqu'en 1926.

(17) Gordon M. S., président du comité régional du syndicat des ouvriers imprimeurs.

(18) Journal des syndicats de Leningrad.

voix délibérative". Ils ont ainsi pu écarter la convocation de la fraction.

Ce n'est qu'à la réunion suivante que l'on a pu faire décider cette réunion. La réunion de la fraction du conseil régional des syndicats de Leningrad et du bureau de la fraction des syndicats a, par 260 voix contre 40, démissionné le présidium de la réunion, formé par les camarades Glebov et Moïsseiev, et adopté la résolution suivante : *"Toutes les décisions du XIV^e Congrès sont pleinement justes et d'un contenu léniniste."* Condamnant les représentants de l'opposition qui sont intervenus au congrès d'un point de vue non bolchevique sur les problèmes du mouvement syndical, la fraction du conseil régional des syndicats de Leningrad *"juge incorrectes les accusations portées contre la fraction du conseil central des syndicats de mener une politique des salaires incorrecte et de poser de façon incorrecte le problème*

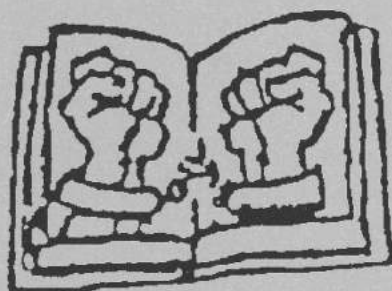
de l'unité du mouvement syndical mondial".

L'opposition a exigé la réunion à huis clos du seul bureau de la fraction de la réunion plénière du conseil régional des syndicats. Au cours de cette réunion a été avancée la proposition de démettre le président (Glebov) et le secrétaire (Moïsseiev). La proposition a été adoptée par 69 voix contre 31.

(Il est intéressant de noter qu'auparavant, Fedorov, Mouchtakov — des transports fluviaux —, Prokhorov — des travailleurs du bois — se bagarraient avec Glebov et lui avec eux, ils voulaient se démettre les uns les autres pour mauvais travail, puis ils se sont réunifiés en une petite famille.) L'opposition a été battue exclusivement par la base.

**21 avril 1926,
G. Weinberg,
membre du comité central**

Cahiers du mouvement ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

17 - AVRIL-MAI 2002 - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 7,65 euros

**James P. Cannon :
les débuts
de l'Opposition
de gauche
aux Etats-Unis**

(deuxième partie)

\$6.00

The First Ten Years Of American Communism

By James P. Cannon



James P. Cannon has spent more than fifty-six of his seventy-two years as an active socialist. An organizer and strike leader in the IWW, a member of the Socialist Party Left Wing, a founding member of the Communist Labor Party in 1919, a founding member and still national chairman of the Socialist Workers Party—these are but highlights in his long political career.

In 1928 Cannon was expelled from the Communist Party for "Trotskyism." In 1941 the Federal Government convicted him, along with 17 other leaders of the Socialist Workers Party, under the Smith Act.

For this conviction he served a sixteen-month prison sentence at Sandstone Penitentiary.

Of these two punitive actions, Cannon says:

"Neither . . . cured me of the delinquencies for which I was penalized. I still believe in communism—minus the Communist Party; and I still believe in the Russian Revolution—minus Stalin and Stalinism."

THE FIRST TEN YEARS OF AMERICAN COMMUNISM is a report by the only surviving

(Continued on back flap)

“Une fraction qui avait un avenir devant elle parce qu’elle avait un programme basé sur des principes clairs”

NOUS n’avons pas commencé le combat à Moscou, au congrès, bien que nous ayons été entièrement convaincus. Depuis le jour où j’ai lu ce document, je me suis toujours considéré, sans l’ombre de la moindre hésitation depuis lors, comme un disciple de Trotsky. Parce que nous n’avons pas commencé la lutte à Moscou, quelques puristes, parmi les spectateurs, pourraient encore demander :

“Pourquoi n’avez-vous pas pris la parole au VI^e Congrès et élevé la voix pour défendre Trotsky ?”

La réponse est que nous ne pouvions pas mieux remplir nos objectifs politiques qu’en faisant comme nous l’avons fait. Et c’est la raison pour laquelle on fait de la politique : pour remplir des objectifs. Le Comintern était déjà bien stalinisé. Le congrès était biaisé. Si nous avions dévoilé nos positions complètes au congrès, cela aurait probablement eu pour résultat notre détention à Moscou jusqu’à ce que nous soyons taillés en pièces et isolés à notre retour. Lovestone (1), quand son heure est venue, a été plus tard pris dans ce piège à Moscou. Mon devoir, et ma tâche politique comme je la voyais, était d’organiser une base de soutien pour l’Opposition russe dans mon propre parti. Pour réaliser cela,

je devais d’abord regagner mon pays. En conséquence, j’ai gardé le silence au congrès stalinisé. La franchise avec les amis est une vertu ; quand on a affaire à des ennemis sans scrupules, c’est l’attribut de l’imbécile.

En cela, nous n’étions jamais trop prudents en cachant nos sentiments. Moi, particulièrement, j’étais considéré de plus en plus comme “fricotant” avec le trotskysme. Gitlow (2) a relaté, dans son livre — écrit par un nègre — de repentir pathétique, que le Guépéou avait

Notes de la rédaction :

(1) Jay Lovestone (1898-1990) adhère au Parti communiste à sa fondation, en 1919, est élu à son comité central, en devient le secrétaire national en 1923, remplacé en 1929 par son ami Gitlow, avec lequel il est exclu du PC quelques mois plus tard, fonde avec lui un groupe d’opposition de droite (boukharinien), qui disparaît en 1933. Devient ensuite — comme Gitlow — un spécialiste de l’anti-communisme et travaille probablement avec la CIA.

(2) Gitlow Benjamin (1891-1965), adhère au Parti socialiste en 1907, puis sera l’un des fondateurs du Parti communiste américain, appartenait à la tendance gauchiste hostile à la légalisation de ce parti et partisan d’une activité clandestine. Il deviendra membre du bureau politique, puis secrétaire général du PC en 1929 ; lié à Jay Lovestone, il est exclu avec lui à la fin de l’année, adhère au Parti socialiste en 1933 et ne cesse ensuite d’évoluer vers la droite.

vérifié mes activités à Moscou et avait rapporté au Comintern que "*Cannon, en discussion avec des Russes, avait dévoilé qu'il avait de forts penchants trotskystes*". Ils me suspectaient, mais ils hésitaient à engager trop brutalement des poursuites contre moi. Ils pensaient qu'ils pourraient me remettre dans le droit chemin et que ça serait bien mieux plutôt que déclencher ouvertement un scandale. Ils avaient de bonnes raisons de penser que je ferais un scandale s'il avait fallu recourir à une lutte ouverte.

Finalement, donc, nous sommes retournés chez nous — je pense en septembre — sans avoir rien résolu en ce qui concerne la lutte de fraction dans le parti américain. Les partisans de Lovestone avaient gagné quelques pouces sur le champ de bataille à Moscou, mais en même temps, Staline avait inclus quelques qualifications dans la résolution qui posaient des jalons pour se débarrasser plus tard des partisans de Lovestone. J'avais sorti de Russie en cachette la critique du programme rédigée par Trotsky et je l'avais rapportée avec moi. Nous sommes rentrés et je me suis engagé immédiatement dans la tâche déterminée de recruter une fraction en faveur de Trotsky.

On peut penser que c'était une chose facile à faire. Mais voici comment se présentait la situation. Trotsky avait été condamné dans chaque parti de l'Internationale communiste, et encore une fois condamné par le VI^e Congrès en tant que contre-révolutionnaire. Pas un seul membre du parti n'était connu comme un partisan déclaré du trotskysme. Le parti tout entier avait été mis au pas contre lui. Vers cette époque, le parti n'était plus une de ces organisations démocratiques où l'on peut poser une question et avoir un débat loyal. Se déclarer partisan de Trotsky et de l'Opposition russe signifiait qu'on pouvait se voir accuser d'être un traître contre-révolutionnaire et d'être exclu immédiatement, sans discussion. Dans de telles circonstances, la tâche était de recruter une nouvelle fraction en secret avant l'explosion inévitable, avec la perspective certaine que cette fraction, qu'elle soit grande ou petite, serait victime d'exclusion et de-

vrait se battre contre les staliniens, contre le monde entier, pour créer un nouveau mouvement.

Depuis le tout début, je n'avais pas le moindre doute sur l'immensité de la tâche. Si l'on s'était permis quelques illusions, nous aurions été si déçus quant aux résultats que cela aurait pu nous briser. J'ai commencé à rechercher des contacts individuels et à leur parler en secret. Rose Karsner (3) a été ma première adhérente ferme. Elle n'a jamais failli depuis cette époque jusqu'à ce jour. Shachtman et Abern (4), qui travaillaient avec moi dans l'International Labor Defense (5) et étaient tous les deux membres du comité national, bien que non-membres du bureau politique, m'ont rejoint dans notre grande nouvelle tentative. Quelques autres sont venus nous rejoindre. Nous avançons bien, marquant ici et là des avancées, travaillant toujours

(3) Rose Karsner : militante du PC américain, puis du mouvement trotskyste, épouse de James Cannon.

(4) Max Schachtman (1904-1972) adhère au PC américain en 1921, bientôt l'un des principaux dirigeants des Jeunesses communistes, rédacteur de leur journal, *The Young Worker*. Membre du secrétariat international de l'Opposition de gauche de 1930 à 1933, membre du comité politique du Socialist Workers Party (SWP) lors de sa proclamation le 1^{er} février 1938, délégué à la conférence de fondation de la IV^e Internationale en septembre 1938, il est élu au comité exécutif de l'Internationale et engage en septembre 1939 avec James Burnham et Martin Abern la polémique sur la "nature de l'URSS", dont il niait le caractère d'"Etat ouvrier dégénéré", rejetant donc la "défense de l'URSS". Il quitte le SWP avec eux, entraîne avec lui un bon tiers des membres du parti et la majorité de la YPSL, l'organisation de jeunesse, et fonde le Workers Party, qu'il transforme en 1949 en Independent Socialist League, puis fait adhérer en bloc cette dernière au Parti socialiste américain et soutient l'intervention américaine au Vietnam.

Martin Abern (1898-1949) adhère au Parti socialiste en 1912, puis à l'organisation syndicaliste révolutionnaire Industrial Workers of the World (IWW) en 1916, tout en restant au PS. En 1919, fait partie de l'aile gauche du PS, qui scissionne et fonde le PC américain, appartient à son comité exécutif et, en 1923, devient secrétaire national des Jeunesses communistes. Membre du comité politique du SWP, responsable de la presse et des publications, est l'un des dirigeants du Workers Party. Meurt d'une crise cardiaque peu après avoir suspendu ses activités militantes pour raisons de santé.

(5) Organisation de soutien aux militants victimes de la répression, variante du Secours rouge.

avec prudence. Une rumeur circulait disant que Cannon était trotskyste, mais je ne l'ai jamais dit ouvertement ; et personne ne savait quoi faire de la rumeur. Qui plus est, il y avait une petite complication dans la situation du parti, qui a aussi joué en notre faveur. Comme je l'ai relaté, le parti était divisé en trois fractions, mais la fraction Foster (6) et la fraction Cannon travaillaient dans un seul bloc et avaient à cette époque un comité commun. Cela a placé les partisans de Foster entre le marteau et l'enclume. D'un côté, s'ils ne dénonçaient pas le trotskysme caché et ne le combattaient pas énergiquement, ils perdraient la sympathie et le soutien de Staline ; mais, d'un autre côté, s'il s'opposaient à nous et perdaient notre soutien, ils ne pourraient pas espérer gagner la majorité de la convention à venir. Ils étaient tiraillés par l'indécision et nous avons exploité sans merci leur contradiction.

Notre tâche était difficile. Nous avions un exemplaire du document de Trotsky, mais nous n'avions aucun moyen de le dupliquer ; nous n'avions pas de sténographe, nous n'avions pas de machine à écrire, nous n'avions pas de machine à miméographe (7), et nous n'avions pas d'argent. La seule façon pour nous d'opérer était de mettre la main sur des individus soigneusement sélectionnés, aiguiser suffisamment leur intérêt et ensuite les persuader de venir lire le document à la maison. Un procédé long et fastidieux. Nous avons rassemblé quelques personnes et elles nous ont aidées à répandre l'évangile à de plus grands cercles.

Finalement, après environ un mois, nous avons été découverts par une petite indiscretion de l'un de nos camarades, et nous avons dû faire face à la question dans le comité commun Foster-Cannon. Les partisans de Foster l'ont soulevée sous la forme d'une enquête. Ils avaient entendu untel et ils voulaient une explication. Il était clair qu'ils étaient très inquiets et toujours pas décidés. Nous avons pris l'offensive. J'ai dit :

“Je considère comme une insulte que qui que ce soit m'interroge. Ma position dans le parti a été largement et claire-

ment établie depuis maintenant dix ans et je n'accepte pas que personne la mette en question.”

Donc, nous les avons roulés pendant une nouvelle semaine et, pendant cette semaine, nous avons fait de nouveaux adeptes ici ou là. Alors, ils ont convoqué une nouvelle réunion du comité pour examiner la question à nouveau. A ce moment, Hathaway était rentré de Moscou. Il avait été à la prétendue école Lénine, à Moscou ; en réalité, c'était l'école du stalinisme. Il avait été entièrement dressé dans l'école de Staline et savait mieux comment procéder contre le “trotskysme” que les cordonniers du coin. Il déclara que la meilleure façon de procéder était de faire une motion : *“Ce comité condamne le trotskysme comme étant contre-révolutionnaire”*, puis de voir où se situait chacun sur cette motion. Nous avons objecté à cela sur l'argument — dissimulation formelle, mais une tactique nécessaire quand on a affaire à un diplômé de l'école de Staline à l'esprit policier — que la question du trotskysme avait déjà été décidée il y a bien longtemps et qu'il n'y avait absolument aucun motif de soulever à nouveau cette question. Nous avons déclaré que nous refusions de participer à ce dossier en aucune manière.

Nous avons débattu de cela pendant quatre ou cinq heures et ils ne savaient toujours pas quoi faire de nous. Ils étaient face à ce dilemme : d'une part, s'ils étaient marqués de l'étiquette “trotskysme”, ils perdraient la sympathie de Moscou ; si, d'autre part, ils faisaient la scission avec nous, leur espoir de gagner la majorité serait perdu. Ils voulaient par-dessus tout la majorité et ils nourrissaient l'espoir — oh, combien ils ont espéré ! — qu'un chic type comme

(6) Foster William (1881-1961), militant des IWW, adhère au PC américain à l'automne 1921 au retour d'un voyage à Moscou, devient membre de son bureau politique, responsable syndical de l'AFL dans la sidérurgie, se rallie à Staline, et appartient ensuite au présidium de l'Internationale communiste à dater de 1924 (comme suppléant), puis comme titulaire à partir de 1928. Auteur d'une apologétique *Histoire du Parti communiste américain*.

(7) Le miméographe est l'ancêtre de la photocopieuse.

Cannon reprendrait en fin de compte ses esprits et n'irait pas jusqu'à commencer une guerre futile pour Trotsky sur le tard. Sans le dire ouvertement, nous leur avons laissé un peu de place pour qu'ils pensent qu'il en serait ainsi. La décision a été à nouveau ajournée.

Nous avons gagné environ deux semaines avec cette histoire. Finalement, les partisans de Foster ont décidé entre eux que la question devenait trop brûlante. Ils entendaient de plus en plus de rumeurs sur Cannon, Shachtman et Abern recrutant des disciples du trotskysme parmi les membres du parti. Les partisans de Foster mouraient de peur à l'idée que les partisans de Lovestone apprennent cela et les accusent d'être complices. Pris de panique, ils nous ont exclus du comité commun et nous ont accusés devant le bureau politique.

On nous fit un procès devant un comité commun du bureau politique et de la commission centrale de contrôle. Nous avons relaté ce procès dans les premiers numéros du *Militant*. Naturellement, ce fut une caricature de procès, mais nous avons pleinement l'occasion de faire beaucoup de discours et de poser des questions aux témoins partisans de Foster. Ce n'était pas un effet de la démocratie dans le parti. On a donné des "droits" parce que les partisans de Lovestone, qui étaient majoritaires au bureau politique, voulaient à tout prix compromettre les partisans de Foster. Afin d'atteindre leurs buts, ils nous ont laissé un peu d'espace, et nous en avons profité. Le procès a traîné en longueur pendant des jours et des jours — de plus en plus de dirigeants et de permanents du parti ont été invités à y assister —, jusqu'à ce que nous ayons un public d'environ cent personnes.

Jusqu'alors, nous n'avions rien admis. Nous nous étions contentés d'interroger contradictoirement leurs témoins et de mouiller et de compromettre les partisans de Foster, et d'autres choses encore. Finalement, nous nous sommes lassés de ce jeu, et puisque le rapport sur ce qui se passait s'étendait dans tout le parti, nous avons décidé de frapper. J'ai lu devant une assistance silencieuse et plutôt terri-

fiée de permanents du parti une déclaration dans laquelle nous soutenions à cent pour cent Trotsky et l'Opposition russe sur toutes les questions de principe et annoncions notre détermination à combattre sur cette ligne jusqu'au bout. Nous avons été exclus par le comité commun de la commission centrale de contrôle et du bureau politique.

Exactement le jour suivant, nous avions une déclaration "miméographiée" circulant dans tout le parti. Nous avions anticipé l'exclusion. Nous étions préparés et nous avons contre-attaqué. Environ une semaine plus tard, à leur profonde consternation, nous avons frappé un grand coup avec le premier numéro de *The Militant*. L'édition avait été préparée et un marché avait été conclu avec l'imprimeur pendant que l'on faisait traîner le procès en longueur. Nous avons été exclus le 27 octobre 1928. *The Militant* est sorti la semaine suivante pour l'édition de novembre, célébrant l'anniversaire de la révolution russe, donnant notre programme et ainsi de suite. Ainsi a commencé la lutte ouverte pour le trotskysme américain.

Nous n'avions certainement pas de perspectives très brillantes au début. Mais nous avons gagné progressivement dans les premières semaines et construit avec fermeté depuis le commencement, parce que nous avons débuté correctement. Nous avons fait sauter le barrage de fractionnisme sans principe dans le parti avec une charge de dynamite. En une seule déflagration, nous nous sommes débarrassés de toutes les vieilles erreurs des fractions du parti américain dès le moment où nous nous sommes placés sur le terrain d'un programme de principes de l'internationalisme.

Nous étions sûrs de ce pour quoi nous luttions. Toutes les petites machinations organisationnelles, qui s'étaient tant enflées dans les vieilles querelles de bout de ficelle, ont été jetées à la poubelle comme de vieilles chaussettes. Nous avons commencé le vrai mouvement du bolchevisme dans ce pays, la régénérescence du communisme américain.

Ce n'était pas très prometteur pour la lutte du point de vue du nombre. Nous

trois, qui avions signé la déclaration — Abern, Shatchman et moi-même —, nous nous sentions un peu seuls en rentrant à pied à la maison pour dresser les plans d'un nouveau parti qui devait prendre le pouvoir aux États-Unis.

Tous les trois, nous avons travaillé pour l'International Labor Defense. Nous en avons été immédiatement exclus, avec des salaires qui restaient dus et non payés. Nous n'avions pas du tout d'argent et nous ne savions pas où nous pourrions en trouver. Nous avons programmé la première édition de *The Militant* avant de savoir comment nous allions faire pour la payer. Mais nous avons conclu un marché avec l'imprimeur pour nous faire crédit pour un numéro. Nous avons écrit à des amis à Chicago, qui nous ont envoyé de l'argent, et nous avons sorti le journal. Nous avons fièrement annoncé qu'il serait publié deux fois par mois. Et il en a été ainsi.

Très peu de temps après que nous avons été jetés en dehors du parti, nous avons découvert un groupe de camarades hongrois qui avaient été exclus du parti pour diverses raisons dans les luttes fractionnelles un ou deux ans auparavant. Indépendamment de nous, sans que nous le sachions, ils étaient entrés en contact avec quelques oppositionnels russes travaillant à l'Amorg — l'agence commerciale russe à New York — et étaient devenus des trotskystes convaincus. Ils ont certainement ressemblé à une armée d'un million de soldats pour nous. Nous avons trouvé un petit groupe d'oppositionnels italiens à New York, partisans de Bordiga, pas vraiment trotskystes, mais ils ont travaillé avec nous pendant quelque temps. Nous avons conduit une lutte énergique. Nous répondions aux accusations de manière militante. Nous avons commencé à faire circuler de nouveaux documents de l'Opposition russe dans *The Militant* — la critique de Trotsky du projet de programme, et ainsi de suite. Bientôt, on pouvait voir le début de la cristallisation d'une fraction qui avait un avenir devant elle parce qu'elle avait un programme basé sur des principes clairs.

Bien que nous soyons restés pendant longtemps une petite fraction, c'était une

fraction très convaincue, déterminée et combative. Nous avons commencé à recruter dans tout le pays. Notre plus importante acquisition vint de Minneapolis. Minneapolis a joué un rôle, non seulement dans les grèves des chauffeurs routiers, mais aussi dans la construction du trotskysme américain. Nous avons gagné des soutiens à Chicago.

Nous étions salement handicapés sur bien des aspects. Nous n'avions pas eu le temps, avant notre exclusion, de beaucoup communiquer avec les membres du parti en dehors de New York. La première chose que la plupart des camarades du Parti communiste ont connue de notre position est l'information que nous avons été exclus. La tactique primaire de la direction du parti nous a beaucoup aidés. Leur méthode a été de parcourir le pays de long en large, soumettant une motion à chaque comité et à chaque cellule pour approuver l'exclusion de Cannon, Shatchman et Abern. Et quiconque voulait poser une question ou avoir plus de renseignements était accusé d'être un trotskyste, et aussitôt exclu. Cela nous a vraiment beaucoup aidés ; ils ont placé de tels camarades juste dans la position où nous pouvions au moins leur parler. Dans le Minnesota, où nous avions de bons amis auxquels nous étions associés depuis longtemps, le commissaire du gang de Lovestone les a convoqués à une réunion et a exigé un vote immédiat sur une motion approuvant notre exclusion. Ils ont refusé :

“Nous voulons savoir ce que c'est ; nous voulons entendre ce que ces camarades ont à dire.”

Ils ont été immédiatement exclus. Ils ont communiqué avec nous. Nous leur avons fourni le matériel, *The Militant*, etc. Finalement, pratiquement tous ceux qui avaient été exclus pour avoir hésité à voter pour confirmer notre exclusion sont devenus pour nous des sympathisants et la plupart d'entre eux nous ont rejoints.

Nous avons souligné depuis le début que ce n'est pas simplement une question de démocratie. La question est le programme du marxisme. Si nous nous étions contentés d'organiser les gens sur la base du mécontentement à l'égard de

la bureaucratie, nous aurions eu plus d'adhérents. Ce n'est pas une base suffisante. Mais nous avons utilisé la question de la démocratie pour qu'on nous écoute avec sympathie, et ensuite, immédiatement, nous avons commencé à enfoncer le clou sur la justesse du trotskysme sur toutes les questions politiques.

Vous imaginez quel choc terrible ont été notre prise de position et notre exclusion pour tous les membres du parti. Pendant des années, on leur avait fait entrer dans le crâne que Trotsky était un menchevik. Il avait été exclu comme "contre-révolutionnaire". Tout avait été tourné à l'envers. L'esprit des adhérents sans défense avait été rempli de calomnies contre Trotsky et l'Opposition russe. Et soudain, un beau jour, trois dirigeants du parti ont déclaré être eux-mêmes trotskystes. Ils ont été exclus et, immédiatement, sont allés en direction des membres du parti, où qu'ils puissent les trouver, pour dire : "*Trotsky a raison sur toutes les questions de principe, et nous pouvons vous le prouver.*"

C'est la situation avec laquelle un grand nombre de camarades ont été confrontés. Beaucoup, parmi ceux qui avaient été exclus pour avoir hésité à voter contre nous, ne voulaient pas quitter le parti. Ils ne savaient rien du trotskysme à ce moment-là et étaient plus ou moins convaincus que c'était contre-révolutionnaire. Mais la bêtise de la bureaucratie de les avoir exclus nous a donné une chance de discuter avec eux, de débattre avec eux, de leur fournir de la littérature, etc. Cela a créé les bases de la première consolidation de la fraction.

En ce temps-là, chaque individu compte énormément. Si vous êtes quatre pour commencer une fraction, quand vous en trouvez un cinquième, c'est une augmentation de vingt-cinq pour cent. Selon la légende, le Socialist Labor Party, au bon vieux temps, avait fait une fois une annonce jubilatoire comme quoi, à une élection au Texas, il avait doublé son nombre de voix. On a su après qu'au lieu de leur habituelle seule et unique voix, ils en avaient obtenu deux.

Je n'oublierai jamais le jour où nous avons recruté notre premier adhérent à

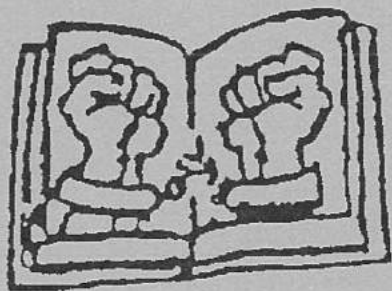
Philadelphie. Peu de temps après que nous avons été exclus, quand le tollé général faisait rage contre nous dans le parti, quelqu'un est venu un jour frapper à ma porte et c'était Morgenstern, de Philadelphie, un jeune homme, mais un vieux "cannoniste" des luttes de fraction. Il a dit : "*On a entendu parler de votre exclusion pour trotskysme, mais on ne l'a pas cru. Quel est vraiment le gros problème ?*"

En ce temps-là, on ne prenait rien pour argent comptant, à moins que cela ne vienne de votre propre fraction. Je me rappelle encore aujourd'hui être allé, dans la pièce du fond, sortir le précieux document de Trotsky de sa cachette et le tendre à Morgie. Il s'est assis sur le lit et il a lu la longue "critique" — c'était un livre entier — du début à la fin sans s'arrêter une seule fois, sans lever une seule fois son regard. Quand il a eu fini, il s'était décidé et nous avons commencé à travailler à des projets pour construire un noyau à Philadelphie.

Nous avons recruté d'autres individus de la même manière. Les idées de Trotsky étaient des armes pour nous. Nous avons publié la "critique" en plusieurs fois dans *The Militant*. Nous n'avions qu'un seul exemplaire, bien longtemps avant que nous ayons pu le publier sous forme de brochure. A cause de sa taille, on ne pouvait pas le "miméographier". Nous n'avions pas d'appareil nous-mêmes, pas de typographe, pas d'argent.

L'argent était un sérieux problème. Nous avons tous été privés de nos mandats dans le parti et nous n'avions aucun revenu d'aucune sorte. Nous étions trop occupés avec notre lutte politique pour chercher d'autres emplois de façon à gagner notre vie. Par-dessus le marché, nous avions le problème de financement d'un mouvement politique. Nous ne pouvions pas nous payer un local. C'est seulement au bout d'un an que nous avons finalement réussi à louer un bureau très mal conçu sur la Troisième Avenue, avec le vieux ventilateur qui faisait un bruit infernal dans la fenêtre. Au bout de deux ans, nous avons acquis notre première machine "miméographe", et alors nous avons pu aller de l'avant.

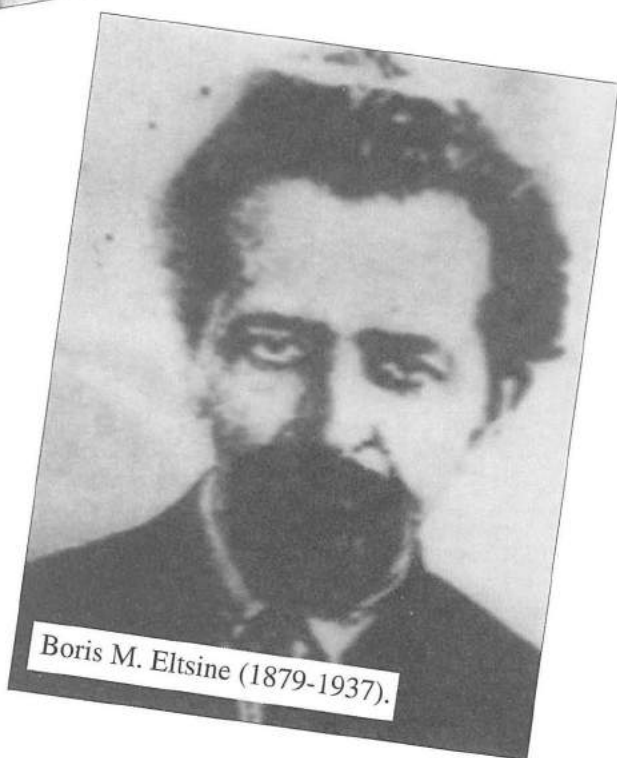
Cahiers du mouvement ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 20 - AVRIL 2003 - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 7,65 euros

**Mickhaïl
Vassiliev :
l'Opposition
de gauche
à Leningrad en 1929**



“Pour chaque tête coupée, il en repoussera deux autres”

APRÈS avoir été mandaté par le XI^e Congrès pour sévir contre l'Opposition de gauche, l'appareil stalinien, dès la fin de 1927, commença à commettre contre elle des actes de répression. Ceux-ci dépassaient largement les limites octroyées par le congrès dans sa résolution.

Alors que, de 1925 jusqu'au mois de novembre 1927, il y eut 970 opposants exclus, dans les deux mois qui suivirent, il y en eut 2 288. La plupart d'entre eux a été envoyée dans les zones les plus éloignées du nord, de la Sibérie et de l'Asie centrale. Bien peu supportaient les conditions de l'exil. Les répressions, l'isolement, le “blocus du courrier” en faisaient hésiter beaucoup.

Certains camarades ont écrit à Trotsky, à Alma Ata, pour exprimer leurs doutes quant à la nécessité de continuer le combat. Répondant à l'une de ces lettres, Trotsky a indiqué :

« Les conciliateurs et les défaitistes nous ont menacés depuis longtemps de nous retrouver définitivement “hors du parti”.

Staline fut obligé de reconnaître au plénum (1928) qu'en plus des 10 000 exclus bolcheviks-léninistes, il en restait au parti deux fois plus, c'est-à-dire 20 000. Si Staline donne ce chiffre, il faut donc le

multiplier au moins par deux. Voilà ce qu'est l'aile gauche au sens marxiste et non au sens topographique du terme. Briser ce courant, ce n'est plus possible, car pour chaque tête coupée, il en repoussera deux autres » (1).

Les nombreux renseignements du Guépéou contenus dans les tracts confisqués attestent les propos de Trotsky et aussi d'autres éléments sur l'activité “*du mouvement clandestin trotskyste*” pratiquement dans toutes les grandes villes industrielles de l'URSS.

Dans les archives russes d'Etat sur l'histoire politique et sociale (RGASPI) concernant le fonds Grigori Zinoviev, il y a un ensemble de documents important, qui caractérise l'activité de l'opposition clandestine à Leningrad.

La liste et le type de documents choisis permettent de supposer qu'ils avaient été préparés par les enquêteurs du parti en prévision du premier procès de Moscou de 1936, où Grigori Zinoviev était l'un des principaux accusés.

Dans les documents du Guépéou ne figure aucun fait qui démontre le sabotage

Notes de la rédaction :

(1) Léon Trotsky, “Réponse à deux conciliateurs, partisans du camarade Ichchenko”. Ce texte, découvert dans le dossier Chliapnikov aux archives du KGB, nous a été fourni par Irina Chliapnikov.

ou l'activité terroriste de l'opposition, pourtant (ce qui pour nous est particulièrement précieux) on n'y retrouve pas les clichés idéologiques typiques de cette époque et ils caractérisent avec une certaine objectivité les orientations du programme de l'Opposition de gauche, et montrent son influence sur les ouvriers des entreprises industrielles de Leningrad.

“Allier les méthodes du travail clandestin aux méthodes légales”

« Nous sommes prêts à renoncer aux méthodes du travail clandestin, était-il écrit dans un tract de l'opposition diffusé à Leningrad au début de 1929, si on nous laisse défendre nos opinions ouvertement dans la presse et lors de réunions dans un cadre statutaire. Car la réalité, de jour en jour, d'heure en heure, vient confirmer la justesse de nos points de vue... Etant donné la spécificité du moment, il nous faut allier les méthodes du travail clandestin aux méthodes légales... »

L'activité illégale (typographie, diffusion de documents) est, en quelque sorte, un soutien lors de nos interventions légales au sein du parti, des syndicats, des organes de décision et, en général, dans les réunions d'ouvriers. Tout comme les interventions dans les assemblées générales, il faut réserver une place importante à la propagande individuelle auprès de l'ouvrier, qu'il soit sur sa machine-outil, à la cantine ou au club...

Les bolcheviks-léninistes (l'opposition) doivent se rappeler qu'actuellement, la question des cadres est l'une des questions fondamentales de notre activité. Là où les conditions sont réunies, il est nécessaire de faire passer les opposants à l'activité clandestine et d'en faire des révolutionnaires professionnels. Lénine disait : “Donnez-nous une organisation de révolutionnaires et nous bouleverserons la Russie.” Nous, nous disons : “Donnez-nous une organisation de bol-

cheviks-léninistes (*des opposants*) et nous corrigerons la ligne directoriale du parti” » (2).

“La grève, c'est le moyen extrême d'autodéfense de la classe ouvrière contre les perversions de l'appareil bureaucratique”

A la fin de 1928, une campagne pour le renouvellement des conventions collectives s'est ouverte dans tout le pays, entre l'administration et les collectifs ouvriers des entreprises. Etant donné l'aggravation brutale des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, la hausse des prix sur les marchandises de première nécessité, un mouvement de grève s'est intensifié dans le pays. Dans les documents rédigés par l'opposition d'alors, on constatait :

“Jamais encore les syndicats et les masses ouvrières n'ont été aussi éloignés de la gestion socialiste actuelle de l'industrie.”

L'initiative des masses ouvrières organisées professionnellement est remplacée par un accord avec le secrétaire de la cellule, le directeur de l'usine et le responsable du comité d'usine. Le mécontentement des ouvriers, ne trouvant pas d'issue auprès des syndicats, s'amplifie...

La grève, c'est le moyen extrême d'autodéfense de la classe ouvrière contre les perversions de l'appareil bureaucratique.

S'il est impossible d'éviter la grève par un règlement pacifique et si, au moment opportun, elle est nécessaire, les bolcheviks-léninistes doivent prendre la tête du mouvement partout et en se souciant en tout lieu de la défense des inté-

(2) RGASPI, fonds 324, inventaire 2, dossier 58, feuilles 124-125.

rêts des travailleurs, luttant sans merci contre les perversions bureaucratiques.”

Dans les tracts diffusés dans les usines, au beau milieu de la campagne sur les conventions collectives, l'opposition insistait sur la stricte exécution des résolutions prises lors du XII^e Congrès du parti sur l'augmentation du salaire réel lié à celle de la productivité, ce qui aurait pu couvrir la hausse importante du coût de la vie.

“S’opposer au travail de nuit des femmes et des enfants”

“L’opposition réfute catégoriquement les objections des bureaucrates sur le manque de moyens pour augmenter les salaires des travailleurs. Les moyens peuvent être trouvés en réduisant d’une manière décisive l’appareil hypertrophié des différents conseils, des syndicats, du parti, et aussi par le biais d’une répartition adéquate des revenus nationaux”, était-il indiqué dans les tracts.

“L’opposition demande d’appliquer strictement la durée de 8 heures par jour de travail. Il faut taper sur les doigts de ceux qui, par des moyens évidents et officieux, rallongent illégalement la journée de travail. Mais il faut résister fermement à ceux qui, sous couvert du mot d’ordre de la journée de travail de sept heures, introduisent en cours d’année, et contrairement à la loi, le travail de nuit des femmes et des enfants, intensifient la productivité à tel point que cela menace directement la santé de l’ouvrier.”

L’opposition demandait de mener une lutte sans merci contre les directeurs d’usine qui ne réglaient pas aux employés ce qui leur est dû et qui pratiquaient le licenciement illégal des ouvriers.

“Pour se défendre contre l’arbitraire des bureaucrates, les bolcheviks-léninistes exigent l’introduction dans le Code pénal d’articles qui punissent toute infraction aux conventions collectives et tout licenciement illégal.

L’opposition s’est déclarée pour le contrôle public des ouvriers sur les fonds réservés aux salariés. Les ouvriers doivent savoir à quoi servent ces fonds et comment ils sont utilisés, et où passent les économies réalisées grâce aux gains de productivité” (3).

Le 4 mars 1929, la section de Leningrad du Guépéou a préparé un ensemble de documents conséquent sur l’activité illégale de l’opposition à Leningrad. Des renseignements sous le sceau “*absolument secret*”, “*urgent*”, “*personnel*” furent expédiés à la direction du parti de la ville. Dans un document, il était dit : “*La ligne et les tâches du mouvement clandestin trotskyste, ces derniers six mois, diffèrent de la période précédente : actuellement, le mouvement clandestin cherche toutes les formes et les moyens possibles afin d’organiser une vaste opération auprès des masses ouvrières dans les entreprises industrielles de Leningrad...*”

Compte tenu de la progression manifeste du mouvement clandestin trotskyste, des mesures étaient naturellement nécessaires pour la contrecarrer.

Lors de l’opération du 28 octobre 1928, une typographie clandestine à Peterhof, des machines à polycopier, des papiers calques et de l’encre d’imprimerie furent découverts. Dans le même temps, comme il l’a été dit, presque 15 000 documents imprimés furent saisis. De plus, malgré l’annonce de l’écrasement de l’opposition, dans les renseignements, on constate : “*L’activité de l’opposition entre dans une nouvelle étape*”, qui consiste à reconstituer ses rangs et à promouvoir des chefs issus des “*militants intermédiaires*”. Il était indiqué que le centre unifié de l’opposition basé à Moscou prenait part activement à cette restructuration. Son aide consistait à envoyer en diverses occasions des directives et des gens.

“Il ne restait que des ouvriers”

Du point de vue social, on constatait dans le document que le mouvement

(3) *Ibidem*, feuilles 40 à 47.

clandestin actuel se distinguait aussi du précédent. Maintenant, en règle générale, il ne restait que des ouvriers, sans compter de très rares personnes issues de l'intelligentsia.

Les répressions, en règle générale, et en tout premier lieu, suivaient la ligne définie par les dirigeants : membres de l'intelligentsia ou fonctionnaires. De ce fait, la situation mentionnée ci-dessus est arrivée naturellement. D'un autre côté, le mouvement clandestin tient compte d'une manière admirable de cette ligne répressive et s'est orienté vers la "prolétarianisation" de l'organisation.

Bien sûr, il était mentionné dans les documents que la plupart étaient des jeunes qui avaient terminé l'université ouvrière ou qui étudiaient là encore, mais qui, cependant, avaient un travail lié directement à la production. Plus loin, était cité le nombre de personnes favorables à l'opposition parmi les ouvriers dans les différentes entreprises de Leningrad. Le chiffre cité de 583 personnes en tout doit susciter de substantielles réserves, car si, au chiffre cité plus haut, on ajoutait celui de tous les sympathisants remarqués lors d'échanges divers et autres, alors, il y avait en tout pour Leningrad 1 500 personnes.

On peut être sûr, était-il dit plus loin, que *"si un militant s'était présenté auprès de ces personnes isolées, il aurait, sans conteste, réussi à organiser, sans peine, un groupe dans telle ou telle autre entreprise. On peut clairement imaginer le danger potentiel que représentent les chiffres cités."* La présence, parmi les opposants illégaux, de membres du parti, appartenant aux couches intermédiaires, a suscité une angoisse particulière au sein de la bureaucratie.

Les faits attestent que *"les tâches à responsabilité, dans le mouvement clandestin, sont exercées par des membres du parti... Souvent, les collectifs, connaissant l'activité de tel ou tel membre du parti, ne font rien, et donnent, ainsi, la possibilité à l'opposition d'avoir dans ses rangs des membres du PC. Cette situation donne au mouvement trotskyste clandestin les conditions nécessaires pour conspirer."*

La campagne pour les conventions collectives

Comme il est indiqué dans le document, le mouvement clandestin d'opposition a montré une activité particulière lors de la campagne électorale pour les conventions collectives dans le cadre syndical.

« A cette occasion, une réunion de militants de l'opposition municipale fut convoquée. Il y eut un exposé directif sur la question de la campagne des conventions collectives. Le résultat de cette réunion, c'est la résolution d'intervenir massivement dans les entreprises en proclamant les mots d'ordre et revendications suivants :

1. L'augmentation du salaire réel doit s'aligner sur celle de la productivité.

2. Augmentation pour compenser l'évolution du coût de la vie.

3. Faire figurer dans les conventions collectives et fixer pour un temps déterminé les normes de rendement et de tarifications.

4. Exiger l'amélioration de la situation des travailleurs temporaires en diminuant la durée du travail temporaire de 2 à 1 mois, pour ensuite les affecter à un poste définitif.

5. Augmenter les universités ouvrières.

6. Exiger des tarifs particuliers pour les jeunes.

7. Exiger un congrès exceptionnel du parti avec la participation de l'opposition.

8. Exiger le retour de l'opposition dans les rangs du parti.

9. Vaincre le danger de la dérive droite (*de la droite*), c'est possible seulement sous la direction de l'opposition" » (4).

Il était noté que le Guépéou avait pris un bon nombre de mesures pour prévenir les actions de masses dans les entreprises de Leningrad. Il a été procédé à des perquisitions et des arrestations répétées.

(4) *Ibidem*, feuilles 105-106.

“A présent, était-il constaté dans le document, il n'existe pas de noyau central en tant que tel, les membres de la section de propagande sont constitués en un réseau de propagandistes. Des secteurs entiers ont été découverts, le matériel a été saccagé, la réception régulière de documents directifs a été rompue, les cellules et les groupes dans les entreprises n'ont plus d'activité, étant donné l'absence de forces militantes et dirigeantes...” (5).

Cependant, comme le montrent les documents d'archives, de nouveaux documents de l'Opposition de gauche ont

continué à entrer en ville, par la Neva, par des moyens inconnus du Guépéou. En témoignent tous les nouveaux renseignements provenant du Guépéou envoyés aux instances du parti en avril, mai, juin de l'année 1929.

A cette époque, en URSS, apparaissent des articles et des appels de Trotsky écrits par lui à l'étranger dans les premières semaines qui ont suivi son exil en Turquie.

Mickhaïl Vassiliev

(5) *Ibidem*, feuilles 105-106.



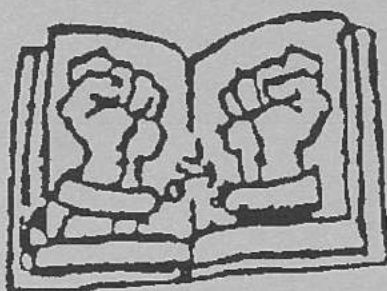
Cahiers du mouvement ouvrier

La Banque russo-chinoise, un instrument financier
au service de l'empire des tsars (Emmanuel Choisnel)

L'affaire des "espions soviétiques" en Chine populaire
(Inna Li)

"Cronstadt, 1921"
(Cahiers du CERMTRI, n° 110)

Etc.



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 21 - SEPTEMBRE 2003 - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 7,65 euros

**Varlam Chalamov
et l'opposition
au sein
du Parti bolchevique
dans les années 1920**

(Marc Goloviznine)

Varlam Chalamov a été arrêté par le Guépéou en février 1929, alors qu'il participait à l'impression (clandestine) du "Testament de Lénine" (ensemble de textes rédigés avant sa mort et destinés au XII^e Congrès d'avril 1923 pour lui proposer un certain nombre de changements politiques, dont l'éloignement de Staline du poste de secrétaire général du comité central).

Il déclare à l'enquêteur du Guépéou qui l'interroge le 1^{er} mars : "*Je refuse de répondre à toutes les questions concernant mon activité politique.*" Il écope de trois ans de camp, qu'il effectue dans la région de la Vichera.

Il est arrêté à nouveau en 1937, condamné pour "*activité contre-révolutionnaire trotskyste*" (alors qu'il n'a plus depuis sept ans d'activité politique), envoyé dans la Kolyma (à l'extrême est de la Sibérie). Il est libéré en 1951, mais doit rester dans la région comme aide-médecin.

En novembre 1953, huit mois après la mort de Staline, il obtient l'autorisation de quitter Kolyma et commence à écrire des récits, qui parviendront en France clandestinement en 1961.

Le n° 17 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié (pp. 48 à 50) une lettre qu'il a adressée au Guépéou en juillet 1929, où il défend et explicite la politique de l'Opposition de gauche, à laquelle il se sent alors lié, avant d'abandonner quelques mois plus tard toute activité politique.

“Une certaine sympathie pour la révolution et les années 1920”

DANS sa *Biographie sommaire* et dans ses autres écrits autobiographiques, Varlam Chalamov fait commencer son épopée carcérale avec la lutte interne dans le parti des années 1920. Il écrit que, en 1927, 1928 et 1929, il a participé activement aux événements aux côtés de l'opposition et qu'il a été arrêté le 19 février 1929 lors d'une embuscade tendue dans l'une des typographies clandestines de l'université de Moscou (1) : “*J'ai été arrêté le 19 février 1929, précisera-t-il par la suite. Je considère que ce jour marque le début de ma vie sociale*” (2).

Mais dans quelle mesure peut-on encore poser la question en ces termes : “*Chalamov et l'opposition au sein du Parti bolchevique*” ? D'abord, sa participation à l'opposition, même d'après ses dires, a duré trois ans, ce qui n'est pas considérable. Ensuite, il n'était pas connu comme théoricien de l'opposition et n'appartenait ni au parti ni aux Jeunesses communistes. Enfin, quand il parle de son adhésion à l'opposition, il fait une curieuse réserve : “*Pas à (celle de) Trotsky, car la plupart des opposants ne manifestaient pas une grande sympathie pour lui*” (3). Cela embrouille encore l'affaire, car tout historien sait que l'Opposition de gauche fut la première à se manifester contre le stalinisme et que Trotsky en était le dirigeant. Les autres

oppositions contre le stalinisme au sein du Parti bolchevique ne prirent pas forme, sur le plan théorique et organisationnel, avant la seconde moitié de 1929, c'est-à-dire après l'arrestation de Chalamov.

Les reproches de Soljenitsyne

Après avoir été totalement occultée, cette question a trouvé un certain regain d'actualité il y a trois ans, lorsque Soljenitsyne a réagi, dans la revue *Novy mir*, à la parution du *Journal* de Chalamov, qui contient pas mal de remarques peu flatteuses à son sujet. Parmi les nombreux reproches que fait Soljenitsyne à Chalamov, on trouve celui-ci : “*Et ses positions politiques ? En réalité, malgré tout ce qu'il a subi à Kolyma, Varlam conserve dans l'âme une certaine sympathie pour la révolution et les années 1920... Visiblement, il n'a pas oublié, même après 18 ans de camp, la passion poli-*

(1) Varlam Chalamov, *Voskresenie listvennitsy* (“Résurrection du mélèze”), YMKA-Press, 1985, Paris, p. 13.

(2) Varlam Chalamov, *Pertchatka ili KR-2* (“Le Gant ou KR-2”), Moscou, 1990, p. 3.

(3) Varlam Chalamov, *Voskresenie listvennitsy*, op. cit., p. 13.

tique avec laquelle il a soutenu dans sa jeunesse l'opposition de Trotsky !" (4). La polémique que Soljenitsyne lance contre Chalamov longtemps après la mort de celui-ci a suscité pas mal d'échos, et notamment au cours de cette conférence. Si l'on s'abstient de tout jugement moral, on peut donner raison à Soljenitsyne sur le fond. Mais la différence fondamentale et irréductible entre les positions politiques des deux écrivains réside dans le fait que Soljenitsyne, dès la fin des années 1960, a fait décoller la terreur stalinienne de la pratique révolutionnaire du bolchevisme et que, pour lui, la lutte contre le système totalitaire de Staline est indissociable de la lutte contre le bolchevisme et l'athéisme.

Pour Chalamov, comme le montrent tous ses écrits, le stalinisme n'est pas le prolongement du léninisme, mais sa négation.

En 1970, il écrit ceci dans son "anti-roman" *Vichéra* : "Je suis un représentant des gens qui se sont prononcés contre Staline, et personne n'a jamais considéré que Staline et le pouvoir soviétique, c'était une seule et même chose" (5).

En 1972, Chalamov adressa une lettre ouverte à la *Literatournaïa gazeta* pour protester contre la publication des *Récits de Kolyma* dans *Possev*, une revue d'émigrés. "La problématique des Récits de Kolyma a été effacée par la vie", écrivait-il. Soljenitsyne et son entourage considèrent cette lettre comme une capitulation de l'écrivain devant le pouvoir, comme un reniement de son courage civique. Ce n'est pas notre avis. Tout en restant un antistalinien irréductible, Chalamov refusait totalement d'endosser le rôle d'antisoviétique que cherchait à lui attribuer l'intelligentsia soviétique libérale (6). En outre, il comprenait que, après le XX^e Congrès du parti et les dénonciations qui y avaient été faites, le retour au passé stalinien dans sa variante "classique" était impossible. On le voit dans la correspondance qu'il mène alors avec ses amis. "L'essentiel, écrit-il à Arkadi Dobrovolski, c'est que les crimes sont désignés ouvertement et publiquement comme tels et que la foi dans les

procès des années 1937-1938 tombe d'elle-même" (7).

La dénonciation du "culte de la personnalité de Staline" entendue au XX^e Congrès n'était pas une nouveauté pour Chalamov. Il savait depuis longtemps que le "Testament de Lénine" mentionné dans le discours de Khrouchtchev, et qu'il s'était lui-même chargé de diffuser presque trente ans auparavant, était un vrai document du parti et non pas un "faux", comme l'avait prétendu la presse durant toutes ces années. Au contraire, Chalamov attire l'attention sur le caractère inachevé et inconséquent des décisions prises à propos du "culte de la personnalité". "En reconnaissant l'assassinat de centaines de milliers de personnes, écrit-il, en le détrônant (Staline) comme chef du parti, comme généralissime, (...) la lettre du comité central ne le désigne pas logiquement comme ennemi du peuple, puisqu'elle met tous ses crimes monstrueux au compte du culte de la personnalité. C'est une curieuse interprétation, et nullement politique" (8). Les faits montrent que Chalamov espérait encore que la déstalinisation se poursuivrait (y compris jusqu'à la réhabilitation de Trotsky) (9). "Je persiste à penser, écrit-il à Boris Lesniak, que ce qui a été entrepris au XXII^e Congrès du parti ne s'arrêtera pas là et lèvera tous les obstacles, qui sont encore considérables" (10).

Chalamov contre Ehrenbourg

En 1965, Ilya Ehrenbourg publie ses Mémoires, dans lesquels, tout à fait dans

(4) *Novy mir*, 1999, n° 4, pp. 166-168.

(5) Varlam Chalamov, *Pertchatka ili KR-2*, op. cit., p. 37.

(6) Pour plus de détails, cf. Valeri Esipov, "Traditsii russkogo soprotivlenija", *Chalamovskij sbornik*, 1, Vologda, 1994, pp. 183 à 194.

(7) *Znamia*, p. 123.

(8) *Ibidem*.

(9) *Ibidem*. Chalamov raconte que la femme de Trotsky a fait parvenir une lettre au XX^e Congrès pour demander la réhabilitation de son mari.

(10) *Ibidem*.

l'esprit du temps, il théorise sa longue participation à la cohorte des courtisans prosternés au pied de l'Olympe de la bureaucratie stalinienne.

« Non, je n'aimais pas Staline, écrit-il, mais j'ai longtemps cru en lui et je le craignais. Quand j'en parlais avec mes amis, j'employais comme tout le monde le terme de "patron". Les anciens Juifs ne prononçaient pas non plus le nom de Dieu. Ils n'aimaient sans doute pas Jéhovah, qui n'était pas seulement omnipotent, mais impitoyable et injuste... La foi, comme la peur et beaucoup d'autres sentiments, est contagieuse. Moi qui avais été élevé dans la liberté de pensée du XIX^e siècle (...) et qui tournais en dérision tous les dogmes, je n'étais apparemment pas prémuni contre l'épidémie du culte de Staline » (11).

Chalamov rejetait totalement ce genre de théorisation.

"Ehrenbourg portait Staline aux nues (même avec un signe moins, c'est tout de même du stalinisme). Il explique en détail que s'il léchait le cul de Staline, c'est parce que celui-ci n'était pas un homme, mais un dieu. C'est la plus nuisible des conceptions, celle qui constitue tous les staliniens, les Jdanov, les Vyçhinski, les Vorochilov, les Molotov, les Malenkov, les Chtcherbakov, les Beria et les Iejov. C'est la pire des explications, et la plus nuisible", écrit Chalamov à Iakov Grodzenski (12).

A l'instar de beaucoup de personnalités de la culture à cette époque, Ehrenbourg explique très sophistiquement qu'il ne s'est pas opposé au stalinisme parce qu'il craignait d'affaiblir l'URSS dans une situation internationale difficile :

"Je comprenais déjà que les ordres de liquider les vieux-bolcheviks et les grands dirigeants de l'Armée rouge ne pouvaient venir que de Staline (...). Pourquoi n'ai-je pas écrit Je ne peux pas me taire quand j'étais à Paris ? Les Dernières Nouvelles ou Le Temps auraient volontiers publié cet article, même si j'y parlais de ma foi dans l'avenir du communisme. Léon Tolstoï ne croyait pas que la révolution supprimerait le mal, mais il ne souciait pas non plus de dé-

fendre la Russie tsariste ; au contraire, il voulait dévoiler ses crimes devant le monde entier. Ma relation avec l'Union soviétique était autre. Je savais que notre peuple continuait d'avancer, dans le besoin et le malheur, sur la voie difficile de la révolution d'Octobre. Pour moi, le silence n'était pas un culte, c'était une malédiction" (13).

Tout à l'opposé de ce qui vient d'être dit est l'essai que Chalamov écrit dans les années 1970 sur Fiodor Raskolnikov, le révolutionnaire et diplomate bien connu, dont le principal crime fut d'avoir émigré et d'avoir publié à l'étranger une lettre ouverte à Staline. "Il écrit une lettre à Staline et la publie dans les journaux français. Il y accuse Staline d'avoir fait fusiller les militaires, d'avoir dégarni le front avant la guerre (...). Il critique sévèrement l'Abrégé d'économie politique récemment divulgué et accuse Staline de déformer l'histoire. Nous savons par sa correspondance avec Bontch-Brouiévitç quelle importance accordait Raskolnikov à l'histoire... C'est lui qui avait créé la revue d'histoire La Révolution prolétarienne. Et voilà que tout à coup l'Abrégé déformait les événements de la façon la plus grossière. Raskolnikov accusa Staline de s'être attribué les mérites des morts" (14).

Il me semble que, dans cet essai, Chalamov oppose sciemment la figure de Fiodor Raskolnikov, en tant que représentant de la génération des vieux-bolcheviks qui ne s'est pas courbée devant Staline, à Ehrenbourg et aux autres intellectuels, fidèles serviteurs de la bureaucratie.

Il faut ajouter que, pour beaucoup d'entre eux, cette servilité n'était motivée ni par un semblant d'attachement aux "idéaux d'Octobre", ni par la peur, mais par d'importants appointements, par des appartements et des datchas d'Etat, et autres biens matériels procurés par le "patron".

(11) *Novy mir*, 1965, n° 4, p. 60.

(12) *Znamia*, p. 141.

(13) *Novy mir*, 1965, n° 4, pp. 62-63.

(14) *Dialog*, p. 111.

“La révolution d’Octobre était bien entendue une révolution mondiale”

L’antistalinisme conséquent et sans compromis de Chalamov devient plus évident à la lecture de ses Mémoires consacrés aux années vingt, période où la création politique et artistique de la jeunesse s’entremêlaient de façon très étroite.

“La révolution d’Octobre, écrit-il, était, bien entendue, une révolution mondiale. La jeunesse s’est tout naturellement retrouvée à la tête de cette grande restructuration. Et c’est précisément la jeunesse qui fut appelée la première à juger l’histoire et à la faire. Les livres tenaient lieu pour nous d’expérience personnelle, car ils représentaient l’expérience mondiale de l’humanité (...). La fin de l’année 1924 bouillonnait littéralement, on respirait une atmosphère de grands pressentiments, et tout le monde comprenait que la NEP ne troublerait personne et n’arrêterait personne. Une nouvelle fois montait cette vague de liberté qui régnait durant l’année 1917. Chacun pensait qu’il était de son devoir d’intervenir à nouveau sur l’arène publique pour l’avenir dont on avait rêvé pendant des siècles en exil et dans les bagnes... La révolution mondiale était pour demain, tous en étaient convaincus” (15).

Ces paroles sont significatives, et inhabituelles pour nous aujourd’hui. Chalamov caractérise la révolution d’Octobre non pas comme un coup d’Etat au sommet fomenté par un cercle étroit de comploteurs, mais comme un mouvement de masse, comme une révolution venue d’en bas, qui s’est élargie et approfondie, englobant toujours de nouvelles couches non seulement de la jeunesse étudiante, mais d’ouvriers. Cette vague sera stoppée par la bureaucratie, qui se développe et s’affermit.

Boris Gouzd, le frère de la première femme de Chalamov, a parlé à l’auteur de ces lignes des conversations de son père, le vieux-bolchevik Ignace Gouzd, avec Chalamov. Celui-ci lui décrivait en détail sa participation au travail clandestin

de l’opposition dans les années 1928-1929 (16) : « *Mon père, qui admettait totalement la constitution de fractions et la discussion parmi les militants du parti, n’approuvait pas la participation de Chalamov à l’opposition, arguant que ce fils de pope qui n’était même pas aux Jeunesses communistes et qui n’avait pas été imprégné dès l’enfance des traditions du bolchevisme avait tort de se mêler de nos discussions de parti. C’était un représentant de la “troisième force”, qui, tôt ou tard, ébranlerait le parti.* »

A l’assaut du ciel

Beaucoup de vieux-bolcheviks, sujets au corporatisme et au fétichisme de parti, ne comprenaient pas que la révolution avait ébranlé toute la société russe de l’époque, parce qu’elle avait entraîné dans son sillage des dizaines de milliers de jeunes, qui montaient, selon les termes de Chalamov, “à l’assaut du ciel”.

Cela, Trotsky le comprenait, mais aussi Lénine. Après la prise du pouvoir, le Parti bolchevique ouvrit la porte à tous les révolutionnaires. S’y engouffrèrent des groupes entiers d’internationalistes-mencheviks, de socialistes-révolutionnaires du parti Borotba, de Bundistes, etc.

Les partis du Komintern s’étaient formés en grande partie sur la base de la social-démocratie de gauche. La liberté des fractions et des discussions sur les questions les plus brûlantes n’était pas mise en doute, même dans les années de la guerre civile. Les discussions enflammées avaient leur place dans tous les congrès du parti.

Aussi, lorsque Trotsky et ses amis élevèrent la voix contre l’autonomie de l’appareil du secrétariat, qui s’identifiait au vieux-bolchevisme, ils trouvèrent des milliers de partisans dans la jeunesse

(15) *Chalamovskij sbornik, op. cit.*, pp. 18, 20, 26.

(16) Les entretiens de Chalamov avec I. K. Gouzd se sont déroulés en 1932 (NDA).

étudiante et ouvrière, y compris chez les sans-parti.

La sympathie de Chalamov pour l'Opposition de gauche reflétait donc en grande partie l'état d'esprit de la jeunesse soviétique des années 1920. La question est de savoir dans quelle mesure il partageait les principes politiques et pratiques du programme de l'opposition ou si son soutien se bornait à une sympathie fondée sur un sentiment naturel de protestation. Cette question est restée longtemps sans réponse.

En 2000, la revue littéraire russe *Znamia* a publié les matériaux de l'affaire Chalamov de 1929. On peut y lire une lettre écrite le 6 juillet 1929 par Varlam Chalamov, prisonnier de la 4^e division de la direction des camps spéciaux de Vichéra, et adressée à la direction de la police politique, au comité central du parti et au procureur de la police politique (17).

Ce document montre qu'il connaissait très bien les principaux points du programme de l'Opposition de gauche.

Au début de sa lettre, il affirme *“que le parti ne représente pas une caste fermée et que les intérêts du parti ne concernent pas seulement les gens qui en ont la carte”*, mais tous ceux qui sont intéressés par la résolution des questions vitales qui se posent à la classe ouvrière (et donc au parti).

Chalamov réfute totalement l'accusation selon laquelle l'opposition mènerait une activité contre le parti et l'Etat, il explique que c'est *“la direction qui a poussé l'opposition à se couper du parti”*, que *“les méthodes les plus criminelles”*, y compris le soutien aux grèves et la mise en place de typographies clandestines, étaient conditionnées par le régime dictatorial interne au parti, et que, en outre, elles étaient utiles au parti, puisque les prévisions sur la crise du blé, les faits de corruption et la dégénérescence criminelle de certains représentants de la bureaucratie du parti et des soviets régionaux révélés par les documents de l'opposition avaient été totalement confirmés (il s'agit des affaires de Smolensk, Sotchi, Artemovo et d'As-trakhan).

Les débats dans l'opposition

Il avait écrit cette lettre à un moment particulièrement dramatique de l'histoire de l'Opposition de gauche, dont une grande partie des militants avaient été exilés dans des régions lointaines de la partie asiatique de l'URSS. Sous la pression des dures conditions d'existence et de la répression policière, s'est constituée au sein de l'opposition une aile conciliatrice, dirigée par Evgueni Preobrajenski et Karl Radek, qui avançaient le mot d'ordre de *“Retour au parti à tout prix”*, puisque, disaient-ils, *“Staline a fait un tournant à gauche et met en œuvre, même partiellement, même en les dévoyant, une partie de nos mots d'ordre”*. Trotsky caractérisa ce prétendu *“cours gauche”* comme une manœuvre de tromperie, purement bureaucratique : *“La question n'est pas seulement ce qu'on fait, mais qui le fait. Avec une démocratie soviétique, c'est-à-dire l'autogestion des travailleurs, la lutte contre les koulaks n'aurait jamais pris ces formes si convulsives, si paniques et si féroces (...). La bureaucratie est effrayée par les conséquences de sa politique depuis six ans. D'où ce brusque tournant contre les koulaks et les nepmen”* (18). La lettre de Chalamov montre que, sur la question de l'évaluation du tournant “gauche” de Staline, il se plaçait du côté de Trotsky. Il explique que le combat contre la tendance droitière était mené à l'aveugle, sans citer les noms que citait courageusement l'opposition : *“(…) La direction tente de corriger ses erreurs. Mais de les corriger à l'aide des forces de l'appareil (...). Tout en s'efforçant de corriger ses erreurs d'une main (ce qui est impossible sans la participation la plus étroite des larges masses de la classe ouvrière), la direction du parti, de l'autre main, envoie les opposants au bain. C'est surtout cela qui fait douter de la volonté d'imposer un cours nouveau...”* Chalamov reprend

(17) *Znamia*, 2001, n° 6, pp. 135-136.

(18) L. D. Trotsky, *Staline*, tome II, Moscou, 1990, pp. 224 et 244.

mot pour mot le programme de Trotsky lorsqu'il avance l'idée que le seul moyen de redresser le cours de la direction résidant dans une profonde réforme interne du parti, dont la première étape est le retour inconditionnel de tous les opposants d'exil ou de prison.

Le point de vue de Chalamov

Cette lettre nous intéresse aussi par le point de vue qu'exprime Chalamov sur la nature prolétarienne du parti et sur la dictature du prolétariat en URSS : *"Aucun léniniste ne peut parler d'un second parti prolétarien dans le pays à l'époque de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire du combat le plus résolu contre le monde capitaliste déclinant. On ne peut pas admettre non plus les calomnies sur le fait que Parti bolchevique ne serait pas un parti prolétarien"* (19). Cette citation fait écho à une autre polémique qui avait cours dans les rangs de l'Opposition de gauche entre les partisans de Trotsky, qui reconnaissaient alors la nature prolétarienne du parti malgré sa direction thermidorienne droitiste, et les membres du groupe du "Centralisme démocratique", dirigé par Timothée Sapronov et Vladimir Smirnov. Les DCistes (comme les appelaient dans le parti leurs amis et leurs opposants) parlaient de dégénérescence petite-bourgeoise définitive du Parti bolchevique et de la nécessité de créer un nouveau parti prolétarien. Polémiquant avec leurs leaders, Trotsky expliquait qu'ils simplifiaient les choses en ignorant le véritable rapport des forces de classe en URSS. Sur ce point également, Chalamov était donc solidaire de Trotsky (en dépit de ses affirmations ultérieures, que nous avons rapportées au début de cet article).

Ainsi, cette lettre montre qu'il était au courant non seulement de la plate-forme élaborée par l'opposition en 1927, alors qu'elle était encore légale, mais de la polémique qui se menait par lettres en 1928-1929 entre les opposants des différentes colonies de déportation. Chalamov (qui n'était même pas au parti)

jouissait donc de la confiance de l'opposition et avait accès aux travaux théoriques que Trotsky avait écrits à la fin de 1928, et qui étaient en général diffusés clandestinement.

Malheureusement, on ne trouve pas dans les matériaux publiés de l'instruction d'éléments qui nous renseignent sur l'évolution ultérieure des positions de Chalamov. On sait que, après l'expulsion de Trotsky d'URSS en février 1929, l'aile conciliatrice de l'Opposition de gauche devint plus active. En mai 1929, trois dirigeants connus, E. Preobrajenski, K. Radek et I. Smilga, envoyèrent une déclaration au comité central affirmant qu'ils désapprouvaient Trotsky et quittaient l'opposition. Plus tard, ils furent suivis par M. Bogouslavski, I. Smirnov et beaucoup d'autres.

On peut se faire une idée de l'état d'esprit de Chalamov à cette époque d'après certains passages de son "antroman" *Vichéra*. *"J'avais grande envie de rencontrer (...) les dirigeants du mouvement, pensait-il dans sa prison de la Boutyrka, (...) et sur plusieurs points j'aurais aimé croiser le fer avec eux, discuter, élucider certaines choses qui n'étaient pas tout à fait claires pour moi dans tout ce mouvement trotskyste."* Les défections dans l'opposition et les déclarations de capitulation, largement reproduites dans la presse, avaient visiblement démoralisé Chalamov. *"Dès l'automne 1929, écrit-il, je savais que tous mes camarades d'université, ceux qui étaient en déportation ou dans les prisons politiques, étaient rentrés à Moscou (...). Je me suis pris à haïr ces hypocrites, comprenant que le droit de commander est donné à ceux qui savent faire eux-mêmes ce qu'ils obligent les autres à faire"* (20).

Cette rupture entre les actes et les paroles est peut-être à l'origine de l'hostilité qu'il manifeste dans sa *Brève biographie* pour les "guides". Et pourtant il parle des opposants comme de ceux qui ont été *"les premiers à tenter, au sacrifi-*

(19) *Znamia*, 2001, n° 6, pp. 135-136.

(20) Varlam Chalamov, *Pertchatka ili KR-2*, op. cit., pp. 8-9 et 18.

ce de leur vie, de retenir le déluge de sang qui est entré dans l'histoire sous le nom de culte de Staline..." (21).

A qui pensait Chalamov ? Peut-être au leader des Dcistes, Timothée Sapronov, qui ne reniera jamais ses idées, malgré toutes les répressions, et mourra avec le surnom de "*protopope Avvakoum de l'Opposition de gauche*", que lui avaient donné ses partisans dès 1928. Quoiqu'il en soit, il est incontestable que Chalamov, s'il a pris ses distances avec l'opposition, n'a jamais fait de compromis idéologique ou moral avec le stalinisme et n'a jamais renié les idéaux révolutionnaires de sa jeunesse.

L'histoire dramatique du combat de l'Opposition de gauche contre la bureaucratie stalinienne ne s'est pas achevée en 1929. La nouvelle vague révolutionnaire en Europe, liée aux événements d'Allemagne et de la péninsule ibérique, suscitera une nouvelle étape de la lutte des bolcheviks contre Staline, la constitution d'un bloc uni d'opposition, dont le sommet sera constitué par le groupe de M. Rioutine. Mais tout cela se passe déjà sans la participation de Chalamov.

Marc Goloviznine

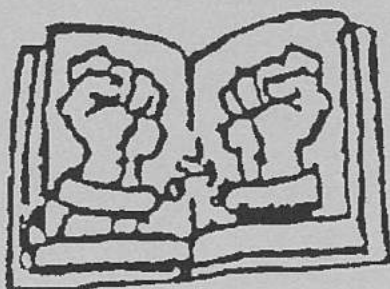
(21) Varlam Chalamov, *Voskresenie listvennitsy*, *op. cit.*, p. 13.



Varlam Chalamov (1907-1982).

Cahiers du mouvement ouvrier

**Nicole Perron : Le montagnard Robert Lindet
face à la vie chère et à la famine**
Grigori Grigorov : Souvenirs sur Trotsky
Vadim Rogovine : Les trotskystes dans les camps
Andreu Camps : La CNT sous le franquisme



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

N° 27 - AOÛT-SEPTEMBRE 2005 - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

**Un projet
de résolution
de l'Opposition unifiée
repoussé
à une écrasante
majorité...
mais communiqué
à tout le parti**

Le bulletin n° 3 de la revue du comité territorial de Sibérie, *Na leninskou pouti*, publie le projet de résolution déposé en octobre 1927 par l'opposition à la réunion des cadres du Parti communiste de Novossibirsk après l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev du comité central.

La direction Staline-Boukharine du Parti communiste soviétique accusait alors l'Opposition unifiée de fomenter un complot militaire pour prendre le pouvoir, ce à quoi fait allusion un passage de la motion de l'Opposition unifiée publiée ci-après.

Nous reproduisons la page de ce bulletin. Certes, la rédaction précise que cette résolution a été battue "par plus de 900 voix contre 13", mais elle la publie. Les dirigeants de Novossibirsk qui publient la motion battue savent fort bien qu'une partie des 900 n'ont levé la main que par peur ou discipline. Ce projet, repoussé à une écrasante majorité, est ainsi communiqué à des milliers d'adhérents et leur est dès lors présenté comme un élément légitime de la discussion dans le parti. Staline ne peut l'accepter. Il doit donc, tout en écrasant l'opposition par l'intimidation, la calomnie, la pression et l'exclusion, normaliser l'appareil du parti lui-même. Ce processus se répétera et s'amplifiera jusqu'à la destruction du parti, achevée en 1938, et l'édification du parti stalinien de la bureaucratie sur les ruines du Parti bolchevique bureaucratisé.

Projet de résolution sur le rapport “*Sur le bilan du plénum du comité central et sur la prochaine discussion*”

D En pleine conformité avec les indications de Lénine, qui, lors de la proposition d'exclusion de Chliapnikov (1) du comité central, déclara : “*Si le comité central écartait le camarade Chliapnikov en tant que représentant de l'Opposition avant le congrès lui-même, il ferait incontestablement une cochonnerie*” (tome XVII, p. 81), l'assemblée des cadres du parti de Novossibirsk juge absolument inadmissible l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev du comité central avant la tenue du congrès lui-même et condamne de telles décisions.

II) L'assemblée condamne aussi résolument la tentative du camarade Staline et du bureau politique de camoufler les divergences de principe entre la majorité du comité central et l'Opposition par des légendes sur “un complot militaire” et s'indigne de cette tentative.

III) L'assemblée considère que la discussion avant le congrès doit se mener en conformité avec les indications de Lénine sur cette question : “*Il faut que tous les membres du parti se mettent à étudier avec un sang-froid absolu et une très grande honnêteté, d'abord l'essence des*

divergences, et ensuite le développement de la lutte dans le parti. Il faut étudier et l'un et l'autre, en exigeant obligatoirement les documents les plus précis, imprimés, accessibles à la vérification de tous les côtés. Celui qui croit sur parole est un incorrigible idiot que l'on ignore” (Lénine, tome XVIII, première partie, page 28).

Désireux de ne pas tomber dans la situation de ceux qui croient sur parole, les militants réunis jugent indispensable :

1) La publication de la plate-forme de l'Opposition pour le XV^e Congrès du parti (remise au comité central dès septembre).

2) La publication des documents de l'Opposition sur les questions des désaccords (révolution chinoise, comité anglo-russe, etc.).

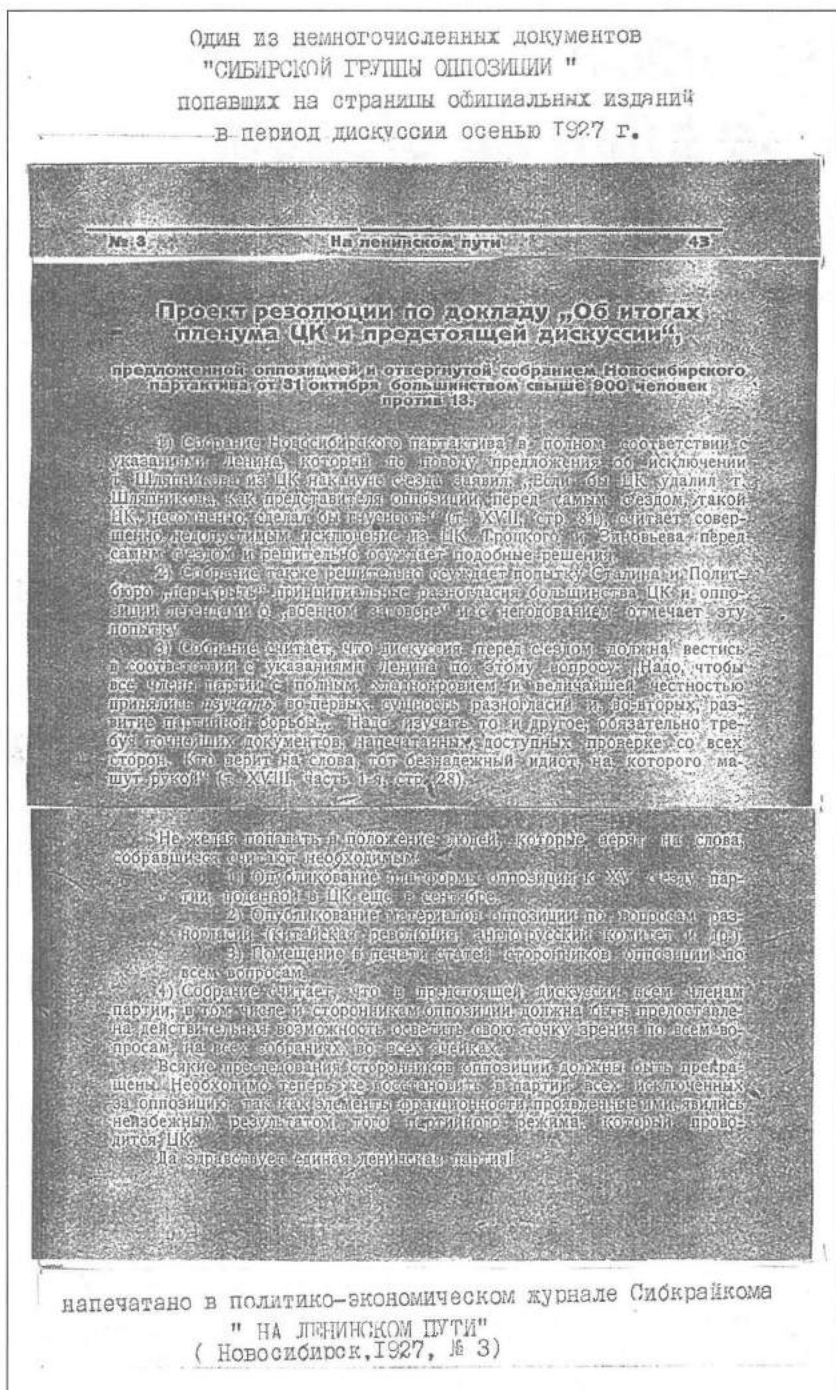
3) La publication dans la presse d'articles des partisans de l'Opposition sur toutes les questions.

(1) Alexandre Chliapnikov, ouvrier métallurgiste, membre du comité central du Parti bolchevique en 1920-1922, dirigeant de l'Opposition ouvrière. Voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 24 (NDLR).

4) Les militants réunis considèrent que, dans la discussion engagée, "tous les membres du parti, dont les membres de l'Opposition, doivent se voir offrir la possibilité effective d'éclairer leur point de vue sur toutes les questions, dans toutes les réunions, dans toutes les cellules. Toutes les persécutions contre les membres de l'Opposition doivent être

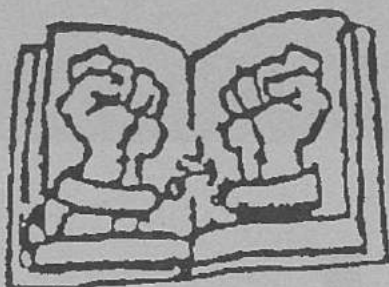
abandonnées. Il est indispensable de réintégrer dans le parti tous ceux qui en ont été exclus pour opposition, étant donné que les éléments de conduite fractionnelle qu'ils ont manifestés ont été le résultat inéluctable du régime du parti instauré par le comité central.

Vive le parti léniniste uni !



Cahiers du mouvement ouvrier

**Les premières lois de la révolution russe
Vadim Rogovine : Barcelone 1937
Farrell Dobbs : le combat
contre les bandes fascistes aux Etats-Unis
Imre Nagy répond à Tito**



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

**L'Opposition
de gauche
en Turkménie
et en Biélorussie**

№5. “Что дает платформа оппозиции для Туркмении (Предложения к предстоящей партконференции)”

(тезисы М.Тумаилова к сентябрьскому (1927 г.) Пленуму ЦК т ЦКК КП Туркмении)*

Некоторые товарищи с ужасом спрашивают пишушего эти строки. Каким образом мог подписать документ 83-х**, который по своему содержанию якобы является “антиленинским документом”. Является ли этот документ таковым и есть ли смысл подписывать его для национал-коммунистов? Что дает платформа оппозиции, вытекающая из этого документа для национальных парторганизаций, в частности для нашей Туркмении? Мы постараемся дать свой ответ, поскольку вопрос об оппозиции будет стоять в порядке обсуждения предстоящих партийных конференций.

Оппозиция, возглавляемая т.т. Троцким, Зиновьевым, Каменевым, Раковским, Пятаковым и др., ближайшими учениками Ленина, в своей борьбе против нынешнего большинства ЦК всегда указывала, что в современных условиях партия может расти и продолжать дело Ленина только на основе внутрипартийной демократии, и она необходима нам как воздух для человека. Если они так ставили и ставят вопрос для

ВКП(б), партии, выросшей в борьбе с самодержавием, меньшевизмом, эсеровской партии, члены которой имеют громадный политический багаж, накопленный в условиях царского подполья, то еще более, внутрипартийная демократия необходима нам, где коммунистическая партия родилась в период гражданской войны, а другие партии среди туркмен и из туркмен не были. Почему это было так? Туркмены, как известно, еще находятся в родовых и племенных делениях и эта надстройка сохраняется, и будет долго сохраняться, так как хозяйственный уклад еще далеко не изменился и требует в этой области приложения больших усилий компартии и соввласти. Сказанное означает, что туркмены находятся в периоде формирования в единую нацию и эта задача, т.е., задача превращения их в нацию выпала на долю коммунистической партии, что в России было сделано давным-давно торговым капиталом. Разумеется, такое отставание объясняется колониальной политикой, не давшей развить

* Печатается в сокращении. - Сост.

** Программный документ Левой оппозиции, возглавляемой Л.Д. Троцким и Г.Е. Зиновьевым, направленный в ЦК ВКП(б) летом 1927 года.

“Qu’apporte la plate-forme de l’opposition à la Turkménie ?”

(proposition pour la prochaine conférence du parti)

Thèses de M. Toumailov pour le plénum du comité central du PC de Turkménie (septembre 1927)

CERTAINS camarades, terrorisés, me demandent comment j’ai pu signer la lettre des 83, qui serait, par son contenu, “*un document antiléningiste*”. En est-il ainsi, et quel sens cela a-t-il pour un communiste national (1) de le signer ? Qu’apporte la plate-forme de l’opposition qui découle de ce texte aux organisations nationales du parti et, en particulier, pour notre Turkménie ? Nous allons essayer d’apporter une réponse, dans la mesure où la question de l’opposition sera à l’ordre du jour de la prochaine conférence du parti.

L’opposition, dirigée par Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Rakovski, Piatakov et autres disciples les plus proches de Lénine, a toujours montré que, dans les conditions actuelles, le parti ne pouvait développer et poursuivre l’œuvre de Lénine que sur la base de la démocratie à l’intérieur du parti, démocratie qui est lui indispensable comme l’air l’est à l’homme. S’ils ont posé ainsi la question pour le Parti communiste soviétique, parti qui a grandi dans la lutte contre l’autocratie, le menchevisme, les S-R, parti dont les

membres ont un immense bagage politique, accumulé dans la clandestinité tsariste, à plus forte raison cette démocratie interne nous est nécessaire à nous, dont le Parti communiste est né pendant la guerre civile, alors qu’il n’y avait pas d’autre parti chez les Turkmènes. Pourquoi en était-il ainsi ? Les Turkmènes, on le sait, sont encore divisés en clans et tribus, et cette superstructure demeure et durera encore longtemps, car notre mode de vie est encore loin d’avoir changé et exige beaucoup d’efforts du parti comme du pouvoir soviétique. Tout cela signifie que les Turkmènes en sont au stade de la formation d’une nation et que cette tâche, la tâche de se transformer en nation, est échue au Parti communiste, alors qu’en Russie elle avait été réalisée depuis bien longtemps par le capital marchand. Bien sûr, ce retard s’explique par la politique coloniale, qui ne permettait pas d’y développer ce capital marchand. Inutile de dire que toute pensée

(1) Tout au long du texte, l’adjectif “national” est utilisé avec la signification “d’une autre république que celle de Russie”.

critique était étouffée à la racine par le chauvinisme de grande puissance et le clergé local.

La révolution d'Octobre a donné une puissante impulsion au développement de la pensée critique envers le monde environnant, les Turkmènes, d'une "classe en soi", selon l'expression de Marx, sont devenus une "classe pour soi", c'est-à-dire qu'avec l'aide du prolétariat de Russie, ils ont commencé à comprendre leurs intérêts de classe et se sont convaincus que la cause de la libération nationale ne peut être menée à bien que sous la direction du prolétariat. C'est une tâche extrêmement importante de la révolution, et chaque travailleur national est prêt à y sacrifier sa vie.

Nous avons dit tout cela pour expliquer au lecteur pourquoi précisément l'opposition, qui exige une véritable démocratie à l'intérieur du parti, suit la voie de Lénine et assure la bolchevisation des jeunes organisations nationales du parti.

Y a-t-il actuellement un danger que nous suivions une autre voie ? Oui, ce danger existe, c'est ce que montre le régime actuel à l'intérieur du parti, qui, comme l'a dit justement le camarade Trotsky, est dangereux pour l'ensemble du parti, et encore plus pour les jeunes organisations nationales en formation.

Mon travail me fait rencontrer quotidiennement de jeunes camarades, qui regrettent que j'aie mis ma signature au bas d'un "document antiparti" et déclarent que « nous n'avons pas à nous mêler des débats internes au Parti communiste soviétique, sinon on va nous classer comme opposants et on en tirera des "conclusions organisationnelles" (2), car que pesons-nous à côté des camarades Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Piatakov, qui ont de tels mérites historiques, ont dirigé la révolution d'Octobre, ont été les élèves directs de Lénine, et eux-mêmes sont déçus de leurs fonctions ; si on prend leur parti, on connaîtra le même sort, la cause de la construction de la Turkménie en sera ralentie et les postes que nous occupons, non pour faire carrière, mais pour réaliser les tâches socialistes, seront occupés par des éléments qui ne prendront pas du tout la voie bolchevique ».

Ils en tirent la conclusion : dans les conditions actuelles, on ne peut discuter que sur les questions de la Turkménie, mais, pour tout le reste, il ne faut pas éveiller la suspicion, il faut voter "à l'unanimité". C'est l'état d'esprit qui règne parmi les responsables du parti. Extérieurement, cette position semble juste, compte tenu du régime que connaît le parti. Mais peut-on faire avancer la construction socialiste en votant "unanimement" dans le sens du vent, sans se prononcer sur les propositions des parties en présence ? Il faut se prononcer et parler ouvertement, malgré la menace des "mesures organisationnelles". C'est là précisément le sel du bolchevisme, sinon c'est le pourrissement d'un parti capable de critique, c'est-à-dire bolchevique.

Ce que l'opposition réclame pour les organisations nationales du parti : démocratie et réduction de l'appareil bureaucratique

Avant tout, la démocratie à l'intérieur du parti, qui, comme je l'ai dit plus haut, assure une éducation léniniste, permet à chaque membre de mûrir et de grandir dans la lutte d'idées (...).

Que disait la résolution sur la question nationale adoptée à la IV^e Conférence, que disait Lénine ? La résolution reconnaissait à l'unanimité que les communistes du centre ne devaient pas jouer, dans les républiques et les régions sous-développées, le rôle "de pédagogues et de nounous, mais de collaborateurs" (Lénine)... Mais cette résolution n'a pas été publiée dans l'*Iskra de Turkménie*. Maintenant, nous savons que chez nous (et je pense qu'il en est de même dans les autres républiques périphériques), on a pris la direction opposée ; comme le dit la plate-forme de l'opposition, "les sommets de l'appareil, nom-

(2) C'est-à-dire des sanctions plus ou moins lourdes.

més par le secrétariat du comité central, prennent en fait toutes les décisions dans le parti et les soviets, écartant les responsables nationaux comme des communistes de second rang qui ne sont associés que pour la forme”.

(Toumanov donne alors toute une série d'exemples de cette situation.)

Le Soviet des nationalités est une fiction. On a beau chercher, on ne trouve pas trace de son activité. Les ouvriers et les paysans des républiques nationales ne le connaissent pas davantage ; c'est pourquoi l'opposition a mille fois raison d'exiger dans sa plate-forme sur la question nationale que *“le Soviet des nationalités se mette au travail”*. Il faut que cet organe transmette et défende les intérêts économiques et culturels des républiques de l'Union et des régions autonomes.

L'opposition propose concrètement *“de réduire les intermédiaires bureaucratiques”* entre le centre et la périphérie.

Qu'est-ce que cela signifie pour l'Asie centrale ?

Bien que le Turkménistan et l'Ouzbékistan soient des républiques de l'Union, il existe pour coordonner les questions d'Asie centrale un organe non constitutionnel, l'ECOSO (conseil économique), qui est un intermédiaire bureaucratique entre le centre et la périphérie... Mais il ne répond à aucune nécessité, puisque ces questions sont déjà du ressort de la section d'Asie centrale du Gosplan... L'expérience du précédent quinquennat a montré (...) que la proposition de l'opposition est tout à fait actuelle et répond aux intérêts fondamentaux des républiques nationales. Plus vite elle se réalisera, mieux nous respirerons sans centralisme bureaucratique superflu.

La question ouvrière

Il a fallu la révolution d'Octobre pour qu'un prolétariat turkmène puisse se former. Si, avant la guerre, il existait quelques dizaines d'ouvriers turkmènes, maintenant, il y en a plus de 1 000, et à la fin du plan quinquennal il y en aura au moins 7 000 à 8 000 dans l'industrie et les transports.

Bien sûr, c'est très peu. Dans la mesure où il s'agit de créer une base sociale en Turkménie, il est indispensable de renforcer notre travail pour que cette base sociale en formation ne soit pas seulement formellement intégrée à la production, mais qu'en même temps elle se libère de *“l'idiotisme villageois”* (Marx). Ce ne sera possible que si nous posons le problème de construire pour ces nouveaux ouvriers turkmènes des logements ouvriers dans les villes, où ils surmonteraient, pour prendre le terme local, *“l'idiotisme d'aoul”* (3). C'est pourquoi l'opposition exige qu'on prenne tous ces aspects en considération et qu'on élabore le cinquième plan quinquennal *“en prenant en compte tous les intérêts fondamentaux des républiques et régions nationales”*.

Ensuite, l'opposition exige *“l'attention due à l'aspect national dans le travail syndical, le souci de former les cadres locaux du prolétariat”*. Pour nous, ces exigences sont une question de vie ou de mort. Si les secrétaires désignés ne jouent pas le rôle *“de collaborateurs”* dans les organes du parti, leurs méthodes, bien sûr, seront reprises dans le milieu des travailleurs européens qui considèrent que *“les Turkmènes ne sont pas capables de travailler, il est inutile de leur donner une qualification, qu'ils continuent à vivre dans leur tente comme avant”*. Voilà la déviation colonisatrice contre laquelle il faut lutter...

Une autre question sérieuse pour l'ouvrier, c'est le salaire. Cette question aussi, l'opposition la pose avec sérieux et détermination. Les statistiques le montrent depuis longtemps, la productivité du travail est plus élevée qu'avant-guerre, mais les salaires, eux, n'atteignent pas le niveau d'avant-guerre. Dans les conditions du Turkménistan, les ouvriers travaillent l'été par 45° et touchent en moyenne 61 roubles. Ce salaire est misérable pour les travailleurs européens, qui constituent la partie plus ou moins cultivée de notre pays, mais c'est encore pire pour les ouvriers turkmènes. Ceux-ci doivent se qualifier, s'habituer aux conditions de la production et de la vie en ville, tout cela rend leur apprentissage plus difficile. De plus, les

(3) Aoul : village turkmène

Turkmènes ne vont pas volontiers à la production, il est indispensable qu'ils soient encouragés si nous voulons vraiment créer les bases de la transformation d'une Turkménie nomade en Turkménie socialiste.

C'est pourquoi nous devons l'édifier "en prenant en compte tous les intérêts fondamentaux des républiques et régions nationales", en tenant compte de toutes ces difficultés. C'est à tort que le camarade Mandelstam, directeur de l'agitprop du comité central, écrit dans la *Pravda* des articles peu convaincants sur le fait que l'augmentation des salaires corrompt la classe ouvrière et crée une aristocratie ouvrière du type de celles des trade-unions anglais. Sans augmenter les salaires des ouvriers et améliorer leur situation matérielle, il n'y a pas de base pour la dictature du prolétariat, pour une marche conséquente vers le socialisme et l'industrialisation du pays ; nous comprenons très bien tout cela, même si nous avons grandi et vivons dans la Turkménie des nomades...

Conclusion

Notre article répond aux principales questions posées devant le parti par l'opposition, à la veille de son congrès. Il en ressort que mettre sa signature au bas du document des 83 (signé actuellement par plus de 2 000 communistes) n'est pas un acte antibolchevique, qu'il ne causera aucun tort, sinon quelque excursion en Turkménie ou au-delà (4) de ses signataires. Selon les traditions du parti, avant un congrès ou une conférence, chaque membre a le droit d'exposer ses positions ; sur la base de l'expérience de deux ans de travail à la commission centrale de contrôle, nous en sommes venus à la conclusion que la voie préconisée par l'opposition est la seule juste pour les organisations nationales du parti, la seule qui assure l'éducation léniniste des jeunes cadres.

Ce n'est que sous le drapeau et avec le plein soutien de l'opposition que la Turkménie peut surmonter les phénomènes malsains suivants :

1) La lutte permanente entre les secrétaires de premier et de second rangs ; seule l'opposition pose la question de la confiance que les organisations du parti doivent accorder aux représentants des communistes nationaux locaux ; ils peuvent "bolcheviser" tout aussi bien que "les sommets nommés par le secrétariat du comité central", qui ne sont pas des collaborateurs, mais des "commissaires politiques" qui "prennent en fait toutes les décisions dans le parti et les soviets, écartant les responsables nationaux comme des communistes de second rang". C'est ainsi que l'opposition pose la question, et c'est là sa force.

2) Une aide réelle aux pauvres, leur exemption d'impôts, notamment sur l'eau, ce qui permettrait le développement des forces productives dans les aouls, le développement des exploitations les plus modestes. Seule l'opposition en est capable.

3) La constitution d'un organe de travail sous la forme d'un Conseil de la politique nationale dans les organes de l'Union. La liquidation des organes bureaucratiques intermédiaires, comme l'ECOSO d'Asie centrale. Seule l'opposition en est capable.

4) L'amélioration de la situation matérielle des ouvriers, un véritable souci de former le prolétariat à partir de la population nationale, l'augmentation de leurs salaires — voilà les mesures qui sont proposées à l'attention du parti, et leur examen raisonné permettra le renforcement de notre construction socialiste.

M. Toumailov, 20 juillet 1927

RGASPI, fonds 325, op. 2, un. 98, f. 17-27. *Cahiers du mouvement ouvrier*, édition russe, Moscou, 2006, pp. 280 à 285.

(4) Il s'agit, bien entendu, du déplacement des cadres, moyen favori de lutte contre l'opposition du secrétariat de Staline.

Extrait du rapport du représentant plénipotentiaire de la Guépéou pour le district militaire de Biélorussie

LES étudiants de Biélorussie ont leur point de vue sur la question de l'opposition. Ainsi, un étudiant, après le rapport du camarade Karkline, a transmis la déclaration suivante :

« Vous notez que l'opposition sous-estime le rôle de la paysannerie dans notre révolution. Je pense que cette opposition est tout à fait légitime et fondée, premièrement parce que la paysannerie dans son ensemble retarde sur le cours de notre révolution, qu'elle est mue davantage par ses intérêts personnels, de propriété, n'a pas pour but d'aider la classe ouvrière dans sa lutte, mais, au contraire, reste sous l'influence de certaines positions paysannes liées à la guerre et à la révolution, et s'oppose par tous les moyens dont elle dispose (par des interventions hostiles dans les réunions, en se refusant à payer l'impôt, etc.).

C'est pourquoi l'opposition a raison dans la question paysanne. Sur le plan international également. La Russie seule, comme tout autre pays, ne peut construire le socialisme à l'intérieur de ses frontières, ne serait-ce que parce que le socialisme n'est pas une idée qu'on a dans la tête, mais un régime économique qui a absolument besoin de la collaboration de la classe ouvrière du monde entier, où elle connaît des conditions économiques et sociales diverses. L'opposition a raison sur tous les points.»

Un autre étudiant inconnu écrit dans une note sur cette même question :

« Vous avez dit que vous aviez lu dans une revue que les mencheviks disent du bien de l'opposition. N'avez-vous pas lu que les mencheviks, Oustrialov, si je ne me trompe, dit le plus grand bien du "stali-

nisme" ? Ils disent que c'est un mouvement plus proche du menchevisme. Vous avez affirmé que dire que le capitalisme nous prend à la gorge, c'était du sabotage. Il me semble que ce n'est pas juste. L'opposition, quand elle dit cela, ne dit pas que nous ne pouvons pas construire le socialisme et ne sabote pas notre travail, mais elle montre ouvertement les dangers qui menacent l'URSS, pour pouvoir prendre les mesures nécessaires contre ces dangers et assurer ainsi la construction d'un authentique socialisme. »

Extrait du rapport sur la situation en novembre 1928

Lors de la discussion interne, les jeunes scolarisés et, en particulier, les étudiants du BGOu (Université d'Etat de Biélorussie) ont été singulièrement actifs. La partie antisoviétique a ouvertement soutenu la ligne de Trotsky, l'appelant *"la voix des étudiants sans-parti"* et suggérant que la politique du comité central était une politique de dictature brutale, qui ne tolère pas la moindre démocratie, et c'est pourquoi *"il faut soutenir Trotsky, avec lui on respirera mieux"*.

En même temps, certains faits montrent que la jeunesse biélorusse considère que la situation à l'intérieur du parti est un facteur qui favorise *"l'obtention d'un élargissement des droits nationaux"* (c'est-à-dire nationaux et démocratiques).

RGASPI, fonds 81, op. 3, un. 127, f. 189-190. *Cahiers du mouvement ouvrier*, édition russe, Moscou, 2006, p. 273.

Cahiers du mouvement ouvrier

• Charles Allain : les famines soviétiques de 1932-1933 • Frank La Brasca : la première guerre impérialiste de Libye (1911-1912) • Jean-Jacques Marie : Trotsky et l'idiot de service • Rémy Janneau : la croisade de Reynald Sécher • Victor Serge : la tragédie des écrivains soviétiques...

C
E
R
M
T
R
I

Marie



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

Une page d'histoire du Parti bolchevique

Les décistes et l'Opposition de gauche

Le groupe d'opposition dit « Centralisme démocratique » (d'où le nom de décistes donné à ses membres à partir des initiales des deux mots russes) se constitue au IX^e Congrès du parti bolchevique en 1920. L'un de ses fondateurs, Vladimir Smirnov (1), l'un des dirigeants de l'insurrection bolchevique à Moscou en octobre 1917, a participé lors du congrès précédent au groupe d'opposants très divers dit « opposition militaire » dont le seul trait commun entre ses membres était leur opposition à la construction d'une armée centralisée utilisant largement le corps des officiers tsaristes (dit, dans le langage de l'époque, « spécialistes militaires »).

Au neuvième congrès, les deux dirigeants de Centralisme démocratique, Timothée Sapronov et Vladimir Smirnov, concentrent leurs interventions contre le principe de commandement unique au lieu de la gestion collective dans les entreprises et des droits et pouvoirs des divers organismes locaux du parti et des soviets face au centre. Sapronov dit que le commandement unique est possible dans les petites entreprises mais pas dans les grosses. Il déclare : si le président d'un presidium d'ispolkom (comité exé-

cutif du soviets) peut diriger seul, alors aussi bien dissoudre l'ispolkom (2) !

A ce congrès, Vladimir Smirnov précise les limites dans lesquelles s'insère sa critique en déclarant : « *Trotsky prétend que je suis l'adversaire de la méthode de la contrainte dans la classe ouvrière et que je ne suis prêt à l'appliquer que par rapport aux paysans. C'est tout à fait faux* » (3).

Les décistes ne disent mot de la question des privilèges qui avait été soulevée au début de 1919 par les dirigeants du Parti bolchevique de Moscou (Vardine-Mgelazde) et qui fera l'objet d'une longue circulaire très vigoureuse d'Evgueni Preobrajenski, alors secrétaire du comité central en juillet 1920 (4).

Leurs critiques rencontrent un certain écho auprès des cadres moyens du parti et des soviets qui renâclent lors du

(1) Ne pas confondre avec Ivan Smirnov, le futur condamné à mort du premier procès de Moscou.

(2) *Deviaty Sjezd* [procès-verbal du IX^e Congrès du PCR(b)], Moscou, 1960 ; p. 139.

(3) *Ibid.*, p. 155.

(4) Voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 24 et Jean-Jacques Marie, *Lénine, la révolution permanente*, pp. 315 et 336.

congrès du Parti communiste ukrainien (17-23 mars 1920). Les décistes obtiennent une courte majorité au sein des 240 délégués sur la motion de politique générale et de condamnation du bilan du comité central ukrainien sortant. 105 délégués refusent de participer à l'élection du comité central où les décistes deviennent évidemment majoritaires. Aussitôt, le comité central russe dissout le comité central ukrainien et désigne un comité central provisoire... sans déciste.

Au cours de l'année, l'opposition des décistes se précise. A la IX^e Conférence du parti (22-25 septembre 1920) Sapronov, pour Centralisme démocratique, et Loutovinov, pour l'Opposition ouvrière, qui vient de se former, réclament la liberté totale de discussion et la fin des nominations à des postes électifs, dont ils exigent l'un et l'autre qu'ils soient effectivement soumis à élection.

A la conférence du parti de Moscou préparatoire au congrès, l'Opposition ouvrière et Centralisme démocratique font bloc ; ils reçoivent 124 voix contre 154 à la liste du comité central. Ce résultat en dit long sur l'ampleur des sentiments d'opposition à la direction qui existent alors dans le parti.

Le X^e Congrès

Mais cette alliance se disloque au congrès national. Au congrès, Ossinski dénonce la « *criarde Opposition ouvrière* » qui « *s'accroche au mécontentement dans les usines, (...) insulte tout le monde (...), joue au renverseur de ministère* » (5).

Tserepetchko, de l'Opposition ouvrière, attaque Centralisme démocratique : « *C'est un courant qui se décompose, qui est à moitié décomposé, et le X^e Congrès le détruira définitivement. Ce groupe ne voit rien, il ne voit aucune autre tâche du parti que d'avoir Sapronov, Ossinski à l'avant-garde du parti. Ils ne voient nulle part ailleurs où aller (...).* »

Ce groupe cherche à faire de l'Opposition ouvrière un épouvantail et s'efforce d'effrayer les gens avec cet épouvantail de l'Opposition ouvrière » (6). Et il les accuse de nourrir le même « bureaucra-

tisme » et le même « centralisme » que la direction.

Au X^e Congrès le dirigeant de l'opposition ouvrière, Alexandre Chliapnikov, précise : « *Nous n'avons pas de divergences (avec la direction) sur les questions fondamentales de notre politique intérieure et internationale (...). Mais nous avons beaucoup de divergences dans les questions tactiques, sur la manière de réaliser notre ligne politique générale* », dont il affirme que les « *modes de travail assimilés pendant la guerre civile* » ne permettent pas de la réaliser et « *repoussent des larges groupes du prolétariat de nous et du parti (...). Les raisons du mécontentement que nous observons à Moscou et dans les autres villes ouvrières ne nous mènent pas à l'Opposition ouvrière mais au Kremlin (...). Il faut mettre fin immédiatement au commandement individuel dans le travail du parti et cesser de mettre l'accent sur les mandataires.* » Il reproche au comité central de « *mener le combat contre les localités à l'aide de la nomination et des mandataires* » (7).

Au X^e Congrès, au vote sur le rapport d'activité du comité central, la majorité reçoit 514 voix ; les deux textes critiquant ce rapport d'activité reçoivent l'un (l'Opposition ouvrière) 47 voix et l'autre (le texte de Centralisme démocratique) 45. C'est le seul texte soumis au vote par les décistes.

Le X^e Congrès a été précédé par une très âpre discussion

Le X^e Congrès a été précédé par une très âpre discussion sur le rôle et la place des syndicats qui a agité le Parti communiste de haut en bas ; trois plates-formes ont finalement été soumises aux réunions préparatoires au congrès (celle de Lénine-Zinoviev-Staline dite des Dix, celle de Trotsky-Boukharine et des trois secrétaires du comité central, et celle de

(5) *Desiaty Sjezd* [procès-verbal du X^e Congrès du PCR(b)], Moscou, 1963 ; p. 78.

(6) *Ibid.*, p. 91.

(7) *Ibid.*, pp. 71, 73 et 75.

l'Opposition ouvrière dirigée par Chliapnikov, Kisselev et Medvedev. L'âpreté de la discussion peut se mesurer par une décision dénoncée par le déciste Rafaïl : la fraction communiste du syndicat des mineurs a désigné ses candidats à la direction des syndicats, en majorité partisans de l'Opposition ouvrière ; le comité central a annulé cette liste et a imposé la sienne.

Les décistes, eux, bottent en touche. Ils lisent au congrès un texte sur les syndicats signé : Boubnov, Bogouslavski, Kamenski, Maximovski, Ossinski, Rafaïl et Sapronov (Vladimir Smirnov n'est pas délégué à ce congrès). Considérant que les deux grandes plates-formes sont similaires, leur texte affirme : « *La crise des syndicats est très aiguë, mais n'est pas du tout la question fondamentale du moment, elle n'est qu'une partie de la crise générale vécue par l'appareil soviétique* » (8). Et dans son intervention, Rafaïl insiste : « *Nous, groupe du Centralisme démocratique, avons indiqué que les syndicats n'étaient pas la question centrale du moment présent. Mais elle s'est transformée en question centrale* » (9).

Drobnis intervient au nom de Centralisme démocratique pour souligner que la discussion sur les syndicats est « *une tentative de détourner le parti de la crise du parti* » (10). Donc, dit-il, ils ont participé à la discussion syndicale le plus tard possible, ne déposent pas de texte là-dessus au congrès et invitent les camarades de Centralisme démocratique à voter pour la résolution que chacun d'eux choisit.

La majorité concentre ses attaques sur l'Opposition ouvrière dont Radek déclare qu'elle « *ouvre la porte à l'ennemi. En exprimant au nom de notre parti ce que la masse sans parti crie, elle ouvre la porte aux ennemis du prolétariat* » (11). Smilga qualifie l'Opposition ouvrière et le Centralisme démocratique d'aile droite du parti, porte-voix de l'élément petit-bourgeois dans le parti, mais il ne parle guère des décistes et concentre son offensive sur l'Opposition ouvrière. Sapronov n'intervient pas à ce congrès, pas même pour répondre aux attaques de Smilga contre lui.

La bureaucratie stalinienne fera une différence entre les deux courants d'opposition qui se manifestent à ce congrès. L'édition des procès-verbaux du X^e Congrès en 1963, sous Khrouchtchev, qualifie ainsi l'Opposition ouvrière de « *groupe fractionnel antiparti* », alors qu'elle se contente de définir le groupe Centralisme démocratique comme un « *groupe oppositionnel opportuniste* » (12).

Le congrès devait se conclure le 15 mars 1921 à minuit. Une séance supplémentaire est in extremis décidée pour le lendemain afin de discuter du ravitaillement (très déficient !) en combustible, dont Lénine ne parlera pas. Il présente de façon impromptue une résolution proclamant l'interdiction « provisoire » — ce provisoire devant être la durée de la NEP — de toute fraction dans un parti appelé à resserrer ses rangs. Radek déclare : « *Je vote pour cette résolution tout en sachant qu'elle peut se retourner aussi contre nous* » (13). Une écrasante majorité vote pour, 21 contre, 7 s'abstiennent ; les délégués centralistes démocratiques votent pour. Mais le vote exprime le désarroi d'une bonne partie des congressistes : alors qu'il reste dans la salle 694 délégués, après le départ de quelque 200 d'entre eux pour combattre les insurgés à Cronstadt, le texte des Dix recueille 336 voix, celui de Trotsky 50 voix et l'Opposition ouvrière 18 (alors qu'elle compte 37 délégués !) ; 290 délégués n'ont donc voté pour aucun des textes en présence : ils ont quitté la salle au moment du vote ou se sont abstenus. La résolution ordonne la dissolution des fractions, mais une résolution spéciale invite tous les membres de l'Opposition ouvrière dissoute à obéir à la discipline du parti et leur ordonne de rester à leur poste et de ne pas démissionner. La résolution ne dit mot du groupe Centralisme démocratique qui se dissout sans mot dire. L'Opposition ouvrière renâcle mais se soumet à peu près...

(8) *Ibid.*

(9) *Ibid.*, p. 99.

(10) *Ibid.*, p. 367.

(11) *Ibid.*, p. 533.

(12) *Ibid.*, pp. 845 et 847.

(13) *Ibid.*, p. 534.

Les décistes dans l'Opposition de gauche

En octobre 1923, après une lettre de Trotsky au comité central, une opposition de gauche se manifeste par une lettre collective de 46 militants au comité central, formée d'un texte de fond signé de trois militants : Preobrajenski, Serebriakov (tous les deux anciens secrétaires du comité central jusqu'en mars 1921) et Breslav. A ce texte s'ajoutent des déclarations individuelles ou collectives qui marquent des nuances. Or les anciens décistes ne se manifestent pas en tant que groupe. Ainsi Ossinski et Sapronov déclarent : « *Je partage pour l'essentiel les idées de cet appel.* » Maximovski signe une déclaration affirmant très prudemment : « *Il est naturel qu'actuellement il ne puisse être question d'une lutte dans le parti sous quelque forme que ce soit.* » Vladimir Smirnov, Andreï Boubnov et Benjamin Kossior signent un paragraphe affirmant : « *Je ne suis pas d'accord avec un certain nombre d'opinions dans la première partie de la déclaration. Je suis en désaccord avec certaines caractérisations de la situation interne du parti. En même temps je suis profondément convaincu que la condition du parti exige qu'on prenne des mesures radicales car elle n'est pas saine actuellement.* » Drobnis, dans un texte à part, déclare : « *Je signe avec les mêmes réserves que Boubnov, quoique je n'approuve ni la forme ni le ton dont le caractère me persuade tout de même d'être d'accord avec la partie pratique de cette déclaration* » (14). Les positions des anciens décistes sont donc variables, mais les principaux s'engagent dans la bataille publique engagée entre autres après la parution de l'article de Trotsky *Cours nouveau* dans la *Pravda*. Ainsi, le 11 décembre 1923, Sapronov et Vladimir Smirnov prennent la parole au nom de l'opposition à l'assemblée des militants Moscou. Bien qu'il fasse de la défaite de la révolution mondiale une des causes de la dégénérescence de la révolution, Sapronov affirmera un peu plus tard qu'en 1923 « *l'opposition avait toutes les chances de l'emporter* » mais, d'après lui, c'est la passivité de ses chefs, membres de l'élite dirigeante, qui l'a condamnée à la défaite

La défaite de l'opposition, dont le trafic éhonté des votes amplifie très largement l'ampleur, la réduit un moment au silence, décistes compris. Un an plus tard, Staline proclame la possibilité de construire le « *socialisme dans un seul pays* ».

L'Opposition unifiée

Au cours de l'été 1925, Zinoviev et Kamenev, inquiets des conséquences pratiques du « *socialisme dans un seul pays* » (à commencer par les concessions à la paysannerie aisée et — relativement, certes, mais réellement — riche, et de la mainmise croissante de Staline sur l'appareil, constituent une Nouvelle Opposition, laminée au XV^e Congrès de décembre 1925, dont l'écrasante majorité des délégués sont désignés par le secrétariat du comité central lui-même.

L'Opposition de gauche renaissante et la Nouvelle Opposition forment l'Opposition unifiée, dont l'acte de naissance est une déclaration de treize membres du comité central remise à ce dernier en avril 1926. Les décistes en font partie, sauf Ossinski, rallié à Staline-Boukharine en décembre 1925. Commence alors une lutte de dix-huit mois que Trotsky divisera en trois périodes : d'avril 1926 au 16 octobre 1926, première offensive, du 16 octobre au 8 août 1927, retraite et réorganisation, du 8 août au XV^e Congrès de décembre 1927 : nouvelle offensive qui s'achève par l'explosion de l'opposition entre ses deux composantes initiales. L'opposition, au cours de ces trois périodes, a essentiellement développé une activité de propagande marquée à chaque fois par une déclaration de ses dirigeants visant, souligne Trotsky, à « *montrer encore et toujours à la masse du parti que l'opposition se fixe comme tâche, non un deuxième parti et la guerre civile, mais le redressement de la ligne suivie par le parti et par l'Etat par une réforme profonde* » (15).

(14) *Cahiers Léon Trotsky*, n° 54 (décembre 1994), pp. 115-121.

(15) Léon Trotsky, *Œuvres*, deuxième série, tome I, p. 48. Jean-Jacques Marie, *Trotsky*, p. 331.

Le 30 septembre 1926 Trotsky, Sapro-nov et Smilga, intervenant à la cellule de chemin de fer Riazan-Oural'sk, y emportent la majorité. L'appareil menacé réagit avec une brutalité extrême et interdit par la violence à l'opposition de prendre la parole dans les réunions. Face au mur dressé par l'appareil, l'Opposition unifiée décide de suspendre son activité par une déclaration du 16 octobre 1926, signée de six membres du comité central (dont Trotsky, Zinoviev et Kamenev), immédiatement suivie, le 23 octobre, par l'exclusion de Trotsky et de Kamenev du bureau politique. Smirnov, bientôt exclu du PC, où il sera réintégré après l'engagement de ne mener aucune activité fractionnelle, et Sapro-nov condamnent ce recul et rompent avec l'Opposition unifiée. Ils voient dans la violence de la réaction de l'appareil la preuve que le parti n'est pas réformable. L'opposition hiberne

La relance de l'opposition

Les ouvriers et les paysans chinois vont brutalement mettre fin à cette hibernation. Le 12 avril 1927, Tchang Kai-chek, promu par Staline membre d'honneur de l'Internationale communiste, écrase dans le sang, avec l'aide de la pègre locale et la coopération de la police des concessions étrangères, britannique et française surtout, la grève des ouvriers de Shanghai et jette leurs dirigeants communistes dans des chaudières de locomotives. Cette catastrophe réveille l'opposition. Dans une déclaration, signée par quatre-vingt-quatre vieux bolcheviks, (dite en général déclaration des 83 par une erreur de calcul !), elle dénonce la politique de Staline et de Boukharine en Chine qui, au nom d'une alliance impossible avec la bourgeoisie chinoise, a poussé les ouvriers chinois à se laisser désarmer puis massacrer à Shanghai par Tchang Kai-chek. Elle la relie à la théorie réactionnaire du « socialisme dans un seul pays » qui accélère la croissance des koulaks, nepmen, bureaucrates, la différenciation et l'inégalité sociales. Elle appelle à la discussion la plus large et à la restauration de la démocratie ouvrière dans le parti.

Les décistes, qui ont rompu avec l'Opposition unifiée mise en sommeil et ont constitué un groupe dit des Quinze, ne signent pas la déclaration des quatre-vingt-quatre car la discussion à l'intérieur du parti leur paraît dénuée d'objet. Pour eux, la petite bourgeoisie (c'est-à-dire surtout la paysannerie aisée) a pris le pouvoir en URSS.

Le 7 novembre 1927, l'opposition participe aux manifestations anniversaires de la révolution d'Octobre à Leningrad et à Moscou sous ses propres banderoles et sur ses propres mots d'ordre. Elle est brutalement expulsée par le service d'ordre. Staline veut empêcher Zinoviev et Trotsky de participer au XV^e Congrès prévu en décembre. La manifestation du 7 lui sert de prétexte. Le 14 novembre, les deux hommes, accusés d'avoir « organisé des manifestations contre-révolutionnaires », sont exclus du parti.

La petite bourgeoisie au pouvoir en URSS ?

Cinq décistes (Sapro-nov, Ilitchenko, Kharetko, Zavaraiian, Slidkover) signent pourtant à la fin de novembre 1927 la lettre adressée à la direction dénonçant les conditions de préparation du XV^e Congrès. Ce congrès exclut les opposants, envoyés par milliers en exil en Sibérie (Trotsky à Alma Ata) en janvier et février 1928. Zinoviev et Kamenev se rallient à Staline.

De façon quelque peu contradictoire avec leur idée que la petite bourgeoisie a pris le pouvoir en URSS et donc qu'il n'y a plus rien à faire dans le Parti communiste soviétique, six dirigeants décistes Minkov, Smirnov, Zavaraiian, Dachkovski, Kharetko et Sapro-nov rédigent une déclaration au presidium du comité exécutif de l'Internationale communiste (CEIC) demandant l'annulation des décisions du XV^e Congrès et un nouveau congrès extraordinaire...

Pour Trotsky, le parti n'est pas complètement et définitivement dégénéré. Dans une lettre dite « à Pierre » du début de 1928 sur les tâches de l'opposition, Trotsky donne comme objectif à cette dernière la conquête des Partis communistes de l'intérieur. « *Les éléments pe-*

tits-bourgeois du Parti communiste de l'URSS, écrit-il, dirigent le parti et l'Etat, mais ils sont obligés de s'appuyer sur la classe ouvrière et de s'affirmer contre l'impérialisme mondial. Ils font des concessions à la bourgeoisie. Mais une attaque plus forte de la bourgeoisie pourrait amener dans le parti un développement à gauche. Si l'opposition se dressait contre l'Union soviétique et contre l'Internationale communiste en tant que parti petit-bourgeois, elle se transformerait obligatoirement en secte. Nous devons mener la lutte pour conquérir le Parti communiste de l'Union soviétique et l'Internationale communiste. » Donc, conclut la lettre, « dans la période présente, pas de deuxième parti, mais une fraction bien organisée » (16).

Le Guépéou ayant saisi la lettre, la *Pravda* la publie dans son numéro du 15 janvier 1928 et l'*Humanité* la publie dans son numéro du lendemain. Pourquoi ? Manifestement parce que Trotsky a écrit « dans la période présente, pas de deuxième parti », ce qui signifie que cette perspective pourrait être envisagée en cas d'échec de la lutte interne pour conquérir la majorité.

Pourquoi la purge permanente ?

Cette dernière perspective peut paraître illusoire. Mais si le parti soviétique avait été un docile instrument entre les mains de l'appareil, pourquoi Staline en a-t-il fait exclure 250 000 membres, accusés de trotskysme ou de déviation droite (Boukharine) de 1929 à 1931 ? Nombre d'exclus ne méritaient sans doute ni l'une ni l'autre étiquette, mais ils apparaissaient à l'appareil comme des éléments incertains. Le déchaînement de la collectivisation forcée, l'effondrement du niveau de vie des ouvriers de 1928 à 1932 (baisse réelle des salaires de 50 % mal compensée par la liquidation du chômage engendrée par le lancement des plans quinquennaux), puis l'arrivée au pouvoir de Hitler grâce à la politique de division hystérique organisée par Staline en Allemagne, vont aggraver la situation. La formation de

groupes d'opposants (Syrtsov-Lominadzé, l'Union des marxistes-léninistes de Rioutine), les manœuvres pour écarter Staline au XVII^e Congrès en janvier 1934, etc., tout cela reflète une crise permanente dans le Parti communiste. De 1932 à 1938, l'appareil, à l'occasion des changements de carte de membres, va bon an mal exclure chaque année de 15 à 18 % des adhérents (soit largement plus de 100 000 à chaque fournée) en débuisquant d'abord systématiquement tous ceux qui, à un moment ou à un autre, avaient exprimé une opposition voire un simple doute ; il exclu, de 1935 à 1938, des milliers de vieux bolcheviks jusqu'à aboutir après purges et massacres à la mise en place d'un parti de la bureaucratie, dont la formation est due à cette longue série de purges de plus en plus sanglantes.

L'URSS capitalisme d'Etat ?

Dans un texte intitulé : *Agonie de la petite bourgeoisie*, Sapronov définit alors l'URSS comme un capitalisme d'Etat : « Si nous n'avons pas de bourgeoisie, la bureaucratie se trouve au pouvoir ; elle dispose des moyens de production et l'ouvrier reste un esclave salarié, le caractère de la production ne devient pas socialiste. Seuls des renégats du communisme peuvent assimiler l'économie du capitalisme d'Etat et le socialisme. » En même temps il écrit : « Toute la politique du régime bureaucratique, la concentration des moyens de production de la ville et de la campagne dans ses mains et son incapacité à organiser la production en étrangeant la classe ouvrière mènent inéluctablement au transfert des moyens de production à la bourgeoisie nationale et internationale. » Il dénonce une « dictature petite-bourgeoise parasitaire » (17).

Selon Sapronov, « au XV^e Congrès, une scission du PCR (b) s'est produite et son résultat c'est que le congrès s'est

(16) *Ibid.*, pp. 54-55.

(17) Les textes des décistes cités à partir de là ne sont encore publiés nulle part. Je ne peux donc donner aucune référence...

transformé en congrès fondateur d'un parti non prolétarien petit-bourgeois. » Dans une lettre du 7 août 1928, il écrit : « Le régime stalinien, en écrasant l'opposition, a écrasé la dictature du prolétariat et incarné la volonté de l'élément petit-bourgeois qui à son tour a exprimé la volonté de la bourgeoisie nationale et internationale. Il y a trois forces : le prolétariat, la petite bourgeoisie, la bourgeoisie. Le pouvoir est entre les mains de la queue petite-bourgeoise du prolétariat. »

« Thermidor est devenu une réalité, mais il n'est pas achevé parce que l'achèvement de thermidor signifierait le passage du pouvoir entre les mains de la bourgeoisie, ce qui se manifesterait par la garantie complète de la propriété privée, la liberté totale d'accumulation du capital et d'exploitation, le lien étroit avec le capital étranger (...). Thermidor ne s'est pas réalisé car le pouvoir n'est pas encore entre les mains de la bourgeoisie (...). Thermidor en URSS existe encore, grandit mais ne s'est pas encore réalisé. » Pour Sapronov, le système capitaliste et le système bureaucratique petit-bourgeois « sont deux systèmes différents d'exploitation ». Pour Vladimir Smirnov, ce qui définit la politique de Staline c'est « la petite bourgeoisie pay-sanne. »

La division chez les décistes

Cette exigence de fonder un deuxième parti suscite une crise chez les décistes Borodaï, Rafaïl et Drobnis, en désaccord avec cette idée, qui rompent avec le groupe Centralisme démocratique et rejoignent les trotskystes. Sapronov écrit dans une lettre à un camarade du groupe des 15 qu'il reçoit beaucoup de lettres du genre : « Avant le XV^e Congrès, c'est l'aile droite du bloc qui empêchait l'union (Zinoviev-Kamenev — NDR), après le XV^e Congrès où les traîtres sont partis, qu'est-ce qui empêche l'union avec les trotskystes ? » Il reproche à Trotsky sa « diplomatie ».

Un certain Dachkovski s'affirme partisan d'un rapprochement avec les trotskystes. Le déciste Kharechko, hostile à

cette perspective, lui répond : le groupe de Trotsky « mène une fronde bureaucratique petite bourgeoise ». Il accuse Dachkovski de vouloir l'unité avec des « réformistes capitulards » et Sapronov l'accuse de capituler devant Trotsky.

Selon l'un des rares survivants de ce groupe d'opposition, Dune, d'autres décistes, quoi qu'en désaccord, restent dans le groupe. Les partisans de ce deuxième parti ne sont d'ailleurs pas toujours d'accord entre eux sur les moyens d'y parvenir. Ainsi, selon Dune, les décistes auraient dû adhérer alors au POSDR menchévique (membre d'une Internationale socialiste qui soutient partout l'Etat bourgeois !). Or à l'époque, décimé par la répression, traqué et réduit à une clandestinité difficile, le groupe menchévique était moribond.

Vladimir Smirnov ou l'acharnement contre Trotsky

Etrangement, l'un des rares membres de l'opposition avec qui Smirnov discute est Radek qui, vite, commence à préparer son ralliement à Staline en tentant de démoraliser les opposants. Ainsi, le 11 septembre 1928, il lui écrit : « Certes, Radek commet des erreurs, mais ce ne sont que des erreurs et non une approche incorrecte de l'affaire (ce n'est pas une ligne fautive comme on trouve chez Trotsky (...)). Chez Radek, les fautes apparaissent circonstancielles alors que chez Trotsky ce sont les positions plus ou moins correctes qui apparaissent circonstancielles. » On ne saurait mieux se tromper !

Il reproche bizarrement à Radek d'accuser les décistes de vouloir un second parti : « Le fait de nous attribuer l'idée d'un deuxième parti est une façon calomniatrice de poser le problème et de plus volée par vous à Staline. » Il affirme que l'idée d'un deuxième parti a en réalité été élaborée par Preobrajenski et même avant suggérée par Rykov. Il accuse Trotsky d'avoir repris l'accusation : « Que Trotsky soit capable de calomnier les révolutionnaires éminents, nous nous en sommes convaincus depuis long-

temps. Mais pas Radek ! Alors pourquoi utilise-t-il cette formule archi de mauvaise foi, archi calomniatrice ? »

En même temps il affirme : se pose aujourd'hui la question de fonder un « parti prolétarien » car il n'y en a plus... Quelle est la différence entre cette exigence et celle d'un deuxième parti ? C'est tout simple : puisque le parti au pouvoir n'est plus un parti ouvrier, le parti ouvrier à créer ne saurait être qualifié de deuxième...

Dans une lettre du 14 mai 1929, Vladimir Smirnov condamne la publication de textes de Trotsky dans la presse bourgeoise européenne « *car elle désoriente la classe ouvrière et donne à la bourgeoisie la possibilité de se présenter comme un défenseur impartial de l'opposition contre la terreur bolchevique* ». La critique est étonnante : que peut importer que Trotsky s'exprime dans des journaux bourgeois à un homme qui affirme que la petite bourgeoisie a pris le pouvoir en URSS ?

Vladimir Smirnov affirme : « *Toute la ligne de Trotsky depuis 1923 inclus était une ligne d'apaisement visant à ce que l'opposition avec la majorité du comité central (c'est-à-dire avec les prétendus "centristes") lutte contre "le danger de droite"*. »

C'est là, affirme Vladimir Smirnov, « *ouvrir la voie à la capitulation, comme toujours incomplète, à moitié, aux deux tiers, mais d'autant plus nuisible politiquement* ».

Smirnov reproche à Trotsky sa non-intervention publique en 1923, puis son refus de répondre à la campagne publique engagée contre *Les leçons d'octobre* en 1924 au nom d'un accord avec les « centristes » pour dégager une aile gauche chez ces derniers. « *Trotsky mène très hardiment la propagande de ses opinions et recule timidement dès qu'il s'agit de mener une lutte réelle pour ces opinions.* »

Pire encore, ajoute Smirnov, « *maintenant que le comité central a étranglé le parti et s'est transformé en gouvernement de la petite bourgeoisie, Trotsky est un ennemi de la classe ouvrière, Trotsky craint plus que tout le mouvement ouvrier (...), Trotsky craint les masses,*

Trotsky craint la lutte des classes (...). Il faut démasquer impitoyablement ce type de centrisme. »

Anton Ciliga, oppositionnel yougoslave, alors emprisonné à Verkhne Oural'sk, écrit : « *Au printemps 1930, la rumeur d'une capitulation de Trotsky s'était répandue dans l'isolateur. Vladimir Smirnov avait écrit : "Trotsky vient de capituler. Tant mieux. Ce demi-menchévick cessera enfin de gêner par sa présence l'authentique mouvement révolutionnaire"* » (18).

Haro sur la révolution permanente

Sa critique de Trotsky ne porte pas seulement sur la stratégie et la tactique politiques mais sur le fond même. « *La théorie de la révolution permanente, écrit Smirnov, constitue à l'époque du déclin du mouvement révolutionnaire une théorie manifestement opportuniste [slogan de la lutte pour la démocratie bourgeoise avancé maintenant par Trotsky pour la Chine] (19) et aventuriste à l'époque de l'essor.* » Il n'explique pas en quoi, ce qui réduit sa critique à une formule polémique sans contenu. Il ajoute :

« *Deux mots sur les trotskystes. Il y a parmi eux quelques bons garçons mais dans leur ensemble c'est un courant qui nous est étranger. Il est curieux que, d'un côté, ils font toute une série d'avances au gouvernement en place, affirmant que ce dernier peut dans certaines circonstances admettre pacifiquement un changement de direction prolétarienne et, d'un autre côté, se comportent de la façon la plus méprisante envers la tradition du bolchevisme.* »

Il leur reproche d'affirmer que « *le régime de Staline est engendré par le régime de Lénine* », ce qui est, soit dit en passant, totalement faux. Il ajoute : « *Ils*

(18) Anton Ciliga, *Dix ans au pays du mensonge déconcertant*. L'« isolateur » est une prison.

(19) Après l'écrasement des grèves de Shanghai et de Canton, et le recul brutal du mouvement ouvrier, Trotsky avait avancé le mot d'ordre démocratique d'Assemblée constituante.

craignent mortellement la lutte des classes (...). Dans le mouvement révolutionnaire du prolétariat renaissant, ils formeront un groupe opportuniste, quelque chose dans le genre des mencheviks. Voilà pourquoi dans une lettre j'ai qualifié Trotsky de demi-menchevik. C'est pourquoi se fixer comme tâche l'union avec ce courant est inutile et nuisible (...). Leur dénomination de bolcheviks-léninistes est une totale hypocrisie (...). Ils ne sont ni bolcheviks ni léninistes.»

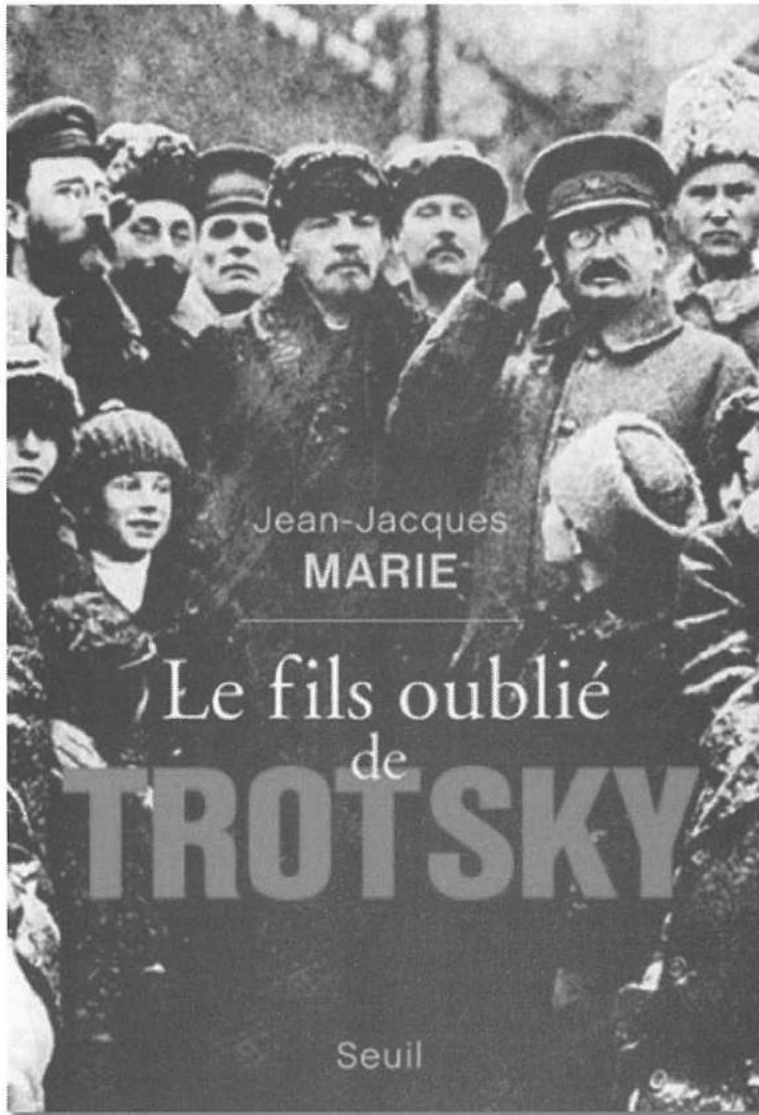
Les décistes forment à compter de 1930 un groupe essentiellement clandestin, que le trotskyste Sosnovski qualifie d'« *opposition dans un seul pays* ». L'un de leurs dirigeants, Dune, affirmera qu'il comptait alors 2 000 membres. Ce chiffre, invérifiable, est probablement exagéré. Dans la prison de Verkhné-Oural'sk, où est interné Vladimir Smirnov, en 1930-1931, sur 140 prisonniers communistes, il y avait 120 trotskystes (divisés en trois tendances), 16 ou 17 décistes, un zinoviéviste et deux ou trois partisans de l'ultra-gauche Miasnikov. C'est à peu près le rapport de force à l'échelle du pays.

Mais à dater de 1932, les décistes disparaissent comme courant organisé. Ceux qui subsistent participent aux grèves de la faim organisées par les trotskystes dans les camps, à Magadan et Vorkouta, et seront liquidés avec eux. Smirnov sera fusillé en 1937, Sapronov l'année suivante.

Trotsky a toujours lié l'orientation politique qu'il proposait à deux éléments conjoints : la défense des bases économiques et sociales de l'URSS fondée sur l'expropriation du capital et la révolution mondiale, donc le sort de l'Internationale communiste.

Lorsqu'en avril 1933 le comité exécutif de cette dernière approuve à l'unanimité la ligne de division systématique imposée par Staline au Parti communiste allemand qui a débouché sur l'arrivée de Hitler au pouvoir et sur la liquidation du Parti communiste allemand, Trotsky abandonne la politique de réforme des partis communistes et se prononce pour la construction d'une nouvelle Internationale et donc de nouveaux partis. Mais à cette époque, les décistes ne sont plus que des individus éparpillés.

Jean-Jacques Marie



Le Fils oublié de Trotsky
Jean-Jacques Marie
Editions du Seuil
Biographies-Témoignages
192 pages - 17 euros.

Présentation de la déclaration des 83 (84)

Le 12 avril 1927, Tchang Kai-Chek, promu par Staline membre d'honneur de l'Internationale communiste, écrase dans le sang, avec l'aide la pègre locale et la coopération de la police des concessions étrangères, britannique et française surtout, la grève des ouvriers de Shanghai et jette leurs dirigeants communistes dans des chaudières de locomotives. Cette catastrophe réveille l'opposition.

Le 9 mai, Zinoviev, lors d'une réunion retransmise à la radio pour le quinzième anniversaire de la fondation de la Pravda, critique la politique de la direction en Chine. Le comité central du 12 mai déclare son intervention inouïe, inacceptable et intolérable.

Dans une déclaration, signée par 84 vieux bolcheviks, mais dite par erreur de calcul des « 83 », l'opposition dénonce la politique de Staline et de Boukharine en Chine qui a mené les ouvriers chinois à se laisser désarmer puis massacrer à Shanghai par Tchang Kai-Chek.

Elle la relie à la théorie du socialisme dans un seul pays qui accélère la croissance des koulaks, nepmen, bureaucrates, la différenciation et l'inégalité sociales. Elle appelle à la discussion la plus large et à la restauration de la démocratie ouvrière dans le parti.

La déclaration évoque longuement la grève générale des mineurs anglais en 1926 et le comportement des dirigeants syndicaux soviétiques, membres du groupe dirigeant Staline-Boukharine (à commencer par leur secrétaire général, Tomsy).

C'est l'épisode dit du « comité anglo-russe. » Confrontés à la volonté du gouvernement de fermer certaines mines, les mineurs déclenchent la grève fin avril 1926. La direction des trade-unions (Citrine et autres) soutient les mineurs dans les mots ; elle ne peut empêcher une grève générale de soutien d'éclater le 1^{er} mai, mais ils brisent aussitôt ce soutien effectif dont le maintien seul permettrait aux mineurs de vaincre. Les dirigeants syndicaux soviétiques, qui lors de la venue d'une délégation des trade-unions l'année précédente avaient offert des bijoux à leurs femmes, forment avec ceux des trade-unions un « comité anglo-russe » qui avalise dans les faits la politique des dirigeants des trade-unions soucieux de protéger le trône. Et les mineurs anglais doivent reprendre le travail au bout de plusieurs semaines, défaits et amers.

Déclaration des 83 (84)

Camarades,

Les graves fautes commises et tolérées dans la direction de la révolution chinoise ont contribué à une lourde défaite. Nous ne sortirons de cette situation qu'en empruntant le chemin tracé par Lénine. Les conditions très anormales, dans lesquelles on examine les questions de la révolution chinoise, créent dans le parti une très grande tension. La « discussion » unilatérale menée dans les colonnes de la *Pravda* et du *Bolchevik* est une déformation voulue du point de vue de l'opposition (à qui, par exemple, on attribue la demande de la sortie du PC du Kuomintang) ; cela marque la volonté du groupe dirigeant du comité central (CC) de cacher ses fautes derrière la chasse à l'opposition. Tout cela dirige l'attention du parti sur une fausse voie.

En conclusion et vu la fausse ligne du CC dans les questions essentielles de la politique du parti, nous nous adressons, par cette déclaration, au comité central.

Les raisons d'une défaite

1. Le fait n'est pas seulement que nous avons subi une immense défaite en Chine ; il faut voir comment et pourquoi nous l'avons subie.

Bien que nous ayons en Chine déjà une puissante classe ouvrière, bien que le prolétariat de Shanghai dans une situation des plus difficiles ait su se révolter et être le maître de la ville, bien que le prolétariat chinois ait, en Chine, une aide puissante de la part de la paysannerie qui se révolte, bref, qu'il y ait eu toutes les données pour la victoire « *du 1905 chinois* » (Lénine), les ouvriers chinois ont finalement tiré les marrons du feu pour la bourgeoisie, jouant en fait jusqu'à maintenant le même rôle que celui auquel étaient condamnés les ouvriers pendant les révolutions de 1848.

Tout permettait d'armer les ouvriers chinois (en premier lieu ceux de Shanghai et de Hankéou). Et malgré cela, le prolétariat héroïque de Shanghai s'est trouvé désarmé et les ouvriers de Hankéou sont eux aussi désarmés à l'heure actuelle bien que Hankéou se trouve entre les mains du Kuomintang « de gauche ».

« La ligne » en Chine, *en fait*, s'est traduite ainsi : on ne devait pas armer les ouvriers, organiser de grèves révolutionnaires, soulever les paysans contre les propriétaires, éditer un quotidien communiste, critiquer messieurs les bourgeois du Kuomintang de « gauche », créer des cellules communistes dans les armées de Tchang Kai-chek, lancer le mot d'ordre des soviets pour ne pas « repousser » la bourgeoisie, pour ne pas « faire peur » à la petite bourgeoisie, pour ne pas ébranler le gouvernement du « Bloc des 4 classes ». En guise de réponse, et pour nous remercier d'une telle politique, la bourgeoisie nationale chinoise — ainsi qu'il fallait s'y attendre — choisissant le moment propice, fusille les ouvriers chinois et appelle à l'aide aujourd'hui les impérialistes japonais, demain les impérialistes américains, après-demain les impérialistes anglais.

Dans les partis communistes du monde entier (ainsi que dans les larges cercles du PC de l'URSS) en liaison avec la défaite chinoise, règne une complète incertitude. Encore hier, on prouvait à tout le monde que les armées nationales en Chine étaient en réalité des armées rouges, des armées révolutionnaires, que Tchang Kai-chek était leur guide révolutionnaire, que la Chine aujourd'hui ou au plus tard demain marcherait sur la voie « non capitaliste » de son développement. Tandis qu'aujourd'hui, dans la lutte contre la véritable ligne léniniste du bolchevisme, on publie de pauvres articles et discours où il est dit qu'en Chine, il n'y a pas du tout d'industrie, qu'il n'y a

pas de chemins de fer, que la Chine en est quasiment au début du féodalisme, que les Chinois sont illettrés, etc., qu'en Chine il est trop tôt pour lancer le programme de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, ainsi que pour créer des soviets. Au lieu de corriger les fautes, on les redouble.

La défaite chinoise peut avoir des répercussions directes sur l'avenir prochain de l'URSS. Si les impérialistes réussissent, pour un laps de temps assez long, à « museler » la Chine, ils marcheront après sur nous, sur l'URSS. La défaite de la révolution chinoise peut étrangement rapprocher la guerre contre l'URSS. Pendant ce temps, le parti est mis dans l'impossibilité d'examiner le problème chinois qui est pourtant, pour lui, le premier parti de l'Internationale communiste, le problème essentiel. En même temps, une violente discussion unilatérale est menée déjà actuellement par le groupe dirigeant du CC. Cette « discussion » est plus exactement une chasse à courre contre l'opposition pour cacher les fautes commises par le groupe dirigeant du comité central.

La défaite de la grève générale en Angleterre

2. La grève générale de l'an passé en Angleterre, trahie et vendue par le conseil général, a été battue. La grève s'est terminée par la défaite des mineurs. Malgré une grandiose évolution des masses à gauche touchant quelques millions d'ouvriers, bien que jamais encore la trahison, la fausseté du réformisme n'ait été mise aussi en lumière que pendant les grandes grèves anglaises, l'aile révolutionnaire organisée du mouvement ouvrier anglais a gagné très peu en influence. La cause principale de cet état de choses provient de notre attitude double de nos contradictions et de notre indécision. L'aide financière accordée par les ouvriers russes aux mineurs anglais fut merveilleuse. Mais la tactique du CC dans la question du comité anglo-russe a été complètement fautive. Nous avons soutenu l'autorité des traîtres du conseil général dans la période la plus

critique pour ceux-ci pendant les semaines et les mois de la grève générale et de la grève des mineurs. Nous les avons aidés à se maintenir sur leurs jambes. Nous avons terminé en capitulant devant eux à la dernière conférence de Berlin, en reconnaissant le conseil général comme le seul représentant du prolétariat anglais (et même comme le seul représentant de son point de vue) et en nous engageant à ne pas nous mêler des affaires intérieures du mouvement ouvrier anglais.

Sur le fond des événements de Chine les dernières décisions du comité anglo-russe prennent un caractère sinistre. Dans toute la presse internationale, le camarade Tomsy et les autres représentants de la CGT russe ont déclaré que la conférence de Berlin a eu « un caractère cordial », que toutes les décisions ont été prises « à l'unanimité » et sont prétendument la victoire du prolétariat mondial, etc.

Cela est faux et mensonger, et on ne peut ainsi que conduire le prolétariat anglais à de nouvelles défaites.

La conférence de Berlin du comité anglo-russe n'a pas dit un mot sur le rôle de bandit que joue l'impérialisme britannique en Chine, elle n'a même pas demandé le retrait des troupes impérialistes de Chine. Au moment même où s'ouvrirait en Chine une guerre directe des impérialistes contre la révolution chinoise, le comité anglo-russe s'est tu, comme un coupable, ou autrement dit, il a fait le jeu de la bourgeoisie anglaise.

Peut-on douter une minute que ceux qui, devant le monde entier, trahissent ouvertement les intérêts du prolétariat anglais, même dans une question aussi grave que la liberté du mouvement syndical en Angleterre, demain, en cas de guerre contre l'URSS, ne joueront pas le même rôle de traîtres et de canailles qu'en 1914 ?

La fautive ligne suivie en Chine et la fautive ligne suivie dans la question du comité anglo-russe sont étroitement liées. La même ligne passe à travers la politique de l'Internationale communiste. En Allemagne, on exclut des centaines et des centaines de prolétaires de gauche, l'avant-garde, pour le simple fait de

s'être solidarisés avec l'opposition russe. Les éléments de droite ont de plus en plus d'influence dans tous les partis. Des fautes de droite les plus grossières (en Allemagne, en Pologne, en France et ailleurs) restent impunies ; n'importe quelle critique venant de gauche, mène à l'amputation. *L'autorité du PC de l'URSS et de la révolution d'Octobre est utilisée pour faire dévier les partis communistes à droite de la ligne léniniste.* Tout cela, pris en bloc, empêche l'IC de préparer et de mener, à la manière de Lénine, la lutte contre la guerre.

Les erreurs de la politique intérieure

3. Pour n'importe quel marxiste, il est indiscutable que la fausse ligne en Chine et dans la question du comité anglo-russe prolonge et complète la fausse ligne dans la politique intérieure.

L'économie de l'Union soviétique en général a terminé sa période de reconstitution. Pendant cette période, on a enregistré dans la construction économique des victoires sérieuses. L'industrie, l'économie rurale et d'autres branches de l'économie approchent le niveau d'avant-guerre et même le dépassent (dans le domaine de la coopération on enregistre des succès analogues). Ces victoires sont les meilleures preuves de la justesse de la formule de la nouvelle politique économique, proclamée par Lénine, et la meilleure réponse aux ennemis de la révolution d'Octobre.

Le pays de la dictature prolétarienne s'est révélé tout à fait capable de travailler à la construction socialiste, il a démontré les premiers succès dans ce domaine, préparant ainsi avec le prolétariat d'autres pays la victoire définitive du socialisme dans le monde entier.

Mais l'époque de reconstruction révèle en même temps que des résultats sérieux, de graves difficultés qui proviennent de l'insuffisance du développement des forces productives et de notre retard économique. Elles sont renforcées du fait qu'on les cache aux larges masses du parti. Au lieu d'une analyse marxiste de la situation réelle de la dictature prolétarienne en URSS, on offre au parti

une fausse théorie petite-bourgeoise, « théorie du socialisme dans un seul pays », totalement étrangère au marxisme et au léninisme.

Ce grossier recul du marxisme fait que le parti a plus de difficultés à voir le *contenu de classe* des processus économiques en cours.

Les phénomènes négatifs de l'époque de la révolution que nous visons sont concrétisés par la situation très pénible des larges masses de la population et par des regroupements de classes hostiles au prolétariat.

Les questions *des salaires et du chômage* prennent un caractère plus aigu.

Une fausse politique accélère la croissance des forces hostiles à la dictature prolétarienne : les koulaks, nepmans, bureaucrates. Cela mène à l'impossibilité d'utiliser comme il conviendrait les ressources matérielles du pays pour l'industrie et pour l'économie d'Etat. Le retard de la grande industrie sur les demandes qui lui proviennent de la part de l'économie nationale (disette de marchandises, hauts prix, chômage) et de tout le système soviétique en entier (la défense du pays) renforce les éléments capitalistes dans l'économie de l'Union soviétique, surtout à la campagne.

La croissance des salaires s'est arrêtée, il y a même des tendances à les baisser, pour certains groupes d'ouvriers. A la place du système antérieur qui consistait à augmenter les salaires suivant la croissance de *la production*, actuellement, on applique comme règle générale que les salaires ne peuvent augmenter qu'à condition de l'augmentation du *rendement de l'ouvrier* (intensification du travail : voir § 2 de la décision du congrès des soviets sur le rapport du camarade Kouibchev). En conclusion, l'ouvrier en URSS ne peut, à l'heure actuelle, améliorer son bien-être, non suivant le développement de l'économie du pays et de la technique comme autrefois, mais à la seule condition de se dépenser davantage et de fournir un plus grand effort physique. *C'est la première fois qu'on pose ainsi le problème*, au moment où l'intensification du travail en général, à l'heure actuelle, a atteint le ni-

veau d'avant-guerre et par endroits l'a dépassé ; une telle politique lèse les intérêts de la classe ouvrière.

Chômage, prix, différenciation de la paysannerie

Le chômage grandit, alimenté par les éléments paysans qui quittent la campagne, frappe aussi les cadres du prolétariat industriel. L'augmentation de l'armée des sans-travail empire en général la situation économique de la classe ouvrière.

Les conditions de logement des ouvriers, dans divers endroits, empirent dans le sens du surpeuplement et de la restriction des droits locatifs.

Les dangers grandissants provenant de cet état de choses sont clairs, car les rapports entre le parti et la classe ouvrière sont les éléments décisifs pour l'avenir de notre Etat ouvrier.

La baisse des prix des marchandises manufacturées n'a été acquise que dans une petite proportion. Malgré le vote de l'opposition au plénum en février de cette année pour la résolution qui se prononçait pour la baisse des prix, toute l'agitation officielle est employée à accuser l'opposition de ne pas vouloir la baisse des prix. Une telle agitation induit en erreur le parti et éloigne son attention des problèmes essentiels de notre politique économique. Tandis que le mécontentement et l'impatience à la ville et à la campagne grandissent, la baisse des prix par ces moyens n'avance pas du tout.

La différenciation de la paysannerie s'accélère. Du mot d'ordre : « Enrichissez-vous », de l'invitation aux koulaks à « s'intégrer dans le socialisme », le groupe dirigeant du CC en est arrivé à passer sous silence le processus de différenciation à la campagne, à sous-estimer ce facteur ; dans la pratique, sa politique a consisté à s'appuyer sur le paysan économiquement fort. Au X^e anniversaire de la révolution d'Octobre, la situation est la suivante : plus de trois millions d'ouvriers agricoles jouent un rôle infime dans les soviets, la coopération et les

cellules communistes ; l'attention et l'aide apportées aux paysans pauvres sont encore insuffisantes. La résolution du dernier congrès des soviets sur l'économie agricole ne dit mot de la différenciation à la campagne. Donc elle se tait sur *la question essentielle* du développement économique et politique de la campagne. Tout cela affaiblit notre soutien à la campagne et entrave l'union de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre avec le paysan moyen. Cette union peut se développer et se renforcer uniquement dans la lutte systématique contre les aspirations exploiteuses des koulaks dont on sous-estime la croissance et le rôle. Une telle politique est grosse de dangers explosifs. Cependant, l'appareil officiel du parti et des soviets frappe à gauche, et ouvre ainsi largement les portes au véritable danger de classe qui vient de droite.

La proposition d'exonérer de l'impôt agricole 50 % des économies rurales, c'est-à-dire les paysans pauvres et peu aisés, est condamnée avec acharnement bien que la situation politique et économique de la campagne la confirme complètement. Quelques dizaines de millions de roubles sur un budget de 5 milliards sont d'une importance tout à fait minime, alors que prendre cette somme sur les économies rurales peu aisées accélère la différenciation à la campagne et affaiblit les positions de la dictature du prolétariat à la campagne.

« *Savoir se mettre d'accord avec les paysans moyens, sans renoncer un seul instant à la lutte contre les koulaks et tout en s'appuyant solidement seulement sur les paysans pauvres* » (Lénine), voilà quelle doit être la ligne essentielle de notre politique à la campagne.

En septembre dernier, nous avons lu un appel signé de trois hauts dirigeants occupant des postes les plus importants (Rykov, Staline et Kouibichev), prétendant que l'opposition, c'est-à-dire une partie de notre propre parti et une partie de notre CC, veulent « voler » la paysannerie. Cet appel promettait, par des économies, de diminuer les dépenses non productives de 3 à 400 millions de roubles par an. En réalité, cette lutte pour les économies menée d'une façon

bureaucratique a conduit à de nouveaux tiraillements contre les ouvriers et n'a donné aucun résultat positif et palpable.

La rationalisation de l'industrie, menée sans plan d'ensemble et réfléchi, a conduit de nouveaux groupes d'ouvriers dans les rangs des sans-travail, sans amener la diminution du prix de revient.

Vu toutes les décisions des deux dernières années qui aggravent la situation des ouvriers, il faut souligner avec force que sans une amélioration systématique et planifiée, lente au début, des conditions de la classe ouvrière, « *cette force productive principale* » (Marx), il est impossible, dans la situation actuelle, de relever ni l'économie ni la construction socialiste.

Pour pouvoir résoudre ces questions brûlante pour le parti de la construction économique dans la situation de rapports de classe compliqués et enchevêtrés à l'intérieur du pays, alors que s'accroît l'offensive extérieure ennemie contre l'URSS et que la révolution mondiale est retardée, *il faut donner vie et force à la démocratie intérieure du parti et renforcer la liaison réelle, vivante et directe du parti avec la classe ouvrière.*

Nous avons besoin d'une discipline de fer dans le parti comme au temps de Lénine. Tout le parti, du haut en bas, à la manière bolchevique, doit être idéologiquement et organiquement « une force collective » fortement soudée, participant réellement et non officiellement, en bloc, à la solution de toutes les questions qui se posent devant le parti, la classe ouvrière et le pays tout entier.

Le régime intérieur du parti, dans ces derniers temps, provoque une baisse immense de l'activité du parti, cette force dirigeante de la révolution prolétarienne. Dans les larges masses de la base du parti se rétrécissent les possibilités de discuter et de résoudre, en pleine conscience, les questions essentielles de la révolution prolétarienne. Cela n'a pu que se refléter de façon négative dans les rapports de la classe ouvrière et du parti et dans l'activité de toute la classe ouvrière.

Le régime instauré dans le parti a été transféré largement dans les syndicats. La classe ouvrière russe, avec l'expérience de trois révolutions faites sous la

direction du Parti bolchevique et de Lénine, cette classe qui a cimenté les fondations du gouvernement soviétique avec le sang de ses meilleurs fils, qui a fait des miracles d'héroïsme et d'organisation, a tout en main pour développer largement ses forces créatrices et ses facultés d'organisation. Mais le régime qui s'instaure actuellement freine toute l'activité de la classe ouvrière, l'empêche de mettre la main à la construction socialiste.

La dictature prolétarienne s'affaiblit dans sa propre base de classe. Au XI^e Congrès, Vladimir Ilitch disait au parti que la tâche principale du travail économique est de savoir choisir justement les hommes, alors que la ligne actuelle est la négation complète de ses indications. Dans la pratique, il arrive, en divers endroits, qu'on évince des usines les ouvriers du parti les plus indépendants, les plus qualifiés et les plus dynamiques sur le plan économique, et on les remplace presque toujours par des éléments qui ne travaillent pas pour le socialisme, mais qui lèchent les bottes de leurs chefs immédiats. La fausseté criante du régime intérieur du parti se répercute ainsi sur les intérêts les plus vitaux de plusieurs millions d'ouvriers.

La situation internationale devient de plus en plus tendue

4. *La situation internationale* devient de plus en plus tendue. Les dangers de guerre augmentent chaque jour. La tâche centrale du PC de l'URSS et de l'avant-garde du prolétariat mondial est de *conjurer « ou même d'éloigner, pour le plus de temps possible » la guerre afin de soutenir et de défendre coûte que coûte la politique de paix que seuls sont capables de mener jusqu'au bout notre parti et le pouvoir soviétique.*

La cause de l'URSS est la cause du prolétariat mondial. Détourner les dangers d'une nouvelle guerre suspendus sur la tête de l'URSS est la tâche la plus importante du prolétariat mondial. Mais nous ne pourrions réaliser cela en faisant bloc avec les traîtres du conseil général.

Aucune lutte sérieuse pour conjurer la guerre n'est possible avec les Purcell et les Citrine. Nous rapprocher des *ouvriers* social-démocrates et sans-parti et les entraîner dans la lutte contre la guerre, nous ne pouvons le faire que *par-dessus* la tête de ces chefs traîtres, qu'en *luttant* contre eux. Nous demandons que le comité central aide le futur plénum de l'exécutif élargi de l'IC à étudier, dans les détails, sans parti pris, se basant sur des documents, les derniers événements de Chine. (Il faut appeler à ce travail les camarades qui ont défendu notre point de vue). D'autre part, il faut que le comité exécutif de l'IC mette à l'ordre du jour les questions chinoise, anglaise et russe dans *toute leur ampleur*, que dans la presse de notre parti, que dans la presse communiste internationale, on donne la possibilité d'étudier en détail ces problèmes, évidemment avec la prudence nécessaire.

Le renforcement international de l'URSS exige le renforcement de la ligne révolutionnaire prolétarienne à l'intérieur de l'URSS. Nous sommes affaiblis par le blocage des salaires, par l'aggravation des conditions d'embauche des ouvriers et par la croissance continue du chômage. Nous sommes affaiblis par la fausse politique envers les paysans pauvres, les fautes dans notre politique économique, par la défaite des ouvriers anglais et de la révolution chinoise et par un mauvais régime intérieur du parti.

Toute notre politique souffre de l'orientation à droite qu'on lui a donnée. Si le nouveau coup préparé contre la gauche, contre l'opposition est exécuté, cela déliera complètement les mains aux éléments de droite, non prolétariens et antiprolétariens. Les coups sur la gauche auront pour conclusion logique la victoire des Oustrialov. Oustrialov exige ce nouveau coup contre l'opposition depuis longtemps, au nom de la théorie de la néoNep. Oustrialov est l'ennemi le plus acharné du bolchevisme, le plus logique, le plus conséquent. Les administrateurs satisfaits, les bureaucrates, les petits-bourgeois arrivés aux postes de commandement, qui regardent la masse d'en haut, sentent le terrain de plus en plus ferme sous leurs pieds. Ce sont tous des

éléments de néoNep. Derrière eux se tiennent les Oustrialov spécialistes puis les nepmans et les koulaks qualifiés de paysans économiquement forts. C'est de ce côté que vient le véritable danger.

Les changements ne sont pas aussi visibles dans les questions intérieures que dans les problèmes de politique étrangère car les processus internes se développent beaucoup moins vite que la grève générale anglaise et la révolution chinoise. Mais les tendances fondamentales de cette politique sont les mêmes là-bas qu'ici. Et plus leur maturation est lente à l'intérieur du pays et plus leur manifestation risque d'être grave.

Lénine définissait l'Etat soviétique comme un Etat ouvrier avec une déformation bureaucratique dans un pays où la majorité de la population est composée de paysans. Cela a été dit en 1921. *Cette définition de Lénine est plus juste aujourd'hui que jamais.* Pendant les années de la Nep, la nouvelle bourgeoisie des villes et des campagnes s'est transformée en force réelle. Dans une telle situation, porter un coup contre l'opposition, ne veut rien dire d'autre qu'essayer parmi les cris hypocrites sur l'unité (« *les initiateurs de toute scission crient toujours le plus fort pour l'unité* », disait Engels), de discréditer et de détruire *l'aile gauche prolétarienne, léniniste, de notre parti.* Une telle destruction signifierait le renforcement rapide, inévitable, de l'aile droite du PC de l'URSS ainsi que la subordination des intérêts du prolétariat aux intérêts des autres classes.

L'unité du parti

5. Nous avons toujours besoin de l'unité du parti, surtout dans les conditions présentes. Lénine nous a appris que le bolchevik doit viser à l'unité sur la base de la ligne politique révolutionnaire et prolétarienne. Dans les conditions historiques les plus pénibles, pendant les années d'illégalité ; puis, en 1917, quand, en pleine guerre, nous luttions pour le pouvoir ; en 1918, quand dans la situation effroyablement difficiles et sans précédent on discutait de la paix de Brest-Litovsk et dans les années qui suivirent, du temps de Lénine, le par-

ti discutait ouvertement les points litigieux et trouvait le bon chemin vers une véritable unité, non factice. Cela nous a sauvés dans des situations beaucoup plus difficiles que celle de maintenant.

Le danger principal provient de ce qu'on cache les véritables divergences au parti et à la classe ouvrière. Toutes les tentatives de poser des questions litigieuses devant le parti sont dénoncées comme un attentat à l'unité du parti. La fausse ligne façonnée, en haut, mécaniquement, crée officiellement l'unité factice et le « tout va bien ». En réalité, cet état de choses affaiblit les positions du parti dans la classe ouvrière et entrave les positions de la classe ouvrière dans la lutte contre ses ennemis de classe. Il empêche la croissance politique de notre parti pour une juste direction léniniste, et doit inévitablement susciter des dangers extrêmement sérieux pour notre parti, au premier tournant brusque, au premier coup sérieux, et dans le cas d'un bouleversement intérieur.

Voyant clairement ces dangers, nous jugeons qu'il est de notre devoir de prévenir le comité central précisément pour rassembler les rangs du parti sur la base d'une politique léniniste dans les questions internationales et intérieures.

Comment éliminer les divergences, comment redresser la ligne de classe sans nuire, dans la plus petite mesure, à la tâche de l'unité du parti ?

Comme cela se faisait toujours du temps de Lénine.

Nous proposons

Nous proposons que le CC décide les choses suivantes :

1. Au plus tard trois mois avant le XV^e Congrès du parti, convoquer le plénum du CC pour examiner à l'avance toutes les questions du XV^e Congrès.

2. Ce plénum devra faire tout son possible pour élaborer des décisions *unanimes*, ce qui permettrait de garantir le maximum d'unité du parti et liquider les luttes intestines.

3. Ce plénum devra charger la délégation du PC de l'URSS à l'IC de prendre dans l'Internationale diverses mesures pour faire réintégrer dans le par-

ti les camarades exclus qui le demanderont à l'IC et qui sont toujours sur la plate-forme de l'IC (il est évident que cela ne concerne nullement Katz et Korsch).

4. Si néanmoins, au sein de ce plénum spécial du CC, se font jour des divergences de principe, elles devront être, en temps voulu, formulées et publiées. Chaque camarade devra avoir la possibilité de défendre son point de vue devant le parti, dans sa presse et dans les réunions, comme cela existait du temps de Lénine.

5. La polémique devra être menée dans les cadres stricts de la camaraderie et l'efficacité sans être aiguïsée et exagérée.

6. Les projets de thèses du CC, des organisations de base, de membres du parti ou de groupes de ceux-ci, devront être publiés dans la *Pravda* (ou dans l'annexe de la *Pravda*), ainsi que dans toute la presse du parti de province, environ deux ou trois mois avant le XV^e Congrès du parti.

7. Le mot d'ordre principal pour la préparation du XV^e Congrès de notre parti devra être *l'unité*, une unité réelle, léniniste du PC de l'URSS.

P. S. : Notre déclaration ayant été retardée par la collecte des signatures, nous sommes obligés de la faire au moment même où, d'en haut, on déchaîne une campagne contre le camarade Zinoviev sous prétexte qu'il a pris la parole le 9 mai dans une réunion prétendument de sans-partis. Ceux parmi nous, qui ont entendu le discours du camarade Zinoviev ou qui ont eu la possibilité de prendre connaissance du sténogramme, sont prêts à mettre leur signature, sans hésitation, au bas de son discours. Celui-ci, dans sa forme modérée et inattaquable, a traduit l'état d'esprit de larges cercles du parti qui poussent un cri d'alarme contre l'envahissement de la *Pravda* par la tendance de Martynov. Le discours du camarade Zinoviev a servi de prétexte pour recommencer la chasse à courre contre lui. Notre résolution le montre : cette chasse contre l'opposition a commencé au moment même où arrivaient les nouvelles de la défaite chinoise.

La campagne menée contre le camarade Zinoviev vise à l'écartier du comité central avant le congrès et, en dehors du congrès, *afin de se débarrasser d'un des critiques de la ligne fausse*. Cela permettrait, pendant la préparation du XV^e Congrès du parti et du VI^e Congrès mondial, d'être débarrassé d'un critique gênant de la fausse ligne du parti. La même chose pourrait demain se répéter avec d'autres membres du CC. De tels moyens ne peuvent que nuire au parti.

La mesure prise sous la pression du bureau politique interdisant la participation du camarade Zinoviev au plénum de l'IC n'a jamais eu de précédent dans l'histoire de l'Internationale communiste. On a éloigné un des fondateurs de l'IC, son premier président — élu sur proposition de Lénine.

La décision d'écartier le camarade Zinoviev, toujours membre de son exécutif, des travaux de l'IC au moment où on examinait les problèmes les plus importants du mouvement ouvrier international, ne peut être expliqué que par le *manque de courage politique* de ceux qui préfèrent des mesures administratives à la lutte idéologique. Ce fait, outre sa signification politique, est une violation grossière des droits formels du camarade Zinoviev membre de l'exécutif

et élu à l'unanimité au V^e Congrès mondial. Ecartier les léninistes ne peut aider à l'unité de l'IC. Cette déclaration servira pour nous accuser de travail fractionnel. Les fonctionnaires prêts à tout, les « plumitifs » de la « nouvelle école » des « jeunes » vont être les premiers à se déchaîner. Mais cette lettre est aussi dirigée contre eux, car parmi eux, il y a des gens qui, au moment du danger, seront les premiers à abandonner la cause du prolétariat. En envoyant cette déclaration, nous faisons notre devoir de révolutionnaires et de membres du parti, conformément à la tradition des véritables bolcheviks-léninistes.

Sous cette déclaration, nous avons collecté, dans un laps de temps très court, quelques dizaines de signatures de vieux bolcheviks. Nous ne doutons pas une seule minute que d'autres vieux bolcheviks se trouvant un peu partout en URSS ainsi qu'à l'étranger, connaissant la teneur de notre déclaration, lui auraient donné leur signature.

Nous ne doutons pas une seule minute que le point de vue exposé dans ce document est partagé par la majorité de notre parti, et en particulier de ses militants ouvriers. Pour qui connaît les ouvriers, membres de notre parti, c'est une preuve que cela est juste.



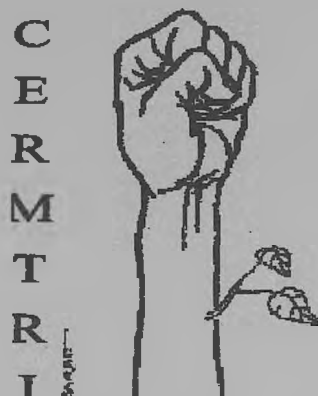
**Zinoviev,
Kamenev
et Trotsky furent
à l'initiative de
la déclaration des 84.**

Cahiers du mouvement ouvrier

Les trotskystes en URSS

**Leurs positions, leur combat, leur extermination
par Staline, leur héritage. Avec des souvenirs
et des documents inédits, en particulier :**

- Documents sur l'écho rencontré dans le Parti bolchevique par le combat de l'Opposition de gauche en 1923 • Lettre d'Adolf Ioffé (12 août 1927)
- Déclarations de trotskystes un moment ralliés à Staline puis revenant sur ce ralliement (1935) • Procès-verbaux d'interrogatoires de militants trotskystes emprisonnés par le NKVD (Milman, Dorochenko, Iakovine, mars-avril 1936) • Souvenirs de Mikhaïl Baïtalski sur la grève de la faim des trotskystes à Magadan (1936-1937) qui dura 100 jours, contenant la confession d'un agent provocateur • Rapport à Nicolas Iejov du chef de la Sécurité d'Etat de Vorkouta sur la grève de la faim et sur les revendications des grévistes...



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

Présentation

Ce numéro ne prétend pas présenter une histoire complète du combat des trotskystes en URSS. Il y faudrait de nombreux tomes et c'est une œuvre de longue haleine à laquelle nous allons nous atteler. Nous présentons ici un certain nombre de textes (pour certains inédits)

issus en grande partie des archives du KGB ou d'ailleurs, et qui illustrent certains moments-clé de leur combat.

Nous replaçons ces derniers documents dans une brève évocation des principaux moments de la lutte des trotskystes en URSS.

Nous invitons le lecteur, pour compléter ce numéro, à consulter les deux petits volumes publiés par les éditions Les bons caractères sous le titre L'opposition communiste en URSS.

Le lecteur peut aussi lire avec profit Communistes contre Staline, de Pierre Broué, et les deux volumes des Cahiers Léon-Trotsky : Les trotskystes en URSS (n° 6 et 7-8).

Mais le titre de ces deux « Cahiers » ne doit pas tromper : ils portent exclusivement sur les discussions vives, passionnées... et passionnantes que mènent les trotskystes, pour la plupart exilés, en 1929-1930.

La richesse de la documentation offerte par Pierre Broué dans ces deux volumes a pourtant son revers : pour les lire avec profit, il faut avoir une certaine connaissance et même une connaissance certaine de la situation internationale (la crise de 1929 et ses répercussions) et de celle de l'URSS à la fin des années 1920, du combat autour du premier plan quinquennal et de la collectivisation agraire, de la lutte de l'Opposition de gauche depuis 1923 puis de l'Opposition unifiée, et enfin des divisions qui apparaissent en son sein sous la pression de l'appareil stalinien, sinon, ces textes serrés et argumentés sont difficiles à comprendre.

Ralliements...

Entre 1929 et 1933, plusieurs centaines de dirigeants trotskystes, par vagues successives, se rallient à Staline pour diverses raisons. La principale en est le scepticisme croissant sur la perspective d'une victoire de la révolution ailleurs dans le monde : la défaite de la révolution chinoise et, plus encore sans doute, la montée du fascisme en Allemagne, qui paraissait hier encore le pays pivot de la révolution en Europe, nourrissent ce scepticisme, et d'assez nombreux cadres de l'opposition tiennent en gros le raisonnement suivant, particulièrement visible chez des cadres disons pragmatiques comme Piatakov : mieux vaut se consacrer à « construire le socialisme » (en réalité simplement contribuer à l'industrialisation du pays et à la collectivisation indispensable de l'agriculture), bref être « utile » à l'URSS dans la pratique, que de rester à moisir sans perspective dans des prisons (qualifiées d'isolateurs).

La victoire du nazisme en Allemagne, qui fait peser une menace mortelle pour l'URSS confortera ce sentiment : c'est elle qui fait « capituler » Racovsky, Sosnovsky et quelques autres. Ce calcul à courte vue s'avérera erroné.

... et retours à la lutte

En même temps, l'échec catastrophique de la politique de Staline — dont, sur le plan international, la victoire de Hitler avec son aide est le signe le plus net — puis son caractère contre-révolutionnaire de plus en plus manifeste suscitent une nouvelle vague d'adhésion au trotskysme de couches plus jeunes de militants communistes ou, comme on le verra par des documents souvent inédits, de ralliés hier à Staline qui reviennent sur leur ralliement et s'engagent à nouveau dans la lutte.

Dès lors, on peut dire sans guère exagérer que pour Staline, tout communiste est un trotskyste potentiel ou en puissance.

Il engage donc une purge sanglante du Parti communiste qui doit déboucher sur la liquidation de tous les trotskystes, seule force organisée — quoi que massivement déportée au goulag — susceptible de traduire en actes une opposition de gauche à la bureaucratie stalinienne et à son système politique totalitaire.

Les trotskystes soviétiques, qui engagent alors de grandioses mouvements de grève de la faim dans les camps, sont exterminés par la bureaucratie stalinienne en 1937-1938. Il ne reste que quatre ou cinq survivants, dont Dogard, arrêté seulement en 1949, que Vadim Rogovine avait rencontré et interviewé en 1994 (le numéro 4 des Cahiers du mouvement ouvrier ont publié cette interview dont nous reprenons dans ce numéro les passages les plus significatifs).

On peut ajouter à Dogard Ivan Vratchev, qui, après avoir craqué et « capitulé », avait accepté — cas très rare — de dénoncer des camarades au NKVD. Il avait, il est vrai, un lourd dossier aux yeux de Staline : il était en effet marié à la sœur de l'un des dirigeants de l'Opposition de gauche, rallié à Staline et condamné à mort lors du deuxième procès de Moscou, Mikhaïl Bogouslavski. Lorsque je l'ai rencontré à Moscou en 1989, il m'avait confié un texte à faire publier en France... dans L'Humanité et nulle part ailleurs !

1 825 trotskystes à la mort de Staline ?

Et pourtant, les statistiques du goulag recensaient 1 825 trotskystes à la mort de Staline. Certes, dans sa fureur hystérique contre tout ce qui pouvait évoquer l'idée même de révolution, Staline, ses sbires et ses policiers collaient l'étiquette de « trotskyste » à tout venant. Evguenia Guinzbourg raconte ainsi avoir rencontré au goulag une paysanne accusée d'être « trotskyste » et qui, ne comprenant pas le sens du mot, l'avait confondu avec un mot voisin « traktoriste » (conducteur ou conductrice de tracteur). Elle se jugeait accusée à tort... puisqu'elle n'avait jamais conduit de tracteur !

Mais ce détournement du mot, utilisé et brandi chaque jour par la bureaucratie et ses journaux partout dans le monde comme équivalent de saboteur, agent de la contre-révolution, du fascisme, etc., ne doit pas obscurcir une réalité : dans la mesure où l'héritage de la révolution, quoique trahi, souillé, trafiqué était encore vivant, il poussait des Soviétiques, surtout des jeunes, à se dresser contre le système stalinien sur des positions où l'on peut voir un héritage, certes appauvri, mais réel, du combat mené par les trotskystes jusqu'à leur dernier souffle.

Les dernières pages de ce numéro tenteront d'illustrer par des faits cette continuité ténue et inconsciente qui se poursuit au-delà même de la chute de l'URSS.

Jean-Jacques Marie

Les trotskystes en URSS

**Leurs positions, leur combat,
leur extermination par Staline, leur héritage.
Souvenirs et documents inédits**



Vladimir Christianovitch Aoussém (1882-1936).

Les trotskystes en URSS

Préambule

Contrairement à une vision trop largement répandue, le Parti bolchevique ne s'est constitué en parti réellement distinct qu'en avril 1917, lorsque Lénine, tout juste revenu d'exil en Russie, empêche la nouvelle réunification avec les mencheviks que la direction des bolcheviks en Russie (surtout Staline et Kamenev) appuyait. Une première réunion préparatoire avait été fixée au 4 avril avec les dirigeants mencheviques. Malheureusement pour les dirigeants bolcheviques, Lénine arriva à Petrograd la veille, le 3 avril, et son discours, tant à la réunion de la fraction bolchevique qu'à la réunion commune avec les mencheviks, mit fin à cette entreprise.

Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) avait scissionné en deux courants, les mencheviks et les bolcheviks, en 1903 ; sous la pression de la révolution de 1906... et sous celle de Lénine pour les bolcheviks et de Martov pour les mencheviks, il s'était réuni en 1906. Au sein du parti unifié se développent deux courants : un courant ultra gauche chez les bolcheviks, dit « ultimatisiste » ou « otzoviste », dirigé par Bogdanov et Krasine, qui voulait réduire l'action du parti à l'action clandestine et refuser toute activité de type légal (entre autres les élections à la Douma), et un courant droitier chez les mencheviks que Lénine qualifie de liquidateur car il veut liquider l'activité clandestine au profit de la seule activité légale, ce qui interdirait toute campagne politique ne se situant pas dans le cadre du respect de la monarchie, comme la lutte pour la république. En 1909, Lénine expulse les ultimatisistes du courant bolchevik, puis, devant la passivité des autres, convoque à Prague, en janvier 1912, une conférence qui affirme représenter la continuité du POSDR et exclut les liquidateurs. La conférence ne proclame pas les bolcheviks en parti distinct, ce qui se manifeste d'ailleurs en ce que les sept députés mencheviques et les six députés bolcheviques élus à la Douma quelques mois plus tard forment un groupe parlementaire unique ; mais les autres courants refusent de reconnaître la légitimité de la conférence de Prague. En mars 1917, au lendemain de la révolution de Février, en l'absence de Lénine toujours retenu en Suisse, les principaux dirigeants du parti bolchevique restés en Russie, Kamenev et Staline, se prononcent pour la réunification avec les mencheviks en un POSDR unifié. L'arrivée de Lénine la veille même de la rencontre entre les deux courants, qui devaient adopter cette décision, bouleverse ce plan. Dès lors, les deux courants s'appellent toujours POSDR puisque la conférence bolchevique de fin avril refuse la proposition de Lénine de changer le nom du parti en Parti communiste (Lénine ne recueille que sa seule voix !), mais il s'agit bien désormais de deux partis distincts.

Dès le début, ce parti connaît des débats intenses et des oppositions profondes.

Ainsi, dès septembre 1917, Zinoviev et Kamenev, partisans d'un Parti bolchevique qui constituerait l'opposition de gauche d'une majorité « socialiste » s'opposent ouvertement (soutenus en sous-main par une bonne partie du comité central) à l'orientation vers l'insurrection proposée par Lénine. Au lendemain de la révolution d'Octobre, ils mènent campagne pour un gouvernement « socialiste » homogène avec les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, membres jusqu'alors du gouvernement provisoire.

Au début de 1918, les sommets du parti se divisent sur l'attitude à adopter dans les discussions d'armistice face aux exigences exorbitantes de l'Allemagne : Lénine veut accepter sans délai, alors que les derniers restes de l'armée s'évanouissent dans la nature ; Boukharine et les communistes de gauche veulent décréter la « guerre révolutionnaire » contre l'Allemagne, et Trotsky propose de faire traîner les négociations en proposant une solution intermédiaire : ni guerre ni paix, qui s'impose un petit moment.

Un peu plus tard, au cours de l'année 1918, se constitue une « opposition militaire » qui prône une armée de partisans plus ou moins autonomes contre l'armée centralisée prônée par Trotsky.

En 1919 se constitue l'opposition dite des « décistes » (initiales des mots russes demokratitcheski tsentralizm ou centralisme démocratique), dirigée par Vladimir Smirnov et Timothée Sapronov. Cette opposition critique l'insuffisance de la démocratie dans le Parti bolchevique.

En 1920, ce que l'on appelle la « question syndicale », c'est-à-dire le débat sur le rôle que doivent avoir les syndicats dans la reconstruction d'un pays entièrement ruiné et détruit par la guerre civile, suscite d'abord sept plateformes différentes, réduites finalement à trois (les « Dix » autour de Lénine ; la plate-forme de Trotsky et des trois secrétaires d'alors du comité central, et celle de l'Opposition ouvrière). Alors que Trotsky veut « militariser » les syndicats, c'est-à-dire en faire les organismes organisant les ouvriers pour la reconstruction de l'économie sous la direction du parti, l'Opposition ouvrière, qui critique aussi l'insuffisance de la démocratie dans le parti, insiste surtout sur la nécessité, selon elle, de confier aux syndicats la gestion de l'économie.

Toutes les oppositions qui se manifestent depuis septembre 1917 mettent en cause une ligne politique, et presque toutes critiquent l'insuffisance de la démocratie, tout en admettant plus ou moins clairement les nécessités imposées par la guerre civile.

L'Opposition de gauche qui se constitue en octobre 1923 autour de Trotsky est un autre type d'opposition, non seulement par son ampleur mais parce qu'elle pose la question de la nature même du parti dirigeant, des évolutions qu'il est en train de subir et du risque de dégénérescence qu'il encourt six ans après avoir pris le pouvoir.

C'est son premier trait distinctif par rapport aux oppositions antérieures. Le second trait distinctif est que l'Opposition de gauche se situe dans la tradition des bolcheviks de 1917 pour qui la révolution russe était un moment et un ressort de la révolution en Europe et que son sort était indissociable du sort de cette dernière. Elle s'affirme donc internationaliste puis se définira au fil des années comme un courant international.

CHAPITRE 1

Lettres au comité central

L'été 1923 est marqué par une profonde poussée révolutionnaire en Allemagne, provoquée entre autres par une inflation gigantesque qui ruine des millions de ménages ouvriers ; un regain d'espoir soulève les militants : l'isolement de la Russie soviétique va être rompu. Trotsky y puise une raison d'entamer une campagne pour la démocratisation du parti, l'industrialisation et la planification économique, c'est-à-dire à la fois sur la politique à mener et sur le fonctionnement du parti.

Dans une lettre au comité central du 8 octobre, il dénonce « *le système de la nomination des responsables dans le parti (...), la bureaucratisation de l'appareil du parti qui s'est développée dans des proportions inouïes avec les méthodes de sélection employées par le secrétariat (...), la très large couche de permanents qui, en entrant dans l'appareil de direction du parti, renoncent complètement à leur opinions politiques personnelles, ou du moins à leur expression ouverte.* »

Pour « *la large masse des adhérents du parti, chaque décision apparaît sous forme d'ordres ou de sommations* ».

L'appareil répond en renforçant son monolithisme et sa mainmise sur le parti. Quatre jours après la lettre de Trotsky, le 12, le bureau d'organisation, contrôlé par Staline, répond par une mesure bureaucratique : il établit la « *nomenklatura* » c'est-à-dire la liste des postes du parti et de l'Etat (les soviets) dont les titulaires sont nommés par le comité central, c'est-à-dire en réalité par le secrétariat, lui aussi contrôlé par Staline.

Le 8 novembre, le secrétariat ordonne à la section de répartition des cadres du comité central (l'Outchraspred) d'effectuer « *une révision systématique des sommets dirigeants* », à commencer par la liste des membres de la nomenklatura établie un

mois plus tôt. Le secrétariat, c'est-à-dire l'équipe de Staline, nomme qui il veut où il veut.

“Le parti est remplacé par un appareil bureaucratique sélectionné”

Une semaine plus tard, quarante-six cadres du parti reprennent le réquisitoire de Trotsky dans une lettre confidentielle au comité central. « *La crise économique et financière qui a éclaté à la fin de juillet de cette année (...) a révélé inexorablement l'incapacité de la direction* » dont les mesures empiriques au coup par coup préparent une catastrophe économique et donc politique. Cette situation exige un grand débat sur ses causes et sur les remèdes à y apporter. Or la démocratie dans le parti est moribonde. La libre discussion y a pratiquement disparu. Ce n'est plus le parti qui élit ses dirigeants mais ces derniers qui désignent les délégués aux congrès. Les militants critiques ou en désaccord ne font leurs remarques qu'en privé et s'ils sont sûrs de la discrétion de leur interlocuteur. Ce « *régime intolérable détruit le parti en le remplaçant par un appareil bureaucratique sélectionné (...) incapable de faire face aux crises et qui menace d'être totalement inefficace face aux événements graves qui s'annoncent* ».

En fait, « *le parti est remplacé par un appareil bureaucratique sélectionné* » qui, ce que l'opposition soulignera plus tard, tend à aggraver lourdement l'inégalité sociale entre l'élite dirigeante et la base, alors même que la classe ouvrière vit encore dans la misère engendrée par la ruine de la Russie, quasiment détruite par la guerre civile.

Ces deux textes sont l'acte de naissance effectif de l'Opposition de gauche. Trotsky et les quarante-six vont plus loin que Lénine dix mois plus tôt : Lénine critiquait brutalement l'appareil d'Etat comme un héritage du passé mais n'évoquait pas l'appareil du parti dont il disait seulement qu'en accédant à sa tête Staline avait acquis un « *pouvoir illimité* ». S'il dénonçait le « bureaucratisme » de l'appareil d'Etat, il ne disait mot de celui du parti, sans doute pour ne pas l'affronter de front avant d'avoir écarté Staline et forgé une nouvelle direction. Trotsky, lui, le prend de front et associe sa revendication de la démocratie dans le parti à la nécessité d'un plan économique unique et centralisé et à celle d'un plan d'industrialisation.

“L'inégalité criante entre les sommets et la base”

En Allemagne, le 22 octobre, faute d'un accord avec la gauche sociale-démocrate, la direction du PC allemand, avec l'aval de Moscou, décommande l'insurrection décidée. C'est la débâcle, d'autant plus démoralisante qu'elle s'est produite sans combat effectif. Or la lettre que Maguidov, le secrétaire du Parti communiste de l'oblast de Poltava en Ukraine, adresse le 10 novembre 1923 à Staline le montre : la révolution en Allemagne dominait même les soucis quotidiens d'ouvriers, révoltés, écrit-il, par « *l'inégalité criante* » entre « *les sommets* » et la « *base* », et les privilèges que s'attribuent les bureaucrates. Les mineurs du Donbass, « *plus mal logés que des bestiaux* » et payés très irrégulièrement, ont massivement fait grève en octobre en expliquant : « *Nous aurions réglé nos comptes (...), mais voilà, il est impossible de trahir la révolution allemande* » dirigée par les communistes allemands que les mineurs ne veulent pas affaiblir. Or l'espoir de la révolution en Allemagne qui romprait leur isolement, attendue depuis cinq ans par les militants et plus largement les ouvriers, s'éteint dans un fiasco. Le désarroi gagne les militants découragés. C'est une étape décisive de la consolidation de l'appareil et de sa victoire. Le sentiment de l'isolement renforce

l'aspiration à resserrer les rangs et à l'unité. L'appareil et Staline vont enfoncer le clou : peu importe ce qu'elle dit, l'opposition divise, fait du raffut, du chahut, nous détourne de nos tâches, nous paralyse. Elle est donc nocive.

Les réponses de la direction du parti à ses initiatives manifestent une crainte certaine : la commission de contrôle, dirigée par un fidèle de Staline, Soltz, décide cyniquement « *d'empêcher le développement d'une large discussion dans le parti* ». La haine de Trotsky rassemble ceux qui, hier, s'opposaient à la révolution d'Octobre qu'il a conduite et les membres et hérauts actuels d'un appareil bureaucratique hostiles à la révolution mondiale qu'ils perçoivent de plus en plus comme une aventure dérangeante pour eux.

La lettre de Maguidov, reçue par Staline à la mi-novembre, éclaire la profondeur de la crise du parti et donc l'écho que peuvent rencontrer Trotsky et les quarante-six. Il juge « *absolument anormal que le comité central n'informe absolument pas les secrétaires des comités régionaux sur la situation intérieure du parti, alors qu'on en parle partout* ».

Il pense à la déclaration de Trotsky et à la plate-forme des quarante-six dont il ne connaît rien. Il dénonce « *l'absence d'une information correcte, rapide, précise* » alors que la base « *désire savoir tout qui se passe en fait* ». Ironie de la situation, il s'en plaint à Staline, qui organise lui-même la rétention de l'information ; ses positions sont proches de celles de Trotsky, mais il n'en sait rien.

Il écrit en effet : « *La vieille garde du parti est très abattue. Il n'y a pas de vie du parti vivante, la pensée du parti stagne.* » Maguidov réclame enfin « *la mise en œuvre décidée et pratique dans la vie de la démocratie ouvrière à l'intérieur du parti* » (1). L'appareil du parti comporte encore des centaines de Maguidov. Staline, Kamenev et Zinoviev, qui forment alors la troïka dirigeante constituée dès 1923 contre Trotsky, veulent empêcher Trotsky de trouver la jonction avec eux. C'est pourquoi, par un apparent revirement, ils font décider l'ouverture d'une discussion publique.

(1) La lettre de Maguidov est publiée en entier dans le numéro 20 des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

Le danger de «dégénérescence opportuniste»

Le 5 décembre, le bureau politique vote une résolution unanime, rédigée en grande partie par Trotsky, annonçant un cours nouveau démocratique dans le parti. Quelques jours plus tard, Trotsky rédige un long article intitulé *Cours nouveau*, qui va mettre le feu aux poudres. Il dénonce le bureaucratisme du parti et de l'Etat et le danger de «dégénérescence» du parti, et il définit l'axe du cours nouveau qu'il faut réaliser : « *Le parti doit se subordonner son propre appareil, sans cesser d'être une organisation centralisée.* »

Il affirme ainsi une règle : un parti n'est révolutionnaire que si l'appareil est son exécutant, non son maître. Ce faisant, il ne peut que dresser contre lui cet appareil, désireux, comme tout appareil, d'échapper au contrôle de ses mandants et de se subordonner complètement le parti. Il pose la question, sacrilège pour l'appareil, de sa bureaucratisation, qui devait se charger ensuite d'un contenu social alors seulement en germe ou virtuel. Certains jeunes opposants crient : « *40 000 membres du parti manient le marteau, 400 000 le cartable.* » Il y a donc 40 000 ouvriers et dix fois plus de bureaucrates.

Ce slogan renvoie à une réalité qui, sauf secousse extérieure, prédétermine le résultat de la bataille engagée par Trotsky et l'opposition : en 1923, le parti compte 35 000 ouvriers sur 370 000 membres (soit 9,5 %). Les deux tiers de ses membres sont des employés (et donc des salariés) des divers appareils dirigeants, du parti, des soviets, de l'économie, des syndicats, des coopératives et de l'armée. Leur liberté de comportement et de pensée est donc limitée ; plus on monte dans l'appareil plus elle l'est.

La parade de l'appareil

La troïka dirigeante trouve la parade pour interdire toute discussion réelle. Elle déclare « *déplacé* » le développement de Trotsky sur le danger de «dégénérescence opportuniste» de l'appareil du parti de la part d'un homme qui, « *pendant de longues années a lutté contre le bolche-*

visme la main dans la main avec les opportunistes ». Et Zinoviev dénonce dans *Cours nouveau* la résurgence du « trotskysme ». Coller cette étiquette sur la revendication de la démocratie interne et de la planification, c'est les présenter comme la suite des âpres luttes fractionnelles qui, de 1904 à 1917, ont violemment opposé Lénine à Trotsky, favorable à l'unité de tous les courants du POSDR (des ultragauches hostiles à l'activité légale aux liquidateurs qui voulaient réduire à cette dernière l'action du POSDR).

En avril 1913, dans une lettre au menchevik Tchkéidzé, Trotsky vitupérait Lénine : « *La misérable division que Lénine, maître en cet art, exploiteur professionnel de la routine du mouvement ouvrier russe, entretient systématiquement apparaît comme un cauchemar absurde (...). Tout le léninisme en ce moment est fondé sur le mensonge et la falsification et porte en lui les germes de sa propre décomposition* ».

L'Okhrana intercepta la lettre, la copia et archiva la copie. Une fois Lénine réduit au silence, les adversaires de Trotsky diffuseront ce texte découvert en 1921. L'étiquette de « trotskyste » vise donc à présenter l'opposition comme étrangère au combat et à la tradition de Lénine. Elle a une fonction d'exclusion, mais au fil des années finira par définir au yeux de tous la nature d'un courant qui adoptera bientôt la dénomination de « bolcheviks-léninistes » (B-L).

Les cellules du parti votent. A Moscou, l'opposition l'emporte dans 40 cellules sur 72, elle a la majorité dans les cellules de l'Armée rouge et du Guépéou, un tiers des voix dans les cellules ouvrières où la pression de l'appareil en cette période de chômage est plus forte qu'en faculté ou dans les casernes. Dans l'arrondissement de Bauman, la direction n'obtient que six voix sur plusieurs centaines.

L'opposition l'emporte dans la ville minière de Iouzovka, en Ukraine — où, parmi les jeunes mineurs qui votent pour elle, figure un certain Nikita Khrouchtchev, qui devra racheter ce péché de jeunesse pour faire carrière dans l'appareil —, dans le centre textile d'Ivanovo-Voznessensk, où fut, en 1905, constitué le véritable premier soviét. Elle obtient un grand nombre de voix à Riazan, Penza, Kalouga, Simbirsk,

Tcheliabinsk. Mais la troïka trafique impudemment les votes et les résultats publiés dans la *Pravda*.

Grâce au trafic éhonté des votes, l'opposition n'obtient, pour toute l'URSS, que trois délégués à la conférence nationale réunie des 15 au 18 janvier, sans Trotsky dont l'absence l'affaiblit. Il n'assiste pas au comité central des 14 et 15 janvier où Piatakov refuse d'intervenir, car, dit-il, la discussion où l'on assimile l'opposant à un garde blanc n'est qu'une parodie de celles qu'il a connues.

Des témoignages inédits sur l'influence de l'Opposition

On a récemment publié en Russie des documents qui témoignent de la réalité de l'influence de l'Opposition.

Ainsi, la cellule communiste de l'Académie d'éducation socialiste de Moscou vote par 100 voix contre 84 une résolution condamnant les procédés utilisés dans la polémique contre Trotsky :

« La réunion de la cellule de l'Académie de l'éducation socialiste, sans entrer dans la discussion sur le fond de la lettre de Trotsky, exprime sa protestation résolue contre les procédés utilisés par des membres du comité central dans la polémique contre Trotsky et contre ses lettres, pour discréditer Trotsky en tant que communiste expérimenté et qui rabaissent par là même la dignité des membres du comité central. »

Le secrétaire du comité régional d'Odessa du PC ukrainien, Khataievitch, partisan de Staline, manifeste son inquiétude dans deux lettres au comité central. Dans la première, il écrit :

« Ces derniers jours dans l'organisation du parti de la ville d'Odessa, on sent fortement, en rapport avec la discussion et avec la forme qu'elle a prise à Moscou, la montée d'un mécontentement combiné d'éléments d'opposition de "la base" aux "sommets" et de toutes sortes d'éléments venus des autres partis désireux d'élargir leur place et leur influence dans le parti, et d'éléments faibles et instables désireux d'affaiblir et d'ébranler le cercle de la discipline du parti. »

Cette langue de bois bureaucratique laisse entendre qu'un vif mécontentement social (l'opposition de la « base », qui travaille dans des conditions souvent difficiles, aux « sommets », qui dirigent confortablement installés dans leurs bureaux) se conjugue avec une aspiration à la libre discussion démocratique.

Dans une seconde lettre, Khataievitch est plus clair encore :

« La discussion à Odessa a pris un caractère vif. Dans l'arrondissement de Peryspsko-Slobodski, le comité d'arrondissement puis les cadres du parti ont adopté une résolution dans l'esprit de l'Opposition. Cette résolution a été ensuite adoptée (par 190 voix contre 140) à la réunion générale des militants, qui s'est déroulée dans une atmosphère extrêmement tendue, atmosphère à laquelle, il faut le remarquer, ont succombé le secrétaire du comité régional et moi personnellement. Nous avons porté sur la résolution adoptée un jugement très brutal et avons perdu notre sang froid. »

En un mot Khataievitch et le secrétaire du comité régional, furieux d'être mis en minorité, situation intolérable pour un apparatchik, se sont mis à hurler et à injurier les opposants.

Khataievitch ajoute que « 60 % des orateurs qui sont intervenus contre la ligne du comité central sont d'anciens membres d'autres partis (des intellectuels) ou des jeunes d'origine petite bourgeoise, et que 30 % du reste se sont auparavant associés aux oppositions de toutes sortes apparues les années précédentes ».

Remarquons que les rapports ne distinguent jamais les membres d'autres partis (menchevicks, socialistes-révolutionnaires de gauche ou de droite, anarchistes)... lorsqu'ils votent pour la résolution de la majorité. Ils n'ont droit à être ainsi distingués que s'ils votent pour l'Opposition. Quant aux « jeunes d'origine petite bourgeoise », ce sont les étudiants, dont une partie sort déjà de la classe ouvrière...

Khataievitch avoue à la fin de sa lettre : *« Une partie des travailleurs, sous l'influence d'humeurs oppositionnelles de base et du mécontentement devant l'inégalité et des excès, marchent avec ces éléments. »* Les « excès » désignent pudiquement la morgue et les privilèges naissants des

membres de l'appareil. Khataievitch, comme Maguidov, souligne ainsi la réalité d'un antagonisme qui repose en partie sur un refus par la base des privilèges (encore relativement modestes et destinés à se développer au fil des ans) et qui a donc un fondement à la fois social et politique. Bien évidemment, cet antagonisme n'existe pas seulement à Odessa ou à Poltava...

Le secrétaire du comité régional de Penza, Orlov, dans son rapport à la conférence régionale de Penza, avoue, dans une langue de bois déjà bien formatée, la profondeur de l'influence de l'Opposition en déclarant :

« La discussion sur la démocratie interne du parti a montré que notre organisation ne s'est pas libérée de l'influence petite-bourgeoise. Certaines organisations de districts et une partie de l'organisation de la ville se sont associées à la ligne de l'Opposition. La discussion s'est infiltrée dans tous les pores de notre organisation. »

Dans la discussion à la conférence de Penza, un orateur se lamente : *« Qui est coupable du fait que nous avons voté pour l'Opposition ? Le coupable, c'est notre inconscience, notre méconnaissance du léninisme. »*

Le Guépéou suit évidemment le cours de la discussion avec une grande attention. L'un de ses agents note : *« La majorité des étudiants communistes de Moscou adopte le point de vue de "l'Opposition" et seule une petite partie soutient la résolution du comité central. »* Parmi les membres de cette petite partie figure, ce que ne men-

tionne pas l'informateur, et pour cause, un étudiant inconnu, Gueorgui Malenkov, qui, dans sa faculté, note le nom de ceux — nombreux — qui votent pour l'Opposition. Cette faculté policière l'amènera jusqu'à être, dès la fin des années 1930, responsable de la section des cadres du comité central.

Tous les documents cités dans cette partie du texte sont extraits du volume : *РКР (b) Vnoutripartiinaia Borba v Dvatsatie Gody, Rosspen 20054* (le PCR[b] et la lutte interne du parti dans les années 1920), pages 382-385 et 410.

L'échec de la révolution allemande

Trotsky avait exigé que le parti se subordonne son appareil. Le découragement suscité par l'échec évitable de la révolution allemande a renforcé le poids de ce dernier et son contrôle sur le parti. Aucune perspective prochaine de révolution ailleurs ne peut desserrer son étreinte sur une couche militante de plus en plus passive. Qu'en déduire concrètement ? Quelle nouvelle bataille engager ? Le parti qui a conduit la révolution d'Octobre serait-il mort ? C'est ce que pensent ceux qui le quittent à ce moment-là. Pour Trotsky, les jeux ne sont pas faits, mais dans l'immédiat, faute d'un enjeu qui modifierait les conditions de la bataille perdue, il juge urgent d'attendre et de réfléchir.



Christian Racovsky (1873-1941)

CHAPITRE 2

La rupture avec Lénine ou l'invention du "socialisme dans un seul pays"

Staline va un an plus tard donner une nouvelle dimension à la lutte en cours. En novembre 1924, il rompt avec la conception bolchevique de la révolution russe comme part et moment de la révolution mondiale en proclamant la possibilité de « *construire le socialisme dans un seul pays* ». Lénine, dans son dernier écrit, *Mieux vaut moins mais mieux*, soulignait cette impossibilité en affirmant : « *La situation internationale fait que la Russie est aujourd'hui rejetée en arrière* » et la productivité du travail s'est effondrée. Les puissances capitalistes européennes « *ont, écrit-il, accompli leurs tâches à moitié. Elles n'ont pas renversé le nouveau régime instauré par la révolution, mais elles ne lui ont pas permis non plus de faire aussitôt un pas en avant.* »

Certes, ajoute-t-il, « *il ne saurait y avoir une ombre de doute quant à l'issue finale de la lutte à l'échelle mondiale* », mais il s'inquiète : « *Saurons-nous tenir avec notre petite et très petite production paysanne, avec le délabrement de notre pays, jusqu'au jour où les pays capitalistes d'Europe occidentale auront achevé leur développement vers le socialisme ?* », jour qui ne lui semble pas proche. En attendant il faut, écrit-il, « *subsister jusqu'au prochain conflit militaire entre l'Occident impérialiste contre-révolutionnaire et l'Orient révolutionnaire* » qui forme la majorité de l'humanité, mais qui doit avoir « *le temps de se civiliser* ». Dans l'immédiat, il faut tenir. Pour Lénine, donc, l'avènement du socialisme en URSS dépend du succès de la révolution en Europe et dans le monde.

Staline, lui, balaye cette vision et affirme, pour la première fois, la possibilité d'édifier le socialisme dans cette Union soviétique délabrée, dans la *Pravda* du 20 décembre 1924 et, ce même mois, dans une

édition modifiée des *Questions du léninisme* où il affirme possible « *l'édification de la société socialiste intégrale par les seules forces d'un pays* ».

Il oppose cette possibilité, consolante pour les déçus de la révolution mondiale, à la « *révolution permanente* » de Trotsky qui repose sur le constat que Trotsky faisait dès 1906 : « *En liant tous les pays entre eux par son mode de production et son commerce, le capitalisme a fait du monde entier un seul organisme économique et politique* ».

Le socialisme ne saurait donc être édifié dans un pays isolé en revenant en arrière sur cette évolution irréversible ; on ne peut construire un socialisme national autarcique alors que le capitalisme a mondialisé l'économie et fait de la planète un marché unique régi par la division internationale du travail entre les divers pays, c'est-à-dire l'interpénétration et la complémentarité de leurs économies.

“Tout ce qui est nécessaire pour construire la société socialiste intégrale”

Staline le nie ; il promet et répète qu'il est possible de construire le socialisme dans l'URSS isolée, malgré son bas niveau des forces productives.

La révolution permanente niant cette possibilité, il la dénonce comme une « *désespérance permanente* » qui offrirait à la révolution russe une seule perspective : végéter et pourrir sur pied dans l'attente impuissante de la révolution mondiale. Il précisera deux ans plus tard : « *Nous avons*

tout ce qui est nécessaire pour construire la société socialiste intégrale », alors que l'URSS, malgré son imposant développement économique, ne sortira jamais de la pénurie.

Avec ce rêve autarcique, il apparaît comme l'homme de la grande promesse à un appareil du parti sorti d'années de secousses révolutionnaires et désireux de jouir des fruits d'une victoire toujours menacée. L'appareil, débarrassé du souci de la révolution mondiale à préparer, applaudit. Il jouira du « socialisme » chez lui sans se soucier des ouvriers du monde.

Comment ce jeune appareil qui n'est encore que l'embryon de la nomenklatura avide et cynique des années 1940 ou 1960 ne se reconnaîtrait-il pas dans le porteur de cette bonne nouvelle ? Il a besoin de cette feuille de vigne idéologique. Le socialisme dans un seul pays devient la théorie officielle de la majorité puis du parti.

Boukharine, jusqu'en 1922 à l'extrême gauche du Parti bolchevique mais véritable désenchanté de la révolution mondiale, à laquelle, lors des débats sur la paix de Brest-Litovsk, il se déclarait prêt à sacrifier la révolution russe, donne la véritable dimension de la nouvelle théorie en annonçant la construction du « *socialisme à pas de tortue* ».

Le heurt entre lui et la révolution mondiale définit le contenu réel du conflit Staline-Trotsky. Cela apparaîtra pleinement, deux ans plus tard, dans la XV^e conférence nationale du 26 octobre-1^{er} novembre 1926. Trotsky y affirme alors : « *Nous ne construirons jamais le socialisme à pas de tortue* (slogan de Boukharine — NDA) *car le marché mondial nous contrôlera de plus en plus* » ! Pour les apparatchiks, en 1926, la révolution, au-delà des frontières, leur paraît un rêve dépassé et creux. Ce scepticisme deviendra demain hostilité.

Du “socialisme dans un seul pays” à la mort ultérieure de l'Internationale communiste (Comintern)

Le socialisme dans un seul pays va rapidement et profondément transformer

l'Internationale communiste (Comintern). D'instrument destiné à favoriser les révolutions ouvrières dans les pays frappés par la crise économique et sociale, elle se transforme vite en moyen de contrôle politique puis policier sur les différents partis communistes du monde, au compte des intérêts de la bureaucratie vorace et réactionnaire du Kremlin.

Le signe le plus frappant de cette transformation sera la nomination, en 1935, au secrétariat de l'Internationale communiste, de Nicolas Iejov, que Staline chargera, à dater d'octobre 1936, de déchaîner la répression sanglante contre le Parti communistes lui-même et des couches entières de la population laborieuse.

Iejov est nommé au secrétariat de l'Internationale à la fin du Septième et dernier Congrès de l'Internationale communiste qui, pour faire obstacle au dernier ressac de la révolution ouvrière qui monte en Espagne, en France et plus modestement en Pologne, promeut la stratégie des fronts populaires (l'alliance avec des forces bourgeoises viscéralement attachées, sous couvert de « démocratie », à la propriété privée des moyens de production, à la domination des banques et au paiement de la dette par laquelle ces dernières pillent les peuples... tout ce que la révolution russe avait aboli d'un trait de plume ou presque).

Cette transformation progressive de l'Internationale, « épurée » par tranches successives en simple appendice instrumentalisé du Kremlin, aboutira logiquement à sa dissolution par Staline le 15 mai 1943.

L'appareil du Kremlin et Staline auront ainsi réalisé ce que la bourgeoisie n'était pas parvenue à faire : détruire l'Internationale créée dans la continuité de la révolution russe.

Le “commencement de Thermidor”

Trotsky résumera plus tard leur opposition en termes simples : « *A la perspective de la “révolution permanente” la bureaucratie opposait celle du bien-être personnel et du confort* ». Mais cette perspective a des conséquences que ne prévoient ni ses

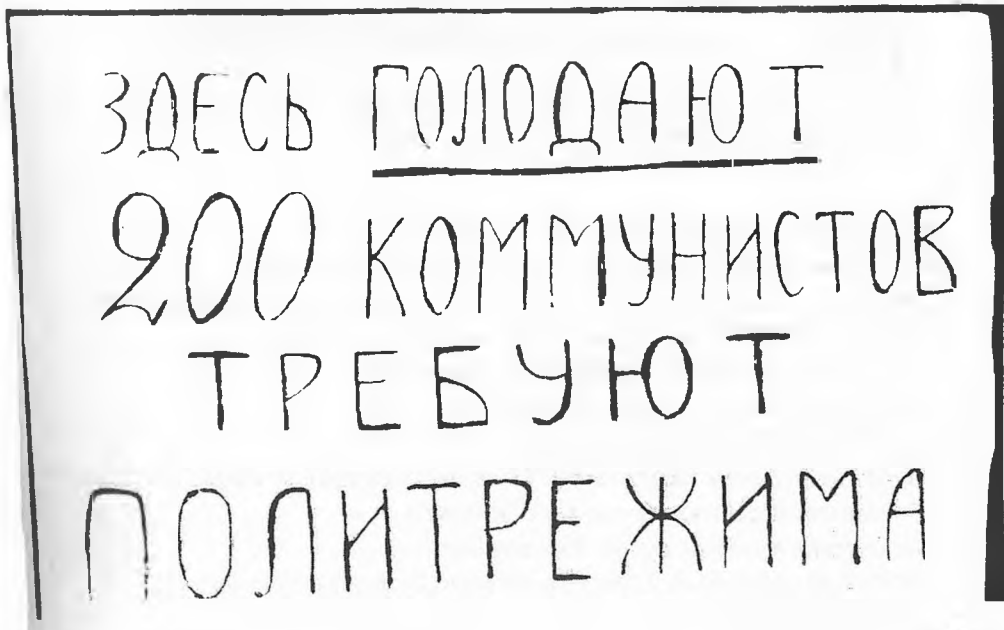
bénéficiaires ni même Staline et que Léon Trotsky dégagera plus tard : « *Pour assurer à des millions de fonctionnaires grands ou petit, leur beefsteak, leur bouteille de vin et autres bonnes choses, il se trouvait qu'il fallait un régime totalitaire* » qui engloutira les vieux bolcheviks bureaucratés.

Il était difficile, en 1923, 1925 et même 1927, de dégager tous les éléments d'une situation encore incertaine et mouvante, puisqu'elle dépendait, entre autres, des succès ou des échecs de la révolution dans d'autres pays, et qui se cristallisera définitivement au début des années 1930.

Trotsky écrira plus tard : « *1924, voilà l'année du commencement de Thermidor* » c'est-à-dire le moment où s'amorce la ré-

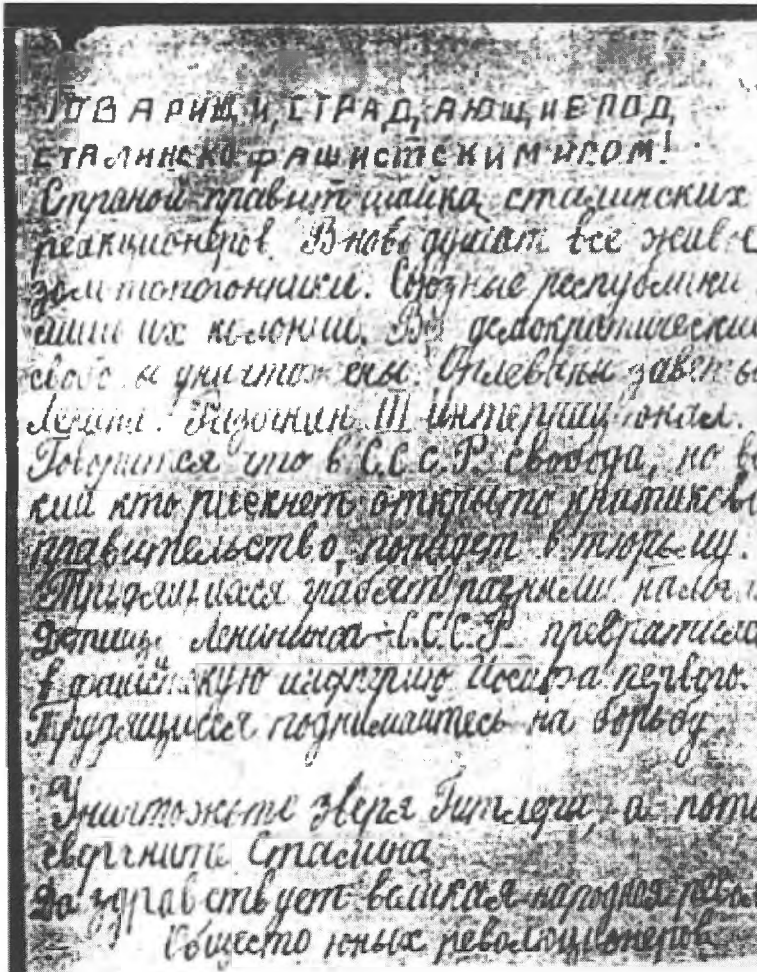
action sociale et politique. Pendant plus de dix ans, Trotsky va préciser, peaufiner son analyse d'un processus, qu'il assimile, en le qualifiant de Thermidor, au phénomène historique qui a mené de la chute de Robespierre et des montagnards au directoire et à ses profiteurs, au consulat, à l'Empire et sa nouvelle noblesse puis à la restauration monarchiste des émigrés.

Il fonde son analogie sur la constatation que toutes les révolutions se déroulent d'une façon similaire, puis constate : « *L'époque révolutionnaire use rapidement les hommes.* » La réaction qui la suit les use plus encore : « *Les hommes se dépensent, les nerfs ne résistent plus, la conscience se dilue et s'effiloche* ».



**“Ici font la grève de la faim 200 communistes.
Ils exigent le régime politique.”**

(Affiche placardée le 12 juillet 1936 à Magadan)



Tract de la société des jeunes révolutionnaires de Saratov dont on lira la traduction ci-dessous (1943).

“Camarades qui souffrez sous le joug stalino-fasciste !

Le pays est dirigé par la bande des réactionnaires staliniens.

Les porteurs de galons dorés étouffent à nouveau tout ce qui est vivant.

Les Républiques fédérées sont simplement leurs colonies.

Toutes les libertés démocratiques sont anéanties.

Les préceptes de Lénine sont bafoués.

La III^e Internationale a été dissoute.

On dit que la liberté existe en URSS, mais quiconque se risque à critiquer ouvertement le gouvernement finit en prison.

Une cascade d'impôts pillent les travailleurs.

L'URSS, la création de Lénine, a été transformée en l'Empire fasciste de Joseph Premier.

Camarades, dressez-vous pour le combat. Anéantissez la bête sauvage Hitler et ensuite renversez Staline !

Vive la grande révolution populaire.”

Société des jeunes révolutionnaires

CHAPITRE 3

La formation de l'Opposition unifiée

Au cours de l'été 1925 se constitue une nouvelle opposition, dirigée par Zinoviev et Kamenev, et qui s'appuie sur l'organisation du Parti communiste de Leningrad. Ecrasée au XV^e Congrès en décembre 1925, elle fusionne, après de longues discussions, avec l'Opposition de gauche pour former l'Opposition unifiée en avril 1926.

Commence alors une lutte de dix-huit mois au cours desquels cette opposition a essentiellement développé une activité de propagande visant, souligne Trotsky, à *« montrer encore et toujours à la masse du parti que l'Opposition se fixe comme tâche, non un deuxième parti et la guerre civile, mais le redressement de la ligne suivie par le parti et par l'Etat par une réforme profonde »*.

Trotsky lie la lutte interne aux développements à l'étranger. Il alerte, le 5 mars 1926 par lettre, le bureau politique sur la grève des mineurs britanniques qu'il sent venir. Il y souligne : la bourgeoisie anglaise doit liquider son industrie minière retardataire. La grève est donc à l'ordre du jour. Mais la direction des trade-unions n'en veut pas ; le Parti communiste est encore trop faible pour avoir une action indépendante ; il reste condamné à une activité propagandiste qui engendre la passivité et l'indécision. Il faut donc aider l'aile gauche du Labour et des syndicats à s'orienter vers la lutte ouverte. Lorsque la grève éclatera deux mois plus tard, le Kremlin préférera l'accord diplomatique avec les dirigeants des trade-unions qui veulent protéger le trône.

C'est en Chine que semble alors se lever une nouvelle vague révolutionnaire. En 1921 s'y est créé un petit parti communiste qui, en 1922, décide, avec l'accord de tous les dirigeants de l'Internationale communiste, Trotsky compris, d'entrer dans le parti nationaliste dit Kuomintang créé par

le fondateur de la République chinoise, Sun Yat-sen, mort en 1923. La Chine est alors soumise aux impérialismes étrangers qui se sont taillé des concessions et ont morcelé le pays entre des seigneurs de la guerre, mafieux à leur botte qui tiennent tout le nord du pays.

Au début de 1925, l'armée levée par le Kuomintang au sud de la Chine et dirigée par Tchang Kai-chek monte vers le nord du pays ; des millions d'ouvriers et de paysans, ébranlés par le choc de la révolution russe et poussés par leur volonté d'indépendance nationale multiplient les grèves et les saisies de terres. Les unions paysannes et les syndicats ouvriers poussent partout comme champignons sous la pluie. Chen Duxiu, le secrétaire du PC chinois, veut alors faire sortir le Parti communiste du Kuomintang pour lui donner l'indépendance qui lui permettrait d'agir. Moscou refuse.

Le 12 mars, Tchang Kai-chek écrase le comité de grève qui dirige, à Canton, une grève de masse commencée seize mois plus tôt, arrête des milliers d'ouvriers grévistes et chasse les communistes de leurs postes dans le Kuomintang. Moscou se tait.

“La voix du parti”

L'opposition décide une « sortie ». Le 30 septembre, Trotsky, Sapronov, Smilga prennent la parole devant la cellule de cheminots de Riazan-Oural'sk qui vote leur résolution. Cette première victoire sera la dernière. Dans les réunions suivantes, des hurlements, des sifflets et des insultes couvrent systématiquement les propos des opposants. Staline ricane : *« C'est la voix du parti ! »* Aucune discussion n'est possible. Les opposants ont le sentiment d'être acculés dans une impasse. Non seulement les escouades de siffleurs et de cogneurs leur interdisent la parole, mais la masse des ad-

hérents, lasse, indifférente, inquiète ou indécise, assiste trop souvent passive à l'affrontement et lève la main pour les dirigeants. Le communiste Ter-Zakharov suggérerait une explication : un ouvrier à l'établi, rappelle-t-il, gagne de 30 à 40 roubles par mois. L'ouvrier communiste qui devient permanent, à l'échelon le plus bas de l'appareil dans le parti, gagne de cinq à six fois plus, autour de 200 roubles. Mal voter, c'est retomber de ces hauteurs, même moyennes, au salaire de misère. Peut-on, dans ces conditions, envisager d'influer sur la politique d'un tel parti, le « redresser » ?

Certains, Sapronov, et Vladimir Smirnov, pensent que non, et donc qu'il faut fonder un nouveau parti ; d'autres, comme Trotsky, Zinoviev et Kamenev, rejettent l'idée que le parti de la révolution est mort. L'Opposition unifiée se désunit donc et doit effectuer une retraite.

Le 16 octobre 1926, les opposants, dont Trotsky, déclarent renoncer à la lutte et se plier aux exigences de la direction. Ils refusent de renoncer à leurs idées, mais reconnaissent le caractère « inadmissible » de leurs activités qualifiées de fractionnelles, désavouent leurs partisans à l'étranger et s'engagent à se soumettre aux décisions du congrès, du comité central et du bureau politique, et même à aider à la liquidation de la lutte fractionnelle et à la « lutte contre toute nouvelle infraction à la discipline du parti ». Cette décision ne fait pas l'unanimité dans les rangs de l'Opposition.

Pour Staline et l'appareil bureaucratique, ce n'est pas suffisant. Ils veulent non seulement que l'opposition renonce à son activité organisée, dite fractionnelle, mais aussi qu'elle renonce à ses idées, en un mot, qu'elle abjure.

Pour l'appareil dirigeant, la réalité sociale dramatique qui se cache derrière les mots sur le socialisme exige la mise au pas totale de l'opposition. Un demi-million de paysans misérables viennent chercher du travail dans les villes alors que l'industrie ne peut en accueillir que 100 000 par an. Il faut s'engager dans la voie de l'industrialisation pour résorber le chômage et aller vers le socialisme dont la réalisation dépend de la victoire de la révolution en Europe. Enfin, Trotsky rejette les conclusions de ceux pour qui l'Etat soviétique n'est plus un Etat ouvrier et veulent logiquement

créer un second parti pour mobiliser la classe ouvrière contre lui. L'Etat soviétique, dit-il, est un état ouvrier avec des déformations bureaucratiques, venant de la pression de la paysannerie aisée et riche et des nepmen, c'est-à-dire les commerçants aisés et les petits ou moins petits patrons qui se sont développés en URSS depuis la proclamation de la Nouvelle politique économique (la NEP) fondée sur le développement partiel d'un secteur privé pour relancer une économie ruinée. Il faut donc combattre dans le parti pour corriger une politique fautive.

Pendant plusieurs mois l'opposition hiberna. Les ouvriers et les paysans chinois vont brutalement mettre fin à cette hibernation. Le 12 avril 1927, Tchang Kai-chek, promu par Staline membre d'honneur de l'Internationale communiste, écrase dans le sang, avec l'aide la pègre locale et la coopération de la police des concessions étrangères, britannique et française surtout, la grève des ouvriers de Shanghai et jette leurs dirigeants communistes dans des chaudières de locomotives. Cette catastrophe réveille l'opposition.

Dans une déclaration, signée par 84 vieux bolcheviks, elle dénonce la politique de Staline et Boukharine en Chine, qu'elle résume en ces termes : paysans et ouvriers ne doivent rien faire qui puisse « repousser la bourgeoisie, effrayer la petite bourgeoisie ». Cette politique a mené les ouvriers chinois à se laisser désarmer puis massacrer à Shanghai par Tchang Kai-chek. Elle la relie à la théorie du socialisme dans un seul pays qui accélère la croissance des koulaks, nepmen, bureaucrates, la différenciation et l'inégalité sociales. Elle appelle à la discussion la plus large et à la restauration de la démocratie ouvrière dans le parti.

A la réunion plénière du comité central et de la commission centrale de contrôle qui se tient fin juillet début août 1927, Staline et sa garde rapprochée exigent l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev. Molotov accuse l'Opposition de « préparer l'insurrection contre le parti et le pouvoir soviétique ».

A la fin de cette réunion, qui ne vote pas l'exclusion demandée, vu les divisions de la fraction stalinienne (Ordjonikidze, le président de la commission centrale de contrôle, se prononçant par exemple contre

l'exclusion), les treize signataires de la plate-forme de l'Opposition unifiée rédigeant une déclaration où ils réclament la réintégration des opposants exclus et affirment :

« Nous combattons de toutes nos forces et par tous les moyens toute tendance à créer un second parti. Nous condamnons tout aussi énergiquement et de façon tout aussi catégorique la politique de scission. Nous exécuterons toutes les décisions du Parti communiste et de son comité central. »

Cette déclaration élaborée par les treize membres du comité central et de la commission centrale de contrôle, rédacteurs de la déclaration de constitution de l'Opposition unifiée, suscite plus que des réserves dans ses rangs, à la fois sur la forme et sur le fond, qui s'expriment clairement dans une lettre (restée à ce jour inédite en français) du vieil ami de Trotsky, Adolf Ioffé.

La protestation d'Adolf Ioffé (lettre inédite)

« Cher Lev Davidovitch

Est-ce que le régime qui a été instauré par la majorité du CC pour tout le parti et contre lequel nous (l'Opposition) menons un combat aussi acharné ne commence pas à pénétrer à l'intérieur même de l'Opposition ? "Les sommets de l'appareil" décident et tous les autres se contentent d'adopter ses décisions. Est-il admissible que les 13 opposants membres du CC et de la CCC aient fait une déclaration au nom de toute l'Opposition sans qu'il y ait une discussion préalable au sein de l'Opposition tant sur le fait même de présenter une déclaration que sur son contenu ?

En ce qui me concerne, je considère le fait même de présenter une déclaration comme une erreur. Même si l'on considère que la majorité du parti est favorable à l'unité du parti, contre la scission, contre les fractions, même en ce cas, il est douteux qu'il faille en déduire la nécessité de présenter une telle déclaration. La majorité du parti est indubitablement marquée par l'opportunisme, mais personne ne déduit de ce fait que nous devons nous aussi faire des concessions opportunistes.

En vérité, le fait que Trotsky et Zinoviev n'aient pas été exclus du CC créera inévitablement dans de larges masses l'impression

de la faiblesse et du désarroi de la majorité. Au nom de ce fait, il fallait donc faire quelques concessions.

Mais d'un autre côté, même si l'on ne fait pas cette interprétation du plenum, le fait même de la déclaration doit aussi susciter l'impression qu'elle est due à la peur de ces camarades de se voir exclus du CC.

*Mais même si l'on croit qu'il était nécessaire de faire une déclaration dans cette situation, ne fallait-il pas d'abord obtenir la garantie de la majorité quelle allait l'imprimer **en entier**. Ensuite n'était-il pas possible d'éviter dans le texte de la déclaration des expressions malencontreuses que l'on y trouve ?*

1) "Nous sommes, bien entendu, inconditionnellement pour la défense de l'URSS, sous le CC existant, avec la direction existante du comité exécutif de l'Internationale communiste." *Bien que cette affirmation soit fondamentalement juste, fallait-il écrire de cette façon et créer ainsi l'impression que nous jugeons cette direction juste et correcte, ne convenait-il pas de dire clairement et nettement pourquoi nous sommes pour la défense de la patrie socialiste même sous l'actuelle mauvaise direction du CC et du comité exécutif de l'Internationale communiste ?*

2) *Sur Thermidor. Là encore il y a beaucoup trop de diplomatie. C'est écrit d'une façon qui crée l'impression que nous "rejetons la pensée" non seulement que "notre parti bolchevique est devenu un parti thermidorien", mais que nous rejetons aussi la pensée que sa direction officielle est devenue thermidorienne.*

3) "Nous exécuterons toutes les décisions du parti et de son comité central" : *fallait-il dire cela ? Pour moi, la déclaration de l'an passé des camarades Trotsky et Zinoviev a fait un grand tort à l'Opposition [la déclaration du 16 octobre 1926 par laquelle Trotsky et Zinoviev suspendaient l'activité de l'Opposition — NDA]. Fallait-il la répéter au nom de l'Opposition, alors même que nous savons à l'avance que nous allons combattre de nombreuses décisions du CC et que le CC utilise cela contre nous en nous reprochant à nouveau de ne pas tenir parole, que nous ne remplissons pas nos promesses ?*

4) "Nous sommes prêts à faire résolument tout pour la liquidation de tous les

éléments de fractionnisme...”, etc., alors qu’un peu plus loin nous faisons reposer la responsabilité de ces “éléments de fractionnisme” sur “la dénaturation du régime interne du parti” ; mais cela est si allusif que personne ne comprendra que nous ne prenons l’engagement de “liquider tous les éléments de fractionnisme” seulement lorsque les “dénaturations du régime interne du parti” signalées auront pris fin. Et si nous n’entreprenons pas aujourd’hui cette liquidation, dans ces conditions, on peut nous reprocher à bon droit de tromper le parti.

Peut-être aurions-nous pu éviter ces erreurs si de telles déclarations avaient été soumises à la discussion au préalable. Et même un oppositionnel qui les considérerait comme des erreurs et serait resté en minorité, aurait eu en tout cas le sentiment de se trouver devant un fait accompli et qu’il devait dès lors porter la responsabilité de ce avec quoi il ne serait pas d’accord. J’aurais demandé de réfléchir à cette question.

Je vous serre la main.

Moscou, le 12 août 1927. »

Le 15 novembre 1927, Trotsky et Zinoviev seront exclus du Parti communiste pour avoir organisé la manifestation dite « contre-révolutionnaire » de l’Opposition le 7 novembre, jour anniversaire de la révolution. Le lendemain, en guise de protestation contre cette décision, Ioffé, gravement malade, se suicidera. Ses funérailles marqueront la dernière manifestation publique de l’Opposition.

On put juger de l’ampleur de l’influence de l’opposition et de sa lutte en rappelant la déclaration d’André Sverdlov, fils de Jacob Sverdlov, le véritable co-dirigeant du Parti bolchevique avec Lénine en 1918, futur colonel du NKVD, en août 1953 :

« A l’âge de 16 ans (...), j’ai succombé à l’automne 1927 à la démagogie trotskyste et à l’école j’ai pris plusieurs fois la parole pour défendre les trotskystes. »

L’opposant Dogard, dans une interview réalisée en 1994, un avant sa mort, par Vadim Rogovine raconte la réalité du combat de l’Opposition.

V. R. : Et en quoi consistait alors votre activité d’opposant ?

O. D. : J’allais aux réunions où prenaient la parole Trotsky, Racovsky et d’autres. Puis je diffusais et j’imprimais les tracts.

V. R. : Vous les diffusiez comment ?

O. D. : On les accrochait ou on les collait aux murs. Dans l’arrondissement de Krania Presnia, un arrondissement à 100 % prolétarien, on les distribuait dans les usines. Je travaillais alors à l’imprimerie des *Izvestia*. On y avait notre groupe, et même, dans la rédaction, nous avions beaucoup de partisans, avec à leur tête Viatcheslav Polonski. Il avait été, surtout en 1923, un militant actif de l’Opposition de gauche. Dans l’imprimerie des *Izvestia*, nous étions en tout douze ouvriers typographes opposants. Nous étions informés immédiatement de toutes les réunions d’opposants à Moscou, car nous avions des camarades liés directement aux dirigeants de l’Opposition. La réunion la plus agitée s’est tenue en octobre 1927, à l’Institut technique supérieur Bauman. Nous sommes arrivés en avance, car nous savions que Trotsky y prendrait la parole. Mais la salle était déjà pleine. J’avais amené des camarades d’autres imprimeries, tous des membres du parti. Vers 6 heures, arrivèrent Trotsky et Kamenev. Après une courte introduction, Kamenev passa la parole à Trotsky. Nous étions environ 2 000 là, à l’écouter, assis serrés les uns contre les autres, au coude à coude... Trotsky avait parlé un peu moins d’une heure lorsqu’un coup fut frappé à la porte. On transmit à Kamenev une note informant que Ouglanov, Iaroslavski (1) et Trifrinovitch (le secrétaire du comité d’arrondissement du parti de Bauman) étaient là et désiraient participer à la réunion.

On a soumis la question au vote, car nous savions que s’ils entraient, d’autres staliniens se précipiteraient avec eux et saboteraient la réunion. On a décidé de ne pas les laisser entrer. Un quart d’heure plus tard, l’électricité s’éteignit. Ils avaient dû couper les fils. Et alors j’ai vu mes voisins sortir des bougies. Ils avaient pensé à tout ! Beaucoup d’entre eux avaient derrière eux l’expérience du travail clandestin... Et c’est à la lumière de ces bougies que Trotsky acheva son discours. Feu et flamme ! Les

murs tremblaient sous les hourrah et les applaudissements.

Je l'avais déjà entendu plusieurs fois parler, et en 1923, et en 1924, et en 1927, à la maison des pionniers sur la Polianka, où il était intervenu devant les komsomols des arrondissements de Khamovnitcheski et de Krasnaïa Presnia. Ses auditoires accueillait toujours Trotsky avec enthousiasme. Mais ce qui s'est passé ce soir-là à l'Institut Bauman dépassait tout ce que j'avais vu auparavant. (...)

V. R. : Et la manifestation du 7 novembre (2) ?

O. D. : J'étais ce jour-là près de l'hôtel National, en face, au coin de la rue Mokhovaïa et Tverskaïa. Sur le balcon se tenaient les chefs de l'Opposition : Smilga, Preobrajenski, Beloborodov. Je les connaissais tous de vue. Près d'eux se tenaient des militaires de l'Académie de l'aviation militaire.

A midi, une colonne de manifestants venus de Krasnaïa Presnia, avec Rioutine (3) à leur tête, est arrivée à la hauteur du National. A ce moment-là, du balcon et du toit, les slogans de l'Opposition ont retenti par mégaphone à l'adresse des manifestants. Rioutine et ses adjoints se sont rués sur le balcon et ont traîné tous les opposants qui s'y tenaient à l'intérieur des pièces. L'un des pogromistes, un grand gars en manteau noir et en bottes, ne cessait de hurler : « *A bas les agents de l'impérialisme britannique !* »

V. R. : A votre avis, combien y avait-il à ce moment-là de partisans de l'Opposition de gauche à Moscou ?

O. D. : Staline a déclaré en juillet 1927, lors de la réunion des cadres du parti de Moscou, que 4 000 militants seulement avaient voté (dans toute l'URSS) pour l'Opposition. C'est un mensonge grossier. La seule ville de Moscou comptait plus de 12 000 opposants.

V. R. : C'est-à-dire 12 000 qui ont publiquement voté pour l'Opposition ?

O. D. : Publiquement, non, moins : environ 9 000 s'y sont résolu. (...)

C'est précisément en septembre 1926 que j'ai été licencié pour mes interventions dans les réunions du komsomol, où j'exposai le contenu des tracts de l'Opposition. A la vérité, ce n'est pas alors que j'ai été exclu du komsomol. On m'a exclu plus tard,

lorsque, le 6 novembre 1927, lors d'une réunion consacrée à l'anniversaire de la révolution d'Octobre, j'ai pris la parole pour exposer la plate-forme de l'Opposition sur les questions de la démocratie dans le parti et dans les syndicats, sur la situation dans le Comintern et sur le chômage. Avant moi, un autre komsomol, manifestement un chômeur, avait pris la parole pour déclarer : « *Il ne reste de la révolution d'Octobre que les yeux pour pleurer.* » (...)

Dans notre foyer, nous recevions pratiquement toutes les lettres que Trotsky envoyait d'Alma-Ata, nous les retapions et nous les reproduisions. Près de 90 % des ouvriers typographes, chez nous, étaient des opposants. Ils travaillaient dans les imprimeries des *Izvestia* et dans d'autres imprimeries. Ils sont presque tous morts, maintenant.

L'un de nos camarades, Lioubovitch, en juillet 1928, est allé illégalement voir Léon Davidovitch à Alma-Ata et est revenu de là-bas avec une photo de Trotsky, sa femme et son fils. A leurs pieds était allongé un berger allemand et Trotsky tenait un fusil de chasse. Nous avons reproduit cette photographie et chacun de ceux qui le pouvaient et le voulaient en achetait un exemplaire. Moi, j'en ai acheté une trois roubles. Et cette année-là, nous avons envoyé à Léon Davidovitch nos souhaits d'anniversaire et d'anniversaire de la révolution d'Octobre en même temps (4).

Pour le onzième anniversaire de la révolution d'Octobre, un meeting solennel fut organisé au théâtre Stanislavski et Nemirovitch-Dantchenko. Kalinine (5) devait y prendre la parole. L'imprimerie des *Izvestia*, considéré comme journal du gouvernement, nous avait donné des invitations. Avant le meeting, des opposants de l'académie Timiriazev sont venus me voir et m'ont donné environ 200 tracts à jeter pendant le meeting. Nous l'avons fait. L'un d'entre nous est descendu éteindre la lumière et, au moment où elle s'est éteinte, nous avons lancé nos tracts du second balcon. J'ai alors, dans l'obscurité, entendu quelqu'un chuchoter : « *Ce sont sûrement les trotskystes... Il faut en informer qui de droit.* » Une voix lui a répliqué : « *Calme-toi, reste assis, ce ne sont pas tes affaires...* » Ils m'ont arrêté le 3 décembre 1928.

V. R. : Que vous a-t-on reproché ?

O. D. : Activité trotskyste. On m'a demandé si je savais qui collait et qui balançait les tracts. J'ai tout nié. Mais, lorsque nous nous sommes retrouvés à la Loubianka, nous avons appris la cause de notre arrestation.

A ce moment-là, venait d'être prise la décision d'exiler Trotsky à l'étranger, et ils arrêtaient préventivement tous ses partisans, et moi dans le lot. Je me suis retrouvé d'abord à la Loubianka, puis à la Boutyrka, à quatre dans la cellule. Je suis resté un mois et demi dans la tour de Pougatchev, puis dans la tour policière.

J'ai été enfermé au cachot pour non-respect du règlement : nous ouvrons les vasistas et nous hurlions à nos voisins pour savoir qui se trouvait dans les cellules voisines.

D'après mes calculs, nous n'étions pas moins de 2 000 internés et presque tous des trotskystes. On nous a gardés trois mois, puis, en mars, on nous a libérés par groupes de cinq.

Moi, je suis sorti le 3 mars avec un sapronovien, un membre du groupe Centralisme démocratique (6). (...)

En 1931, j'ai quitté Moscou et je me suis embauché à l'usine Ouralmach. J'ai vécu d'abord à Irbit, puis à Sverdlovsk.

V. R. : Et après 1931, vous n'avez été au courant d'aucune activité oppositionnelle ?

O. D. : Je suis venu à Moscou en 1933 en congé (...).

V. R. : (...) Y avait-il alors une activité oppositionnelle ?

O. D. : Elle était alors très développée...

V. R. : Quelles preuves en avez-vous ?

O. D. : On nous donnait à lire des tracts sur la tenue en été 1933, en France,

d'une conférence de l'Opposition internationale (7).

(1) Nicolas Ouglanov (1886-1940) était alors secrétaire du comité de Moscou ; Emelian Iaroslavski (1878-1943), membre du comité central, était l'un des propagandistes les plus zélés de Staline ; Ouglanov, partisan de Boukharine, sera destitué en 1929.

(2) Lors de la manifestation du 7 novembre 1927 pour l'anniversaire de la révolution russe, l'Opposition forma son propre cortège et défila avec des banderoles affirmant : « *A bas le nepman ! A bas le koulak ! A bas le bureaucrate !* » Ce fut l'un des motifs de l'exclusion des opposants du parti.

(3) Martemian Rioutine (1890-1937), alors secrétaire du comité du parti de Krasnaia Presnia (quartier ouvrier de l'ouest de Moscou). Partisan de Boukharine, il sera limogé en 1929, puis participera en 1932 à la constitution d'un groupe d'opposants intitulé l'Union des marxistes-léninistes, dont il rédigea les deux textes fondamentaux : *Appel aux membres du PCR (b) et Staline et la crise de la dictature du prolétariat*. Fusillé en 1937.

(4) Trotsky est né le 25 octobre 1879 et la révolution d'Octobre a commencé le 25 octobre 1917, jour de l'ouverture du deuxième congrès des soviets.

(5) Mikhaïl Kalinine (1875-1946), membre du bureau politique, était président du comité exécutif central des soviets, c'est-à-dire théoriquement le chef de l'Etat.

(6) Le Centralisme démocratique était un groupe d'opposition constitué dès 1919, dont les deux principaux dirigeants étaient Timothée Sapronov (1887-1939) (d'où le vocable de sapronovien) et Vladimir Smirnov (1887-1937) (cf. le dossier sur lui dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 2, pp. 43 à 51).

(7) Il s'agit de la conférence dite des Quatre, ou plutôt préconférence ou conférence préparatoire, qui réunit à Paris en décembre 1933 des représentants de l'Opposition de gauche internationale, de deux partis hollandais (RSP et OSP) et du SAP, parti allemand formé d'anciens membres du parti social-démocrate et du PC allemand, qui discutèrent des perspectives de la fondation d'une nouvelle Internationale et adoptèrent une déclaration commune en ce sens.

CHAPITRE 4

Exclusions et répression

A lors que de 1925 à novembre 1927, 970 opposants ont été exclus du Parti communiste, en janvier et février 1928, 2 288 en sont chassés, et le mouvement continue tout au long de l'année 1928 pour atteindre les 8 000 exclus envoyés en exil ou enfermés dans des prisons qualifiées d'« isolateurs politiques » dont le plus important est Verkhné-Ouralsk, aux portes de la Sibérie.

Au VI^e Congrès de l'Internationale communiste (Comintern) Staline fait adopter l'affirmation que la révolution frappe à la porte et que le principal obstacle à sa victoire est la social-démocratie internationale. Cette « analyse » l'amène à écrire que la « social-démocratie ouvre la voie au fascisme », idée souvent traduite par la formule choc : « *La social-démocratie et le fascisme sont deux frères jumeaux.* »

La lettre à Valentinov et la discussion qu'elle suscite

En août 1928, de son exil d'Astrakhan, Racovsky rédige un texte connu sous le nom de « Lettre à Valentinov », qui aborde la question de la nature du pouvoir en URSS. A cette date et longtemps encore, la majorité des opposants de gauche se contentent d'une définition politique de l'appareil qui se hisse peu à peu au-dessus des masses. Ils maintiennent la qualification donnée par Trotsky depuis le début : il s'agit d'un courant « centriste » qui oscille entre la gauche dite trotskyste et la droite boukharinienne favorable à l'édification du « socialisme à pas de tortue » à l'aide du koulak. Or, jusqu'à la rédaction par Trotsky de son ouvrage fondamental *La Révolution trahie* (titre russe : Qu'est-ce que l'URSS et où va-t-elle ?), la question soulevée par Racovsky n'est guère abordée dans les débats souvent vigoureux qui agitent l'Opposition.

Dans sa lettre à Valentinov, Racovsky souligne :

« *Quand une classe s'empare du pouvoir, c'est une partie d'elle-même qui devient l'agent de ce pouvoir. C'est ainsi que surgit la bureaucratie. Dans un Etat socialiste où l'accumulation capitaliste est interdite aux membres du parti dirigeant, la différenciation commence par être fonctionnelle et devient ensuite sociale. Je pense ici à la situation sociale d'un communiste qui dispose d'une automobile, d'un bon appartement, d'un congé régulier, qui touche le salaire maximum autorisé par le parti, une situation bien différente de celle du communiste qui travaille dans les mines.* »

En 1928, on n'est encore qu'au début d'un processus qui va s'amplifier et, entre autres, passer par la suppression — très discrète, clandestine en fait — en 1932, du salaire maximum autorisé pour les membres du parti dirigeant, qui n'auront ainsi plus de limitation réglementaire à leur traitement... Sinon, à quoi servirait la « construction du socialisme dans un seul pays » !

Et Racovsky poursuit :

« *La fonction a modifié l'organe lui-même, c'est-à-dire que la psychologie de ceux qui sont chargés des diverses tâches de direction dans l'administration et l'économie de l'Etat, a changé au point que, non seulement objectivement, mais subjectivement, non seulement matériellement mais moralement, ils ont cessé de faire partie de cette même classe ouvrière (...). La bureaucratie des soviets et du parti (...) constitue une catégorie sociale nouvelle.* »

L'analyse de Racovsky est reprise dans la déclaration dite des sept (Racovsky, son principal rédacteur, Vladimir Kossior, Nicolas Mouralov, Varesenika Kasparova, Otto Aoussemer, Karl Grünstein, Koté Tsin-tadzé), où l'on peut lire :

« *D'un Etat prolétarien à déformations bureaucratiques — comme Lénine définissait la forme politique de notre Etat —*

nous sommes en train de passer à un Etat bureaucratique à survivances prolétariennes communistes. Sous nos yeux s'est formée et continue à se former une grande classe de gouvernants avec ses propres divisions internes, qui s'accroît par la cooptation prudente, directe ou indirecte (promotion bureaucratique, système fictif d'élections). Ce qui unit cette classe originale est une forme, originale elle aussi, de propriété privée, à savoir la possession du pouvoir d'Etat. »

Et les auteurs achèvent ce paragraphe par une citation de Marx extraite de la *Critique du droit de Hegel* : « *La bureaucratie possède l'Etat comme sa propriété privée.* »

Dans une lettre du 5 juillet 1930 deux oppositionnels exilés, G. Khotimsky et A. Cheinkman, protesteront contre cette analyse : « *Nous pensons que la bureaucratie n'est pas une classe et qu'elle ne le deviendra jamais.* »

En même temps ils affirment :

« *La bureaucratie est le germe d'une classe capitaliste dominant l'Etat et possédant collectivement les moyens de production.* » Trois semaines plus tard, l'oppositionnel Trigoubov réagira à cette critique en affirmant :

« *Notre tâche la plus urgente est d'étudier le plus attentivement possible le processus de formation de la bureaucratie soviétique, le processus de transformation de l'Etat soviétique en Etat bureaucratique* », et il souligne :

« *Le grand mérite des documents écrits par le camarade Racovsky dès 1928, c'est la profondeur et la pénétration de l'analyse complète de ce processus. La nouvelle déclaration, en approfondissant cette analyse, en l'étendant aux nouveaux appendices du système bureaucratique, la bureaucratie kolkhoziennaise naissante, en scrutant l'état actuel des choses, constate non seulement que la gangrène bureaucratique menace de dénaturer le contenu socialiste du système soviétique en URSS, mais encore dessine à grands traits les caractères de l'ordre bureaucratique qui peut succéder éventuellement à l'ordre soviétique.* »

Au moment même où Racovsky écrit sa lettre à Valentinov se noue une crise économique et politique en URSS qui prépare de nouveaux alignements.

Le tournant de Staline

Staline se heurte à un mur en 1928. Les prix des trop rares produits industriels nécessaires aux paysans grimpent.

Les paysans aisés et (relativement) riches rechignent à livrer leur blé au prix trop bas fixé par l'Etat. Cette grève perlée menace l'approvisionnement des villes et de l'armée. Staline décide de renouer avec les réquisitions de la guerre civile, puis feint d'y renoncer et augmente les prix d'achat du blé par l'Etat de 20 %, sans grand résultat ; en mai 1928, les difficultés du ravitaillement provoquent des troubles dans plusieurs villes, dont Moscou ; les cartes de rationnement réapparaissent.

Pour faire face à la crise du ravitaillement, Staline esquisse alors en effet les premiers pas vers la collectivisation agricole et promulgue le premier plan quinquennal d'industrialisation du pays. Pour y préparer un appareil du parti éduqué pendant cinq ans à dénoncer la collectivisation comme une dangereuse chimère trotskyste, au comité central d'avril 1929, il attaque les partisans de Boukharine.

L'industrialisation ébauchée à dater du début de 1929 exige la collectivisation. Staline s'y engage contraint et forcé avec une brutalité inouïe. L'industrialisation, en effet, va attirer de la campagne vers les villes des millions de paysans déracinés qu'il faut nourrir. Or les 25 millions d'exploitations paysannes individuelles consomment 85 % de leur production (la très grande majorité d'entre elles consommant toute leur petite production). Comment nourrir les villes dont la population va croître à une grande vitesse, l'armée et l'appareil bureaucratique qui croît lui aussi, et de façon quasi exponentielle, avec les 15 % commercialisables dont les paysans individuels gardent la maîtrise de la vente ?

Les premiers ralliements de Radek...

Ce tournant politique exige le renforcement de la répression contre l'Opposition de gauche, et au premier chef contre Léon Trotsky, son théoricien et son ciment. Staline décide alors d'appliquer à Trotsky l'article 58 du Code pénal qui sanctionne les « *menées contre-révolutionnaires* » et qui,

jusqu'à 1986, servira à envoyer en prison, au Goulag, un long convoi de victimes, et décide de l'expulser hors de l'URSS. Son expulsion en février 1929 gêne l'activité de l'opposition et va faciliter le développement de la crise que le tournant politique de Staline va faire mûrir en son sein dans les mois qui suivent. Pourtant, ni cet exil forcé ni les exclusions massives de trotskystes ne semblent de prime abord entraver sérieusement leur activité.

Ainsi, un rapport du 4 mars 1929 de la section de Leningrad du Guépéou affirme : « *La ligne et les tâches du mouvement clandestin trotskyste, ces derniers six mois, diffèrent de la période précédente : actuellement, le mouvement clandestin cherche toutes les formes et les moyens possibles afin d'organiser une vaste opération auprès des masses ouvrières dans les entreprises industrielles de Leningrad.* »

Pourtant s'annonce au même moment une crise de l'Opposition que le tournant brusque opéré par Staline déstabilise. De nombreux cadres, en effet, y voient la reprise de leur propre programme, certes avec des méthodes critiquables, mais qui leur paraissent secondaires par rapport à la portée, selon eux, de ce tournant politique.

Beaucoup d'opposants sont troublés, voire désarçonnés. Ils réclamaient l'industrialisation, Staline la promulgue, ils exigeaient la lutte contre le koulak, Staline l'engage, ils voulaient brider les nepmen, Staline clamera dans la *Pravda* du 27 décembre 1929 : « *Au diable la NEP.* » Ils se prononçaient pour la collectivisation, Staline la lance, ils voulaient combattre la droite de Boukharine-Rykov-Tomski, Staline rompt avec elle. Ils voient dans ces mesures la reprise de leur politique, la démocratie en moins et la répression en plus.

Un vif débat se déroule dans les rangs de l'Opposition. Un groupe de trois, hésitants, Radek, Preobrajenski et Smilga, cessent bientôt d'hésiter et veulent participer à la mise en œuvre de cette politique.

Ils négocient avec le groupe de Staline, demandent la libération de leurs camarades, puis se rallient sans avoir obtenu la moindre concession. Radek donne à ce ralliement sa forme la plus brutale lorsqu'il explique à des opposants déportés : « *Notre plate-forme a magnifiquement supporté l'épreuve, et, de document de combat, elle*

est devenue la plate-forme du parti. » A cette explication politique il ajoute une dénonciation déjà stalinienne de l'Opposition :

« *La jeunesse qui a rejoint maintenant l'Opposition n'a rien de commun avec le parti et le bolchevisme. Ce n'est qu'une jeunesse antisoviétique. Il faut combattre ces gens-là par tous les moyens. Le tiers des membres de l'Opposition viendra avec nous et ceux qui resteront n'ont rien de commun avec le bolchevisme.* »

« Combattre ces gens-là par tous les moyens » : Radek a déjà saisi ce que Staline et l'appareil veulent. Il va devenir — à la différence des deux autres corédacteurs de sa déclaration, Preobrajenski et Smilga — l'un des plus cyniques porte-parole de Staline, qui le fera pourtant figurer sur le banc des accusés du deuxième procès de Moscou, en janvier 1937, puis lui fera défoncer le crâne par un agent du NKVD qualifié officiellement de... « trotskyste » lorsque Radek aura l'imprudience de confier à ses codétenus que ses aveux au procès étaient truqués.

Dans une gare, le train qui les emmène à Moscou croise un train de trotskystes déportés en Sibérie. Radek tente de les convaincre de se rallier à Staline en leur expliquant : « *A Moscou, il n'y a pas de pain. Le mécontentement des masses ouvrières grandit et peut se transformer en indignation contre le pouvoir soviétique.* »

Comme l'invitation à se rallier à ceux qui ont provoqué cette situation ne les convainc pas, il leur crie : « *J'ai définitivement rompu avec Léon Davidovitch !* » L'appel à soutenir le tournant de Staline rédigé par Radek, Preobrajenski et Smilga, recueille près de quatre cents signatures d'opposants exilés, dont Ivan Vratchev, l'un des rarissimes trotskystes — même ralliés à lui — à qui Staline laissera la vie, et que la *Pravda* du 13 juillet 1929 publie.

Leur déclaration se conclut par une autocritique en règle et un ralliement total au groupe de Staline :

« *La logique de la lutte fractionnelle nous a conduit, en exagérant les divergences apparues (...), à négliger, comme l'expérience l'a prouvé, le fait que la politique du CC était léniniste et qu'elle reste léniniste. C'est pourquoi le XV^e Congrès a vu juste lorsqu'il a condamné notre plate-forme.*

Partant des considérations exposées ci-dessus, nous retirons nos signatures des documents fractionnels, nous nous déclarons parfaitement solidaires de la ligne générale du parti et nous demandons notre réadmission dans ses rangs. »

... à Ivan Smirnov

Cette initiative fait souffler un vent de panique dans les colonies d'opposants exilés. L'Opposition de gauche russe, matrice de l'opposition internationale, se disloque. Un nouveau groupe, dirigé par Ivan Smirnov, engage des négociations avec la direction et aboutit, deux mois plus tard, à une déclaration de ralliement au groupe de Staline, du même ordre que la déclaration de Radek, Smilga et Preobrajenski et qui recueille plus de 300 signatures, dont des dirigeants importants comme Mratchkovsky, Ter-Vaganian (l'un et l'autre condamnés à mort en août 1936 lors du premier procès de Moscou), Bogouslavsky (condamné à mort lors du second procès de Moscou en janvier 1937), Beloborodov. Staline veut utiliser les ralliés en leur interdisant de jouer un rôle politique indépendant. Aussi exige-t-il que leur ralliement soit une capitulation : ils doivent abjurer leurs idées et leurs opinions. Dès lors, ils s'engagent, sans le deviner, dans un long chemin de croix de reniements exigés en reniements acceptés ; le totalitarisme stalinien, régime de crise permanente, ne peut en effet accepter aucune pensée indépendante.

Les déclarations de ralliement d'opposants à Staline se multiplient. L'appareil les publie systématiquement dans le bulletin d'information de l'Internationale communiste, *Correspondance internationale*, soulignant ainsi la portée internationale du combat de l'Opposition.

“La révolution est une grande mangeuse d'hommes”

Lorsqu'il apprend la capitulation de Preobrajenski, Trotsky commente : « *La révolution est une grande mangeuse d'hommes.* » Elle a usé nerveusement, épuisé spirituellement toute une génération. Trotsky déduit des ralliements successifs :

« *Nous avons devant nous la perspective d'une lutte longue, tenace, d'un long travail d'éducation.* » Il pronostique pourtant : « *Après avoir erré et hésité, certains nous reviendront.* » La suite lui donnera raison.

Et il insiste : la démocratie n'est pas un supplément d'âme mais une condition fondamentale de la lutte révolutionnaire, car elle permet aux militants et plus largement aux masses elles-mêmes d'intervenir. Mais surtout, les ralliés à Staline raisonnent en termes purement nationaux, évoquent les seules questions de l'URSS en oubliant le reste du monde.

Peu leur importe en réalité la politique catastrophique dite de la « troisième période », qui, sous le vocable « classe contre classe », dénonce la social-démocratie comme la sœur jumelle du fascisme et organise donc la division brutale et systématique de la classe ouvrière. Or pour Trotsky, puisque le sort final de l'Union soviétique dépend de la lutte de la classe ouvrière des autres pays, la politique internationale du Kremlin est aussi importante que sa politique intérieure. « *Le programme national-socialiste de l'Internationale communiste soucie peu* », écrit-il, les partisans de la capitulation « *dans un seul pays* ».

Certes, entre les deux déclarations de ralliement à Staline, Racovsky a regroupé les opposants qui résistent autour d'une déclaration, contresignée par cinq cents opposants exilés, envoyée le 22 août au comité central. Trotsky, de Prinkipo, y appose sa signature un mois plus tard, tout en considérant qu'elle est déjà dépassée.

Après avoir affirmé que « *le knout dans une main, le “déplacement” à gauche dans l'autre, il est possible de créer chez beaucoup une tendance capitularde* », l'oppositionnel géorgien Koté Tsintadzé définit cinq catégories de « ralliés » :

« 1) ceux qui croient sincèrement au déplacement (le pourcentage est faible) ;

2) ceux qui cèdent à la pression, mais qui restent sur leurs positions (pourcentage assez grand) ;

3) ceux qui s'embrouillent dans les questions litigieuses (parmi les leaders) ;

4) ceux qui admettent le ralliement comme une manœuvre pour continuer le travail (pourcentage faible) ;

5) ceux qui s'insinuent dans l'espoir d'une victoire facile (pourcentage

assez grand, également parmi les "dirigeants"). »

Dès les premiers et timides ralliements d'oppositionnels au cours de l'été 1928, Trotsky avait pronostiqué : « *Staline fut obligé de reconnaître au cours du plenum du CC qu'en plus des 10 000 exclus bolcheviks-léninistes, il en restait au parti deux fois plus, c'est-à-dire 20 000.*

Si Staline donne ce chiffre, il faut donc le multiplier au moins par deux (...). Briser ce courant, ce n'est plus possible, car pour chaque tête coupée, il en repoussera deux. »

Les deux déclarations de ralliements paraissent contredire cette affirmation qui semble, en 1929, très exagérément optimiste, en plongeant l'Opposition dans une crise profonde. Et l'expulsion de Trotsky à Istanbul, en février 1929, en privant l'Opposition de son principal animateur et théoricien, ne pouvait qu'aggraver la crise. Mais ce pronostic aventureux en 1928 se vérifia dès 1932 et encore plus nettement à partir de 1935. C'est pourquoi Staline engagera la liquidation physique de l'Opposition, menée à son terme en 1938.

Les premières grèves de la faim

Les nombreux ralliements d'opposants s'accompagnent d'une aggravation des conditions de détention et d'existence de ceux qui refusent de plier. Les trotskystes internés en isolateur sont systématiquement envoyés au cachot, passés à tabac, voire torturés. Ils répondent alors par une série de grèves de la faim.

Une grève de la faim est déclenchée pour protester contre le fait qu'une sentinelle a tiré sur un détenu et l'a blessé, fin avril 1931, dans l'isolateur de Verkhné-Oural'sk, où se trouve, de loin, la plus grosse concentration de prisonniers politiques, et en particulier de trotskystes ; ils l'arrêtent lorsqu'on leur promet la venue d'une commission d'enquête, puis la reprennent en juillet, jusqu'à une victoire douteuse : une commission leur fait des promesses dont la plupart ne seront pas tenues.

L'une des pratiques stalinienne répandues dès cette époque contre les détenus politiques consiste à ne pas les libérer à la fin de leur peine et à prolonger cette der-

nière par simple décision administrative.

Une seconde grève de la faim est déclenchée dans le même isolateur en mai 1933 pour protester contre cette pratique. Elle dure deux semaines puis est brisée. Une troisième y éclate en décembre 1933 contre la même pratique.

En juillet 1929 est sorti à Paris le numéro un du *Bulletin de l'opposition en russe* rédigé par Trotsky et Léon Sedov qui en assume la responsabilité pratique et assure les communications avec l'URSS. En 1929 et 1930, les typographes du foyer de Dogaard, reçoivent régulièrement des lettres de Prinkipo, dont presque tous les pensionnaires du foyer où les documents de l'opposition circulent prennent connaissance. Des centaines de numéros du bulletin au format de carte postale franchissent la frontière de l'URSS dans les valises de membres de l'ambassade ou de délégations commerciales, poussés par la sympathie pour l'Opposition, la haine de Staline ou l'esprit de fronde.

Le "grand tournant" ?

Le 7 novembre 1929, pour l'anniversaire de la révolution, Staline publie dans la *Pravda*, sous le titre « *Le grand tournant* », un article qui annonce la collectivisation totale. Il fabule : « *Même les aveugles voient que le paysan moyen s'oriente vers le kolkhoze* », alors que dans la réalité il faut contraindre, le paysan à coups de bottes, de fusils voire de mitrailleuses, à entrer en masse dans les kolkhozes.

La collectivisation tournant à la catastrophe, la bureaucratie angoissée se regroupe derrière le guide à la poigne de fer qui s'émancipe alors de son contrôle. Il se hisse au-dessus de l'appareil dirigeant, dont il reste en droit le représentant mais devient de fait le maître omnipotent.

Staline se lance dans la collectivisation avec d'autant plus de brutalité qu'il s'y engage contraint et forcé par la crise alimentaire ; l'avalanche déferle sur la paysannerie stupéfaite. Les détachements du Guépéou ratissent, confisquent jusqu'aux bottes des paysans récalcitrants déportent, mitraillent, et bâtissent des kolkhozes géants sans matériel. La tourmente emporte parfois des villages entiers.

Anciens et nouveaux koulaks sont abattus ou déportés avec des partisans rouges de la guerre civile et d'anciens cadres des Comités de paysans pauvres. La masse des paysans, à la seule exception des garçons de ferme, des bergers et des paysans les plus pauvres (et encore), qui n'ont rien à perdre, renâclent ou se rebellent. C'est la guerre civile. La peur de voir la paysannerie renverser le pouvoir soviétique, pousse de nouveaux opposants au repentir.

En collectivisant brutalement l'agriculture, Staline a-t-il, comme on l'écrit souvent, appliqué la politique de l'Opposition de gauche qui n'avait cessé, depuis sa constitution, de réclamer l'industrialisation, la planification et la collectivisation ? Trotsky n'a-t-il pas d'ailleurs répété que cette bataille de l'Opposition avait sauvé l'URSS en fournissant les matériaux que Staline avait ensuite utilisés dans la hâte, la pagaille, le tapage et la fureur répressive ? Il écrit ainsi, le 31 mars 1934 : « *Toute la politique du gouvernement soviétique depuis 1928 est l'application bureaucratiquement déformée des principes de l'Opposition de gauche.* »

Mais ce « bureaucratiquement déformé » change beaucoup de choses. La plate-forme de l'Opposition était à la fois précise et prudente dans ses propositions sur la collectivisation. Elle affirme d'emblée : « *Seule une forte industrie socialiste peut aider la paysannerie à transformer l'économie rurale sur des bases collectivistes* » ; l'industrialisation progressive de l'agriculture est « *la condition indispensable du développement de coopératives socialistes de production et de la collectivisation* ».

On est très loin du compte en 1929. Il faut donc industrialiser en prenant des mesures transitoires : augmenter les impôts sur les koulaks (qu'il ne s'agit donc pas de liquider car on ne peut imposer une couche... disparue), augmenter régulièrement les dotations aux paysans pauvres qui entrent dans des kolkhozes, en amenant petit à petit la partie la plus nombreuse de la paysannerie au passage à la production collective au moyen de machines.

D'ailleurs, dans une lettre de mars 1930 en réponse à des questions d'opposants soviétiques, Trotsky affirme : « *Dans l'agriculture, [il faut] reporter toute nouvelle collectivisation, expliquer aux paysans les*

limites de nos ressources. Passer de la collectivisation complète à la collectivisation sélective en concentrant nos efforts et nos ressources sur les fermes collectives les plus viables et les plus prometteuses. Mettre un terme à la dékoulakisation. »

Staline, lui, collectivise la terre avec les mitrailleuses d'aujourd'hui et les tracteurs hypothétiques de l'avenir, et annonce la « *liquidation des koulaks en tant que classe* », « liquidation » qui passe par la déportation de près de 400 000 familles paysannes étiquetées koulaks et déportées en Sibérie dans des lieux désolés, sans ressources, outillage ni habitat et souvent condamnées à mourir de faim et de froid.

La collectivisation forcée provoque une vive résistance. Partout éclatent des insurrections paysannes : le Guépéou en recense 1 300 en 1929, et plus de 2 200, auxquelles plus de 800 000 paysans prennent part, pour le seul premier trimestre de 1930. Les paysans, poussés de force dans les kolkhozes, abattent massivement leur bétail : le nombre de moutons passera de 97,3 millions de têtes en 1928 à 32,9 en 1934, le nombre de porcs de 22 à 11,5 millions, le nombre de bêtes à cornes de 60 à 33,5 millions et le nombre de chevaux de 32 à 15,5 millions. L'abattage massif du bétail par les paysans et la résistance paysanne à la réquisition de leurs récoltes affament les villes. Boudionny informe Staline qu'après une chute aussi vertigineuse, les cavaliers de l'Armée rouge seront bientôt obligés d'aller à pied.

Staline se livre alors à une manœuvre à triple détente qu'il perfectionne au fil des années. Il feint de reculer et, dans un article de la *Pravda* du 2 mars 1930 intitulé : « *Le vertige du succès* », réduit la catastrophe à quelques bavures qu'il rejette sur des boucs émissaires. Des cadres locaux, fanatiques de la collectivisation totale, enivrés par les résultats obtenus, auraient voulu les amplifier et les accélérer par une « politique d'adjudant ». Deux semaines plus tard, le comité central confirme ce recul momentané. Staline peaufine plus tard cette tactique en la pratiquant en silence.

La lettre des sept

L'Opposition décide de prendre une initiative pour le XVI^e Congrès du Parti com-

muniste (26 juin-13 juillet 1930). Sept de ses dirigeants (Vladimir Aoussem, Varsenika Kasparova, Vladimir Kossior, Nicolas Mouralov, Christian Racovsky, Kral Grunstein et Koté Tsintadzé) adressent une lettre au congrès. Ils y affirment :

« Le comité central est-il responsable des erreurs commises ? (...) Le comité central considère qu'il n'est pas responsable des exécutants (...). Selon les thèses, l'appareil du parti est responsable. Mais qui éduque l'appareil ? Qui le dirige ? Qui le contrôle ? On sait bien qui, d'autant que tous les secrétaires, de haut en bas, sont pratiquement nommés.

Cela ne retire certes pas la responsabilité de l'appareil, dans la mesure où y travaillent des communistes et non des exécutants aveugles et zélés.

Bien sûr, enfin, le parti tout entier est responsable moralement, dans la mesure où il admet les erreurs et les exagérations. Sont responsables en premier lieu ceux qui voient et comprennent ce qui se passe et n'ont pas le courage d'en parler à haute voix.

En fait, la tentative de rejeter la responsabilité sur l'appareil ne fait qu'approfondir la faute du comité central lui-même (...). *L'appareil a perdu le flair politique, il a cessé d'exprimer correctement ce qui existe dans la conscience des masses.*

Là est la tragédie de notre parti.

Mais le comité central ne peut esquiver la responsabilité sur le fond (...).

Deux mots sur les violences. Elles constituent une méthode habituelle d'action dans notre appareil. Tout le parti connaissait les violences. L'opposition léniniste les connaissait aussi, elle qui, en décembre de l'année passée, a sonné l'alarme tant contre la violence exercée contre le paysan moyen que contre l'ultragauchisme bureaucratique.

Il est étrange que seul le comité central n'ait rien vu, rien entendu, rien su pendant quatre mois et que, même en mars, il lui ait fallu mener une "*profonde enquête*" (...).

Une très grossière erreur politique

La directive sur la collectivisation totale était une très grossière erreur politique, une véritable *déchéance* théorique, violant les

principes fondamentaux du léninisme. Le comité central a oublié que le parti communiste ne peut se poser que des tâches historiquement accessibles. Oubliant cela, il s'est attaché à transformer des petits propriétaires en socialistes à l'aide de l'eau bénite administrative et de l'onction du parti...

Dans la mesure où l'épée de Damoclès de la collectivisation totale est suspendue au-dessus de la paysannerie moyenne, nous n'avons pas la paix à la campagne, mais seulement un armistice armé. Le renouvellement des soulèvements est possible à tout moment (1). (*Les notes sont en pages 36.*)

Dans les propositions de l'opposition de 1927, il n'y avait rien — en particulier l'emprunt obligatoire de blé effectué auprès de la couche supérieure de la campagne — qui dût amener à la politique ultra-gauche de ces derniers mois.

A la base du cours ultra-gauche (2) se trouve l'idée préconçue que l'appareil peut tout faire, qu'il n'a rien à craindre.

C'est l'un des péchés mortels, la comvantardise (3), que Lénine craignait plus que tout et qui est l'une des conséquences du vertige du pouvoir.

Aucun communiste ne doit renoncer à l'usage de la violence révolutionnaire de masse du type de la dékoulakisation de masse (ce qui ne signifie pas encore la liquidation des koulaks en tant que classe !) ni de la transformation de la lutte de classe en guerre civile. Mais de telles transformations supposent des relations extrêmement tendues à la campagne, bref une situation extraordinaire, ne dépendant pas de notre volonté, par exemple la guerre et l'organisation d'une Vendée par nos ennemis.

Jouer à la révolution

Mais enfile en temps de paix la tunique et les bottes de 1919 et mettre quasiment soi-même le fusil dans la main du paysan, provoquer la guerre civile, c'est jouer à la révolution, c'est du jacobinisme d'intellectuels, c'est de la légèreté politique. (...)

Le capital politique de la révolution d'Octobre était infiniment grand. Une bonne partie en a été perdu, mais il s'est aussi d'un autre côté enrichi et il s'enrichit encore. L'attachement au pouvoir soviétique est vivant non seulement chez l'ouvrier et

le paysan pauvre, mais aussi chez le paysan moyen, malgré sa colère et son ressentiment. Les fondements socialistes de la planification nous donnent de grands avantages sur les Etats capitalistes.

Mais en même temps, nous assistons à un grand accroissement de la lassitude physique, des désaccords idéologiques et du désordre politique dans l'armée de la révolution. Il n'y a pas de fermeté de classe, qui permettait de supporter indéfiniment la rouille dévorante de la crise industrielle prolongée, aggravée par le despotisme croissant de l'appareil de l'administration et du parti. (...)

Déclin accéléré du Comintern

Avec l'isolement croissant de la République socialiste, nous assistons au déclin accéléré du Comintern.

La situation interne du parti complique la crise. Jamais ce dernier n'a connu autant de fractions, de déviations et de déviationnistes que maintenant. (...)

La substitution de la nomination ouverte au principe de l'élection, ou dans d'autres cas la réduction de l'élection à une pure formalité ont abouti chez nous à une situation où le pouvoir exécutif est devenu absolument tout. Il dirige, il légifère et il se contrôle lui-même — comme en plus, il s'élit lui-même, la bureaucratie s'est substituée aux masses travailleuses.

C'est une des causes du mépris de l'intérêt des masses et de l'apathie croissante chez ces dernières à l'égard des destinées de la révolution...

Les aspirations politiques de la classe ouvrière organisée dans les rangs du parti comme de sa fraction qui se trouve en dehors se ramènent au rétablissement de la démocratie ouvrière et de la démocratie du parti. Ses aspirations économiques se concentrent sur la révision de la politique salariale et celle des innombrables décrets bureaucratiques sur le « renforcement » de la discipline du travail...

Sans la démocratie ouvrière, sans la démocratie dans le parti, il est impossible de sortir le char du pouvoir de l'ornière où il est enlisé. L'histoire de notre pays au cours de ces dernières années montre que l'appareil ne remarque une de ses fautes que pour

avoir le droit d'en commettre une autre encore plus lourde.

Notre économie pose de la façon la plus aiguë le problème de la réorganisation des organes du parti, des syndicats et de l'Etat. Leur multiplicité, leurs effectifs énormes et leur parallélisme prélèvent d'énormes sommes sur les moyens nécessaires à l'industrie et à l'économie socialiste en général. (...)

Nous n'avons pas cessé de nous considérer comme des membres du PBR(b), bien qu'exclus de ses rangs. (...)

Des persécutions inouïes

Au cours des deux dernières années et demie, nous avons été soumis à des persécutions inouïes, au cours desquelles de nombreux camarades ont perdu la vie. Plus de 300 d'entre eux — dont un bon nombre sont dans un état de santé déplorable — se trouvent internés dans des isolateurs politiques. Le camarade Trotsky a été exilé, avec la collaboration du gouvernement turc, à Constantinople. Chez les exilés, perquisitions, mise en quarantaine postale, arrestations de masse (dont les dernières sont récentes) se multiplient.

Rien de tout cela n'a pu nous faire fléchir dans notre lutte pour le renforcement de la dictature du prolétariat chez nous, pour la révolution mondiale, pour l'unité idéologique et organisationnelle du PCR(b) et du Comintern, pour le pouvoir soviétique et, en même temps, pour la mise en œuvre du droit reconnu par les statuts du parti de *“discuter en toute liberté de toutes les questions qui font problème”* ... »

(Les intertitres de cette lettre sont de la rédaction des Cahiers du mouvement ouvrier.)

(1) Allusion aux insurrections paysannes qui avaient émaillé la collectivisation totale (NDR).

(2) C'est-à-dire la décision de procéder à la collectivisation totale et brutale (NDR).

(3) *“Vantardise communiste”* : expression de Lénine pour désigner le bluff de responsables et militants du parti annonçant réalisables ou réalisés des objectifs hors de portée (NDR).

Mais le congrès n'a plus grand-chose à voir avec un véritable congrès. Il s'ouvre par un cérémonial parareligieux qui reflète le changement de statut et d'image de Staline. Quinze délégations de travailleurs, soldats, marins et paysans choisis se succèdent à la tribune en braillant des slogans enflammés : « *Vive notre guide, l'élève de Lénine, le camarade Staline ! A bas les opportunistes à double face ! Vive le parti et son guide Staline ! Vive notre guide aimé le camarade Staline !* »

Pour la première fois, aucun délégué n'exprime le moindre désaccord, la moindre nuance, la moindre réserve. Staline affirme : « *La crise du blé peut être considérée comme résolue (...). L'approvisionnement en pain peut être considéré comme assuré.* »

Deux ans plus tard, la famine dévastera l'Ukraine, le Kouban, le Kazakhstan. L'unanimité derrière le « guide » reflète la peur, camouflée en adoration factice, qui ronge alors les dirigeants et permet à Staline de se hisser au-dessus de ses anciens pairs.

Pour camoufler le chaos et détourner la colère qu'il suscite vers un faux coupable, Staline décide d'attribuer les multiples ratés et les échecs au « sabotage » d'agents de la bourgeoisie mondiale. Il organise, en septembre 1930, un procès de quarante-huit cadres de l'industrie alimentaire accusés de

saboter le ravitaillement et tous fusillés. Il monte, du 25 novembre au 7 décembre 1930, un procès dit du « Parti industriel », organisation contre-révolutionnaire fabriquée de toutes pièces par le Guépéou.

L'acte d'accusation, minutieusement revu par lui, affirme que le Guépéou a découvert des organisations de sabotage « *dans les transports, l'industrie de guerre, le textile, les constructions navales, les constructions économiques, les produits chimiques, l'industrie aurifère, pétrolière, autres branches de l'industrie* » partout donc ! Ce prétendu Parti industriel, auquel le Guépéou attribue un bureau politique de 50 membres, n'a étrangement pas produit le moindre document à exhiber au procès ! Tout repose sur les aveux — truqués et extorqués — des accusés... Déjà !

La lutte de l'Opposition battue a-t-elle dont été inutile, livrée pour la gloire ou pour l'histoire ?

Nullement, affirme Trotsky. Sans cette lutte, « *le cours de Staline-Boukharine en faveur du koulak aurait abouti à une renaissance du capitalisme.* » Sa critique a contraint la bureaucratie à faire à son programme « *des emprunts importants* ». Elle ne pouvait pas « *préserver le régime soviétique de la dégénérescence et des excès du régime personnel* ». Mais elle a « *barré la route à la restauration capitaliste* ».



Boris Eltsine et A. Bravine

НАРОДНОМУ КОМИССАРУ ВНУТРЕННИХ ДЕЛ СОЮЗА ССР
ГЕНЕРАЛЬНОМУ КОМИССАРУ ГОСУДАРСТВЕННОЙ БЕЗОПАСНОСТИ -

тов.З.Е.О.В.У.

От группы заключенных Воркутского отделения УХТРЕЧЛАГА /ст.Уса/ троцкистов, в количестве сорока человек на имя ЦК СССР, Наркома Внутренних Дел СССР, Прокурора СССР и Н-ка Управления УХТРЕЧЛАГ"а в 3-ой Отдел ГУГБ поступило два заявления с об"явлением голодовки и пред"явлением требований:

1. Независимого от работы политического пайка / по нормам СМЗ/ с надбавкой на климатические условия и с правом получения в сухом виде.
2. Работы по специальности, близкой к специальности или же по выбору и соглашению с политзаключенными.
3. Условия труда по Кодексу Законов охраны труда.
4. Отдельных помещений для политзаключенных, вне зависимости от места работы, с кочной системой, достаточно светлых, чистых и утепленных. Права размещения в этих бараках по выбору самих политзаключенных.
5. Обеспечения действительной медпомощи политзаключенным. Срочного вывоза тяжело больных в нормальные климатические условия.
6. Права беспрепятственного приобретения на свои средства, как зарабатываемых в лагере, так и получаемых с воли - всех продуктов и товаров, появляющихся в ларьках лагеря.
7. Права и всех необходимых материальных условий для совместной жизни семейных.
8. Обеспечения выписки и получения центральных газет и литературы от всех советских издательств.
9. Снабжения обмундированием."

Одно из этих заявлений подписано 40 заключенными, а другое - " от имени голодающих большевиков-левинцев /троцкистов/ старостой" Тригусовым. Оба заявления являются сугу-

Rapport du chef de la Sécurité de Vorkouta à Iejov.

CHAPITRE 5

Une nouvelle vague d'oppositions...

Au même moment la crise politique en URSS ranime l'activité d'anciens opposants ; un ancien partisan musclé de Boukharine, Martemian Rioutine, organisateur en 1927 des commandos de trublions qui terrorisaient les opposants, exclu du parti en 1930, fonde avec des opposants communistes de tous bords une Union des marxistes-léninistes. Selon lui, sur la situation interne du parti et le rôle de Staline, « *Trotsky et les trotskystes avaient fondamentalement raison (...)* ; *l'énorme mérite et service historique de Trotsky (...), c'est sa découverte léniniste juste, faite au bon moment, des germes de la dégénérescence naissante et imperceptible du parti, sa volonté passionnée de ramener le parti sur la voie de la démocratie interne et d'un centralisme démocratique sain.* » Un regroupement s'esquisse sur la dégénérescence bureaucratique du parti que la plate-forme de l'Union dénonce brutalement.

L'Union fait largement circuler son texte, où Rioutine, son ancien adversaire, brosse un portrait contrasté de Trotsky, qu'il qualifie de « *premier publiciste marxiste au monde (...), une volonté de fer, se transformant parfois en entêtement, une forte et brillante individualité, un organisateur remarquable, un tribun d'envergure mondiale* ».

Un opposant de gauche, dans une lettre à Trotsky que Victor Serge lui transmettra après sa libération, évoque la plate-forme de Rioutine et ses rencontres avec d'anciens partisans de Boukharine, Slepkov, Astrov, Maretski et d'autres : « *Tous des anciens trotskophages ont complètement changé et ne cachaient pas — bien sûr dans des cercles intimes — leur nouvelle attitude vis-à-vis de Trotsky et des trotskystes.* »

L'ancien dirigeant des Jeunesses communistes, Vissarion Lominadzé, et le philosophe boukharinien, Jan Sten, rassemblent un groupe d'opposants ; l'ancien trotskyste

Ivan Smirnov, la même année, en rassemble autour de lui une centaine d'autres (dont l'ancien trotskyste Mratchkovski) et charge l'un d'eux, l'ancien trotskyste Holzman envoyé par le gouvernement à Berlin, d'y rencontrer Léon Sedov. C'est l'amorce d'un « bloc » des oppositions, dont Trotsky propose qu'il commence « *pour le moment (donc Trotsky envisage des développements ultérieurs) par l'information réciproque* », eux sur l'Union soviétique et l'Opposition de gauche sur la situation internationale. Cet échange facilitera l'action autonome de chaque groupe.

Au second procès de Moscou, en janvier 1937, Piatakov, brisé par le NKVD, présentera ce bloc antistalinien de 1932 comme une entreprise terroriste visant d'abord à « *écarter par tous les moyens Staline et ses proches auxiliaires (...)*. *En second lieu, Trotsky parlait de la nécessité de grouper toutes les forces antistaliniennes en vue de cette lutte.* » C'est assez juste... à deux nuances de taille près : à « *écarter Staline* », Vychinski ajoute « *par tous les moyens* », pour l'accuser d'avoir voulu l'assassiner ; au regroupement de toutes les forces antistaliniennes, il supprime la précision « *du parti* », pour suggérer que Trotsky voulait rassembler tous les adversaires du régime, monarchistes et fascistes compris. Nuances de taille...

... et d'adhésions au trotskysme

A partir de 1932, et plus encore après la vague de répression déchaînée par Staline au lendemain de l'assassinat du premier secrétaire du PC de Leningrad, Serge Kirov, le 1^{er} décembre 1934, les rangs des trotskystes voient affluer chez eux de nouveaux partisans venus de deux horizons différents :

— d'anciens oppositionnels qui avaient rompu en 1929 et 1930 et reviennent sur leur ralliement,

— de jeunes communistes qui avaient souvent participé avec enthousiasme au plan quinquennal et au lancement de l'industrialisation balbutiante, et sont rebutés par la politique de Staline et les mœurs de l'appareil bureaucratique.

Exemple du premier courant, la déclaration de Benjamin Moïseévitch Poliakov, en date du 30 juin 1935, adressée au comité central, particulièrement significative parce qu'elle part de la situation internationale et des positions dictées par Staline à l'Internationale communiste :

« Je considère comme mon devoir de bolchevik d'informer le CC que, sous l'influence des événements des dernières années, je révisé toute une série de positions exposées dans ma déclaration à la Commission centrale de contrôle du PCR(b) du 29 décembre 1933. Toute la situation dicte la nécessité d'unir les forces du communisme pour la défense de l'URSS et de toute la cause d'Octobre contre l'offensive menée par le fascisme mondial.

Je suis néanmoins profondément convaincu que cette tâche historique mondiale n'est pas réalisable sur les voies de la politique actuelle de l'Internationale communiste (limitation de ses intérêts à la diplomatie soviétique, déclaration de Staline dans sa conversation avec Laval, etc.), ni sur les voies de la terreur déclenchée à l'intérieur du parti par la bureaucratie qui se renforce, terreur qui anéantit dans les prisons et par l'exil des milliers de magnifiques bolcheviks qui donnent leur vie pour la cause de Marx-Engels-Lénine.

Vu ce qui précède, je demande que soit considérée à l'avenir comme nulle et non avenue ma déclaration de soutien inconditionnel à toute la ligne du CC.

30 juin 1935.

Ville de Souzdal,

Isolateur du NKVD. »

Six mois plus tard, un autre repent, V. A. Soussenko, revient sur son ralliement antérieur dans une déclaration au CC et à la CCC du 11 janvier 1936 :

« Trois années de séjour dans l'isolateur politique de Verkhné-Ouralsk non seulement ne m'ont pas convaincu de la justesse de la politique de Staline, mais au contraire ont renforcé mes doutes sur sa valeur.

Je considère l'envoi que je vous avais fait d'une déclaration annonçant que je quittais l'Opposition comme une très grosse et impardonnable faute, et pour cette raison, je considère que la déclaration que je vous fait parvenir aujourd'hui annule la précédente. Politiquement je reviens totalement et entièrement sur les positions des bolcheviks-léninistes. »

De telles déclarations, qui sont en réalité des déclarations de guerre à la direction stalinienne, ne sont nullement isolées. En l'état actuel des connaissances, il est impossible de les chiffrer : des dizaines sans le moindre doute, des centaines peut-être.

Ajoutons que nombre de ceux qui reviennent dans les rangs des bolcheviks-léninistes ne se manifestent pas de façon aussi démonstrative.

Au cours de la vague de répression que Staline déchaîne dès le lendemain de l'assassinat de Kirov en décembre 1934, le Guépéou (rebaptisé NKVD en 1934) soumet systématiquement tous les détenus trotskystes à une batterie d'interrogatoires destinés à leur faire reconnaître l'existence d'un réseau trotskyste clandestin. En règle générale, les trotskystes envoient promener les enquêteurs poliment mais fermement, comme le soulignent les procès-verbaux d'interrogatoires publiés ci-après. Ces revers répétés du Guépéou sont sans doute l'un des motifs qui poussent Staline à monter ses procès de Moscou qui visent à présenter quiconque est étiqueté à tort ou à raison trotskyste comme un traître, un saboteur, un espion et un terroriste

Des interrogatoires sans résultat...

Au début de 1936, le NKVD arrête tous les trotskystes exilés à Minoussinsk, en Sibérie, et les soumet à des interrogatoires systématiques qui sont, pour la police politique, autant d'échecs (sauf évidemment les interrogatoires des agents provocateurs systématiquement infiltrés dans les rangs des trotskystes qui racontent à la fois ce qu'ils savent et ce que les responsables du NKVD leur demandent de dire).

Milman est le plus jeune des accusés. Il est né en 1907. A 17 ans, il entre à la faculté d'histoire et de philosophie, adhère aux Jeunesses communistes. Ce sont les années

que décrit Chalamov où « Moscou vibrait d'une vie intense... On discutait absolument de tout... Chaque décision du gouvernement y était aussitôt discutée, comme à la Convention ».

Il rapporte comment, dans un club, une vieille ouvrière du textile, insatisfaite des explications données par le secrétaire du parti, exige que le ministre vienne expliquer la réforme monétaire et « Piatakov, ministre-adjoint des Finances, est venu ». On discutait dans les usines, les foyers, les soirées entre amis et, bien sûr, à l'université.

Les départements de littérature et d'histoire étaient le lieu des débats les plus enragés et « certains noms commençaient à émerger, Milman, Volodia Smirnov, Aron Kogan ».

Dès décembre 1927, Milman est exclu « pour appartenance à l'opposition », assigné à résidence à Atchinsk pour trois ans, en 1932 condamné à trois ans d'isolateur, puis à nouveau en 1934 et exilé à Minoussinsk. Il prendra part à la grève de la faim des trotskystes à Vorkouta en 1937 et sera fusillé.

Interrogatoire du 6 mars 1936

Question : Quand et d'où êtes-vous arrivé à Minoussinsk ?

Réponse : En 1934, j'ai été condamné par une résolution d'une réunion spéciale de l'Oguépéou, selon l'article 58 du Code pénal, à une assignation à résidence en Sibérie pour trois ans. Je suis arrivé à Minoussinsk en provenance de l'isolateur de Verkhne-Ouralsk les 4-5 mai 1934 pour purger ma peine.

Question : Avec quels exilés politiques avez-vous noué des liens personnels à Minoussinsk et sur quelle base ?

Réponse : J'ai eu des liens avec ceux qui m'étaient personnellement et politiquement proches.

Question : Qui est Voulfovitch à qui vous adressiez une lettre qui a été saisie sur vous et qu'est-il pour vous ?

Réponse : Voulfovitch était mon camarade de chambre à l'isolateur de Verkhne-Ouralsk, ses convictions politiques sont trotskystes, il est actuellement assigné à résidence à Aktioubinsk.

Question : Pourquoi avez-vous tenté de détruire cette lettre adressée à Voulfovitch et à qui appartient-elle ?

Réponse : Cette lettre m'appartient et j'ai tenté de la détruire pour ne pas donner de motifs à des questions oiseuses (...).

Ajout : Voulfovitch était trotskyste quand il était à l'isolateur, c'est-à-dire jusqu'en 1933. Je ne connais pas ses positions politiques actuelles.

Interrogatoire du 7 mars 1936

Question : Racontez quand et comment vous avez participé à une organisation contre-révolutionnaire ?

Réponse : Quand je suis arrivé à l'isolateur de Verkhne-Ouralsk en juin 1931, j'ai adhéré au collectif trotskyste (majoritaire) qui était dirigé par un bureau et avait une rédaction et un journal.

Question : Racontez la lutte contre-révolutionnaire que menait l'organisation trotskyste contre le PC(b) et le pouvoir soviétique.

Réponse : Le collectif trotskyste de l'isolateur de Verkhne-Ouralsk dont j'étais membre n'a jamais mené de lutte contre-révolutionnaire contre le PC(b) et le pouvoir soviétique, il se battait contre la politique de sa direction.

Question : Par quels moyens était menée cette lutte ?

Réponse : Pour autant que je sache, le collectif se fixait la tâche de son auto-défense politique et idéologique et l'éducation de ses cadres. Je n'ai pas connaissance d'autres méthodes de lutte.

Question : Comment s'effectuait pratiquement le lien avec les trotskystes demeurés en liberté ?

Réponse : Je ne connais pas les moyens d'avoir un lien avec les trotskystes demeurés en liberté, cependant je sais que nous recevions de l'extérieur des documents de L. D. Trotsky, notamment ses articles "La révolution permanente", "Problèmes du développement de l'URSS", "Sur la situation en Espagne" et autres. Et que les camarades, à leur sortie de l'isolateur, informaient les exilés de la vie à l'intérieur.

Question : Quels documents programmatiques et tactiques ont été élaborés par votre organisation ?

Réponse : Je connais les articles suivants : “Berenstein”, “Sur la mort de Pokrovsky”, “Genève et Tchapeï” dont l’auteur est Grigori Iakovine, “La crise de l’aventure ultra-gauchiste”, “La voie du romantisme petit-bourgeois” (sur Gorki), “Les soixante ans de Racovsky” et une série d’articles d’ordre politique et économique dont l’auteur est Solntsev (Alexandre) Elisar Borissovitch ; certains de ces articles étaient en fait partagés par la majorité de notre collectif.

Question : Quels documents ou articles ont été écrits par vous personnellement ?

Réponse : J’ai écrit un article, “Le plan quinquennal de reconstruction” et fait une traduction du français “Remarques de Blanqui sur Robespierre”, tirée du livre de Mathiez “La Montagne et la Gironde”.

Question : L’instruction sait que l’introduction aux remarques de Blanqui a été écrite par vous et publiée dans le journal “La vérité derrière les barreaux” sous les initiales “G. M.”.

Réponse : J’ai écrit seulement la traduction des remarques sur Blanqui. Je n’ai pas écrit l’introduction.

Question : Avec quels groupes politiques et quelles personnes votre groupe trotskyste a-t-il établi des liens ?

Réponse : Notre collectif trotskyste avait des liens avec le collectif trotskyste de la minorité ; ces liens étaient de nature politique et pratique.

Question : Combien de membres comptait le bureau et la rédaction de votre organisation trotskyste ?

Réponse : Le bureau comptait de 5 à 7 membres. Le comité de rédaction était à peu près le même.

Question : Dites quelles étaient les fonctions du bureau et du comité de rédaction.

Réponse : Les fonctions du bureau et du comité de rédaction étaient les suivantes :

a) la mise en forme organisationnelle et politique du collectif ;

b) l’expression des divers points de vue politiques, leur discussion, l’échange d’opinions ;

c) l’édition du journal et sa diffusion parmi les collectifs de trotskystes existant dans l’isolateur ;

d) comme indiqué plus haut, l’éducation idéologique des membres et la protection des cadres du collectif.

Question : Quelle était la composition du bureau et de la rédaction de votre organisation trotskyste ?

Réponse : Je refuse de répondre à la question de la composition du bureau de la rédaction.

Question : Quel est votre rôle dans l’organisation trotskyste ?

Réponse : J’ai écrit les articles mentionnés précédemment, j’ai lu les textes élaborés par le collectif, j’ai participé aux réunions et y suis intervenu.

Question : Avec quels membres de votre organisation avez-vous été lié ces temps derniers, après avoir été libéré de l’isolateur ?

Réponse : En exil, j’ai eu des liens avec les membres du collectif trotskyste de l’isolateur de Verkhne-Ouralsk : Abram Grigorievitch Podzemsky, qui vit à Bek-Boudi ; Grigori Voulfovitch, qui vit à Aktioubinsk. Cette liaison était postale et avait un caractère strictement personnel. De plus, j’avais un lien avec Filippov, qui se trouve à Tobolsk, Melnaï, qui se trouve à Kolyima ; de ce dernier je n’ai reçu qu’une carte postale il y a un an.

Question : Quelles tâches avez-vous reçu de votre organisation trotskyste ?

Réponse : A mon arrivée de l’isolateur de Verkhne-Ouralsk, en 1934, je n’ai parlé de la vie politique et de la lutte à l’intérieur de l’isolateur qu’à Marc Semenovitch Kourits, aujourd’hui jugé et qui se trouve dans le Siblag.

Déposition de Milman du 28 mars 1936

(Les réponses de Milman à toutes les questions de l’enquêteur ont un caractère négatif : “Rien d’important”, “je ne sais pas”, “je n’ai pas lu”, etc.).

Déposition de Milman (à la suite de l’interrogatoire du 28 mars)

(...) **Réponse :** Je n’ai lu aucun des documents qui m’ont été présentés, “Thèses sur le parti et l’Etat”, “Bureau du collectif

de gauche”, “Dictature du prolétariat sur une base supérieure”, “Le tournant insensible”, “La révolution permanente et le national-socialisme”, deux documents de A. Niourine “Sur la constitution d’un parti communiste ouvrier (des bolcheviks-léninistes)”.

Question : L’introduction au document “Remarques de Blanqui” est écrite par vous et sous vos initiales “M. G.”, ce qui est en contradiction avec vos dépositions du 7 mars. L’instruction insiste pour que vos dépositions soient exactes.

Réponse : La préface “Remarques de Blanqui et les problèmes de la révolution populaire” à la traduction des remarques de Blanqui sur Robespierre m’ont été montrées, préalablement à leur parution dans le journal “Pour la révolution permanente”, il est possible que cela explique que mes initiales “G. M.”, G. Milman, figurent sous cette préface. »

Interrogatoire du 1^{er} avril 1936

Question : Le 28 mars de cette année, on vous a présenté une série de documents trotskystes dont deux documents signé du pseudonyme de “A. Niourine”. Dites-nous quel est le nom véritable de A. Niourine.

Réponse : le pseudonyme de “A. Niourine” m’est inconnu. Je n’ai lu aucun article portant cette signature.

Question : Sous quel pseudonyme Grigori Iakovline écrivait-il ses articles à l’isolateur ?

Réponse : Je ne répondrai pas à cette question.

Question : A l’interrogatoire du 7 mars à Minoussinsk, vous avez dit que le pseudonyme de “A. Niourine” était celui de Grigori Iakovline. Le niez-vous maintenant ?

Réponse : Je nie catégoriquement avoir dit le 7 mars à Minoussinsk que le pseudonyme de “A. Niourine” était celui de Grigori Iakovine.

Question : Il résulte de vos paroles que G. Iakovine écrivait ses articles sous un autre pseudonyme et que le pseudonyme de “A. Niourine” n’est pas le sien. Sous quel pseudonyme écrivait G. Iakovine ?

Réponse : Je refuse de répondre à cette question.

Question : A l’interrogatoire du 7 mars à Minoussinsk vous avez déclaré avoir organisé une aide financière et envoyé un paquet à Marc Kourits au Siblag. Dites-nous qui a pris l’initiative de collecter l’argent, qui a participé à la collecte et pour quelle somme.

Réponse : J’ai effectivement déclaré à l’interrogatoire du 7 mars que je lui avais, de ma propre initiative (après avoir reçu un télégramme de Kourits), envoyé un paquet sur mes deniers personnels et aussi un mandat avec la participation des parents de Kourits. Par ailleurs, les amis personnels de Kourits lui ont apporté une aide modique.

Question : Quels sont les noms des amis personnels de Kourits et combien ont-ils donné ?

Réponse : Je refuse de répondre à cette question.

Interrogatoire du 3 avril 1936

Question : Vous êtes accusé... Faites une déposition sur vos activités antisoviétiques.

Réponse : Je n’ai mené aucune lutte contre le PC(b) et le gouvernement soviétique. Cela concerne également (...) la période que j’ai passée à Minoussinsk de 1934 à 1936 (...).

(Ensuite Milman ne donne plus que des réponses négatives aux questions de l’enquêteur.)

Réponse : Je connaissais personnellement Dorochenko, mais je n’ai eu aucune (...)

Question : Au premier interrogatoire du 5 mars, vous avez déclaré : “J’ai eu des liens avec les exilés qui m’étaient politiquement proches.” Qui sont-ils ?

Réponse : Je ne les nommerai pas.

Les interrogatoires de Dorochenko

En mars et avril 1936, le NKVD interroge Anatoli Dorochenko, trotskyste condamné à trois ans d’exil à Minoussinsk, puis arrêté, juste avant la fin de sa peine,

après une perquisition au cours de laquelle on a trouvé chez lui... une collection de vingt-quatre séries de documents trotskystes, dont plusieurs textes de Trotsky lui-même (« Qu'est-ce que la révolution permanente ? » ; « La théorie de la révolution permanente et le national-socialisme », etc.). Il est soumis à plusieurs interrogatoires, dont les deux que nous reproduisons donnent la teneur.

Procès-verbal d'interrogatoire d'Anatoli Dorochenko du 6 mars 1936

Question : Vous êtes accusé d'appartenir à une organisation trotskyste contre-révolutionnaire dans les rangs de laquelle vous êtes resté jusqu'à ces derniers temps.

Réponse : J'appartiens à l'organisation des bolcheviks-léninistes (Opposition). Je refuse de répondre à la question sur le moment auquel j'y ai adhéré.

Question : Lecture vous est donnée d'un extrait de votre lettre de 1932 adressée à (Liovedko ?) sur la nécessité d'élaborer une ligne politique et de préserver l'organisation :

"Je répète qu'à mon avis aujourd'hui le salut de notre collectif, tant de sa ligne politique que de l'organisation elle-même, est réalisé par des mesures "héroïques". Il ne peut y en avoir que deux, qui doivent obligatoirement se recouper, se compléter l'une l'autre et aller dans la même direction, c'est-à-dire vers l'unification de tous les bolcheviks-léninistes de l'isolateur sur une base politique."

L'instruction vous incite à fournir des dépositions véridiques.

Réponse : Je refuse de répondre aux questions d'organisation et de politique, et, entre autres, à cette question.

Question : Racontez à quel moment est apparue l'organisation contre-révolutionnaire trotskyste dans l'isolateur de Verkhné-Ouralsk.

Réponse : Je refuse de répondre à cette question comme à toute question politique et d'organisation.

(Les lignes soulignées en gras
le sont sur le procès-verbal.)

Procès-verbal de l'interrogatoire du 9 mars 1936

Question : Lors de la perquisition chez vous, on a saisi des documents trotskystes. Racontez à l'instruction qui vous a envoyé ces documents.

Réponse : Ces documents appartiennent à l'organisation des bolcheviks-léninistes (Opposition) et dans la mesure où ils ont été trouvés chez moi, ils m'appartiennent à moi et ont été écrits personnellement par moi.

Question : Découle-t-il de votre réponse que vous êtes l'auteur de ces documents ?

Réponse : Je répète une fois de plus que ces documents appartiennent à l'organisation des bolcheviks-léninistes (Opposition) et qui, dans la mesure où ils ont été trouvés chez moi, m'appartiennent personnellement et sont écrits de ma main.

Question : Vous mentez car une partie ces documents trouvés chez vous ne sont pas écrits de votre main.

Réponse : Je ne désire pas répondre à cette question.

Interrogatoires de Grigori Iakovine

Etudiant, engagé volontaire dans la Garde rouge en 1917 puis dans l'Armée rouge, il s'engage dans la rédaction d'une thèse sur la révolution allemande ; militant actif de l'Opposition de gauche, il est exclu du Parti communiste dès 1927 ; il est l'un des plus actifs militants engagés dans le regroupement de l'opposition décimée en 1928-1930 par les ralliements à Staline. Il sera, en 1937, l'un des principaux dirigeants de la grève de la faim de Vorkouta et l'un des premiers fusillés.

Procès-verbal d'interrogatoire de Iakovine Grigori Iakovlevitch du 13 avril 1936

Question : Vous êtes accusé d'appartenir à l'organisation trotskyste. Faites des dépositions sur son activité et sur la part que vous y prenez.

Réponse : Dans l'isolateur politique de l'Oural, il n'y avait pas d'organisation trotskyste, il y avait un organisme chargé de la vie quotidienne des prisonniers et qui entretenait des relations officielles avec l'administration.

Question : Vous mentez. L'instruction sait que dans l'isolateur de l'Oural existait une organisation trotskyste constituée sur le plan politique et organisationnel.

Réponse : Les organismes existant dans l'isolateur de Verkhne-Ouralsk avaient exclusivement des fonctions matérielles, culturelles, et de représentation des détenus devant l'administration.

Question : Vous mentez à nouveau. L'organisation trotskyste avait son bureau, son comité de rédaction, son journal et menait une activité politique. Allez-vous nier l'existence d'une telle organisation ?

Réponse : Je refuse d'indiquer comment étaient formés les organismes chargés de fonctions matérielles, culturelles et de représentation devant l'administration. Ces organismes ne menaient aucune activité politique.

[L'accusé Iakovine a refusé de signer sa réponse à cette question.]

Question : Quels documents programmatiques et politiques a diffusés l'organisation trotskyste dans l'isolateur politique de Verkhne-Ouralsk ?

Réponse : Je refuse de répondre à cette question.

Question : Connaissez-vous A. P. Dorochenko ?

Réponse : J'ai fait la connaissance d'Anatoli Dorochenko dans la prison spéciale de Iaroslavl au cours d'une promenade.

Question : Avec lesquels de vos documents, rédigés dans l'isolateur, Dorochenko a-t-il pris connaissance ?

Réponse : Je ne sais pas.

Question : Quels documents avez-vous fourni aux cadres trotskystes en liberté ?

Réponse : Je n'ai pas fourni de documents à des cadres trotskystes en liberté.

Question : Vous mentez de nouveau. L'instruction sait que vous avez fourni des documents trotskystes à toute une série de personnes internées dans la prison de Iaroslavl.

Réponse : Ces affirmations ne correspondent pas à la réalité.

Question : L'instruction est informée de cas où vous avez fourni des documents trotskystes à des détenus, et en particulier à Dorochenko. Nous vous invitons à dire la vérité.

Réponse : Je n'ai pas fourni de documents à Dorochenko.

Question : Dites à l'instruction quel est votre pseudonyme littéraire.

Réponse : Je refuse d'indiquer mon pseudonyme littéraire.

Question : Voici l'un des documents que vous avez transmis à Dorochenko dans l'isolateur de Iaroslavl. Allez-vous après cela continuer à nier que vous avez transmis des documents trotskystes à des détenus ?

Réponse : Je répète que je n'ai fourni aucun document à Dorochenko.

G. Iakovine

Ont interrogé l'accusé :

— le chef du NKVD, le major de la sécurité d'Etat Pavlov ;

— le vice-chef du NKVD, chef de la section d'instruction de la Sécurité d'Etat, capitaine de la Sécurité d'Etat, Krestiankine.

Ainsi, les trotskystes interrogés mettent en échec leurs enquêteurs du NKVD. Staline devra passer à une étape supérieure pour tenter — en vain — de les briser. Il décidera alors de les exterminer.

Cette « lutte » ne va cesser de s'élargir et de s'amplifier jusqu'à l'assassinat de Trotsky. L'émigré russe Baranetski expliquera bien pourquoi en 1938 :

« Chaque communiste, écrit-il, est en fait un trotskyste potentiel. Et l'achèvement effectif (et pas seulement apparent) de la lutte contre le trotskysme ne peut être obtenu qu'en surmontant le Parti communiste lui-même. »

Les plus dangereux adversaires de Staline et de son groupe se trouvent, écrit-il « à l'intérieur du parti lui-même » ; tout communiste, même ayant soutenu et soutenant Staline contre Trotsky, est susceptible de rester en effet attaché au système social issu de la révolution et peut donc aspirer, donc, à l'étendre ; l'enthousiasme de milliers de jeunes communistes désireux de s'engager en Espagne en 1936 en témoigne.

Tout communiste est donc suspect d'être un adversaire potentiel de la caste

bureaucratique et menacé d'être exclu, arrêté, condamné, déporté ou fusillé sous l'étiquette de « trotskyste », même s'il la rejette. C'est le sort que connaîtront les vieux cadres bolcheviks.

Lorsque, le 11 novembre 1937, Staline annoncera aux dirigeants de l'Internationale communiste sa décision de liquider le Parti communiste polonais, il leur déclarera : « Tous les trotskystes doivent être pourchassés, abattus, exterminés. » Pourtant, aucun des dirigeants polonais abattus à Moscou ne l'était.

ПРОТОКОЛ ДОПРОСА

ОБВИНЯЕМОГО Я К О В И Н А ГРИГОРИЯ ИКОВЛЕВИЧА ОТ 13/IV-36г.

Вопрос: Вы обвиняетесь в принадлежности к троцкистской организации - дайте пояснения о ее работе и Вашей в ней участии.

Ответ: В Уральском политизоляторе троцкистской политической организации не было, был обще-бытовой торжественный орган, который вступал неоднократно в официальные отношения с администрацией.

Вопрос: Вы говорите неправду, следовательно известно, что в В-Уральском изоляторе существовала политическая и организационно оформленная троцкистская организация.

Ответ: Органы, которые существовали в В-Уральском изоляторе, имели исключительно бытовые, культурно-просветительские функции и представительство перед администрацией.

Вопрос: Вы снова говорите неправду - троцкистская организация имела свое бюро, редакцию, газету - была политическую работу - будете ли Вы отрицать наличие такой организации?

Ответ: Как были устроены органы, выполнявшие бытовые, культурно-просветительские функции и представительство перед администрацией - я показать отказываюсь. Никакой политической работы эти органы не вели. (От подписи ответа на данный вопрос обвиняемый ИКОВИН отказался).

Вопрос: Какие программные и политические документы существовала троцкистская организация в В-Уральском изоляторе.

Ответ: На этот вопрос я отвечать отказываюсь.

Вопрос: Знакомы ли Вы с ДОРОВИЦКО А.П.?

Procès-verbal de l'interrogatoire de Iakovine.

CHAPITRE 6

Les ultimes grandes grèves de la faim : Magadan et Kolyma

Après l'assassinat de Kirov, le 1^{er} décembre 1934, Staline déclenche une répression violente contre les opposants d'hier et d'aujourd'hui, en particulier contre les « trotskystes ». En 1936, tous les trotskystes envoyés en exil ou en prison sont transférés dans des camps de concentration. Plusieurs centaines sont embarqués avec leurs familles dans des wagons, envoyés à Arkhangelsk, et, de là à Vorkouta, au-delà du cercle polaire. Dès leur arrivée, ils apprennent que leur peine de détention a été prolongée de cinq ans par décision de la conférence spéciale du NKVD, sans aucune explication. Leur arrivée à Vorkouta coïncide avec le débat sur le projet de « Constitution stalinienne » dite « la plus démocratique du monde ». Un trotskyste avait résumé l'opinion générale de ses camarades : « *Ce n'est pas une Constitution, c'est une prostitution.* »

Dans le même temps, une nouvelle génération d'opposants se dresse face à Staline et à la bureaucratie. Rappelons que les détenus dans les camps sont catalogués KRD (activité contre-révolutionnaire), ou KRTD (activité contre-révolutionnaire trotskyste). Evguenia Guinzbourg appelle ces derniers les « *parias des camps* », auxquels, écrit Varlam Chalamov, « *dans tous les camps passés, présents et à venir, les gardiens faisaient la chasse (...); pas un seul chef n'aurait voulu faire montre de faiblesse pour exterminer ces "ennemis du peuple". (...)* La lettre "T" était une marque au fer rouge (...). KRTD, c'était la marque de la bête sauvage qu'il fallait abattre. » A partir de 1937, les dossiers des « KRTD » comportaient des instructions spéciales, qui « *étaient un ordre de tuer, de ne pas laisser sortir vivant* ».

Staline les craignait d'autant plus que les trotskystes déportés sont très combattifs.

Un jour, un convoi de trotskystes allant du Kazakhstan au camp de triage de Vladivostok, s'arrête un moment à Krasnoïarsk ; les détenus crient par les fenêtres des wagons : « *A bas le comité central contre-révolutionnaire du parti dirigé par Staline !* » A Vladivostok, au cours de leur transfert au port, les trotskystes tendent une banderole proclamant : « *A bas Staline !* », et crient : « *Ouvriers ! Regardez, vous avez devant vous des communistes bolcheviks-léninistes entourés d'une escorte fasciste.* » Staline doit les briser. Leur combat se traduit, entre autres, par les deux grèves de la faim engagée par eux à Magadan en juillet-août 1936, puis dans le camp de Vorkouta, au nord de la Sibérie. Pour mettre fin à leur combat qui menace sa dictature policière, Staline les fera tous massacrer.

On peut trouver un récit de ces deux grèves, fondé sur divers témoignages, dans le livre de Pierre Broué : *Communistes contre Staline*. Nous présentons ici d'abord un récit de la grève de Madagan, extrait des souvenirs inédits en français de Mikhaïl Baïtalski (1903-1978), ancien membre de l'Opposition ouvrière, déporté à Kolyma et qui survécut, entre autres parce qu'il a refusé de participer à ce mouvement qui, d'après lui, ne pouvait se conclure que par un massacre.

Le récit de Baïtalski Les trotskystes à la Kolyma

« Un mois exactement après notre départ de Karaganda, notre convoi de prisonniers parvenait à grand peine à la baie où nous attendait déjà le bateau du Dalstroï, le « Djourma » ou le « Koutch ».

Il faut rendre justice à l'esprit révolutionnaire de la majorité de ce convoi, aux

trotskyistes ; pendant tout le trajet du point de débarquement jusqu'au port, sous bonne escorte, ils chantèrent de vieux chants révolutionnaires. Tout le convoi, tête nue, chantait avec ardeur "L'Internationale", "Victimes, vous êtes tombés...", "La Varsovienne", "Marchons au pas, camarades"...

Les matelots du beau tanker norvégien, d'un blanc laiteux, qui stationnait à quai, affluèrent sur le pont avec un étonnement non dissimulé pour observer cet étonnant convoi de prisonniers, marchant fièrement au son de "L'Internationale"...

Au port, nouvelle complication : le bateau est dans une rade éloignée, et il faut y monter depuis des barges remorquées par des canots, mais la deuxième barge refuse d'embarquer tant que les autorités ne leur promettent pas qu'ils pourront circuler librement sur le pont.

Au matin, un canot est arrivé de la ville avec le procureur et un représentant du NKVD. Les revendications du délégué — libre circulation sur le pont et la même nourriture que les gardiens — ont été satisfaites et tout le convoi embarqua. Devant nous, cinq jours de navigation sur la mer d'Okhotsk jusqu'aux portes de Kolyma, la baie de Nagaëvo. Nous naviguons...

En vue des rives japonaises, les gardiens sur le pont enlèvent leur casquette d'uniforme, couvrent leur fusil de leur manteau et s'adosent au mât et aux caisses de marchandises. Presque tout le convoi est sur le pont.

Les droits communs sont enfermés dans la soute. La nourriture est correcte, on nous laisse libre. Notre seul chef ici, ce sont les délégués. Je tâche de me tenir à l'écart du convoi, pour ne pas être considéré comme "m'étant joint à eux".

A la politesse des gardiens, à la conduite souple des autorités, on sentait qu'ils agissaient non de leur propre chef, mais conformément aux directives centrales : ne pas provoquer le convoi, faire des concessions, mais, à tout prix, les amener à Kolyma sans bruit, sans éclat... Ils allaient payer cher, très cher, en premier lieu les délégués, les "faveurs" obtenues pendant le voyage.

Le lendemain de notre arrivée au centre de répartition de Magadan, un représentant du NKVD vint nous voir pour nous déclara-

rer que tous les KRTD (activité contre-révolutionnaire trotskyste) seraient soumis au régime général. Il énuméra les conditions de ce régime qui suscitèrent les vives protestations des plus actifs. Les délégués (ceux de Karaganda avaient gardé leurs fonctions et s'étaient unis à ceux des autres convois trotskystes qui nous avaient rejoint en provenance de Vladivostok) publièrent les revendications qu'ils entendaient présenter à l'administration. L'essentiel était :

1) Les KRTD auront à Kolyma les droits des exilés.

2) Chacun aura un travail selon sa spécialité.

3) Paiement du travail selon la grille générale.

4) Ne pas séparer les couples.

5) Liberté de correspondance avec le continent (1).

Si ces revendications n'étaient pas satisfaites, ils engageraient une grève de la faim jusqu'à satisfaction.

... Le plus triste étaient que la plupart des extrémistes étaient des révolutionnaires armés politiquement, de vrais communistes. Parmi eux, il y avait quelques trotskystes fanatiques depuis longtemps dans le parti, mais la plupart étaient des jeunes, bouillants, peu expérimentés dans la lutte politique, qui se considéraient comme de véritables combattants du léninisme.

... Comme les revendications des délégués avaient été rejetées par le NKVD, un groupe d'une centaine, c'est-à-dire une minorité, décida la grève de la faim.

Je ne m'y joignis pas. Cela étonna mes camarades de convoi (pas ceux qui partageaient mes idées), car ils me connaissaient comme un antistalinien intransigeant, qui avait appartenu, depuis le X^e Congrès, à "l'opposition ouvrière", maintes fois sanctionné pour son activité d'opposition, enfin comme un vieux bolchevique, un révolutionnaire professionnel.

Je n'expliquai à personne les raisons de ma position tant sur la grève de la faim que sur toute autre question politique pour une raison très simple : je ne faisais confiance à *personne*.

(1) Par opposition avec « l'archipel » des camps.

Je savais, j'avais pu constater qu'aucun groupement politique ne comptait en ses rangs autant d'informateurs et de provocateurs que les groupes d'opposition dans le parti ; parmi eux, un certain nombre s'imaginaient qu'en tant qu'agents secrets dans "le camp ennemi", ils agissaient pour "la plus grande gloire" du parti, au nom de la sauvegarde de la "cause de Lénine". Je ne parlais à personne sur des sujets politiques parce que je savais que, dès le lendemain, ils seraient rapportés "à qui de droit".

Je ne me joignis pas à la grève de la faim parce que je comprenais qu'on ne nous amenait pas à la Kolyma pour nous y laisser vivre dans des conditions normales. Je comprenais que le NKVD avait intérêt à toutes les manifestations, tous les putschs. J'avais depuis longtemps intégré cette maxime de la lutte politique : "*Ne fais rien qui puisse servir à l'ennemi*", c'est-à-dire en ce cas à Staline-Iejov.

Je n'avais aucune envie de me jeter moi-même dans la gueule du loup. De plus, je considérais qu'il fallait bien que quelqu'un survive pour faire savoir aux générations futures ce qu'était le stalinisme.

Le lendemain du début de la grève de la faim, ceux qui ne s'y étaient pas associés furent répartis en groupes de travail pour se rendre aux gisements aurifères.

Ceux qui s'étaient déclarés grévistes refusèrent de monter, mais on les embarqua de force. Ils furent ligotés et dispersés de façon à ce qu'il y en ait le moins possible dans chaque groupe.

On les alimentait de force par le nez avec un bouillon nourrissant, si bien que la grève se prolongea presque une centaine de jours.

La grève des trotskystes endurcis se termina par leur "victoire". Une victoire à la Pyrrhus, comme il fallait s'y attendre : il y eut un accord écrit, presque un traité, selon lequel le NKVD s'engageait à satisfaire les revendications si la grève cessait. Mais il fallait être bien naïf pour faire confiance au NKVD !

Je m'étonnais que des militants aguerris, des vieux bolcheviks comme Samuel Krol, membre du présidium du comité exécutif central des syndicats, ou Abram Grinstein, membre du commissariat populaire aux Finances, que même eux ne comprennent pas que depuis longtemps, après l'assassinat de

Kirov, Staline avait décidé l'extermination de toute opposition. Et que cette grève de la faim servait ses intentions.

Au lieu de se soumettre passivement pour survivre, comme les décembristes en exil et aux travaux forcés, ils choisirent l'affrontement direct. Dans un pays désormais sans visage, sourd et muet, un Etat policier, la meilleure part de cette puissante cohorte se condamnait à l'extermination par une tactique de lutte erronée, naïve, la lutte contre l'appareil tout-puissant du NKVD, bras armé du stalinisme.

(Au bout de quelques mois il est transféré dans un camp.)

La tente était grande, pour soixante personnes, chauffée par un tonneau en fer rempli de pétrole. Il y avait une quinzaine de trotskystes et d'opposants de gauche, des décistes. Tous avaient été ramenés des mines où ils travaillaient pour être jugés.

Je ne demande rien à personne : je suis un étranger, je me suis prononcé contre la grève et toute autre manifestation menaçant la vie des opposants. Tout à coup un trotskyste s'approche de moi, dans la semi-obscurité je reconnais Boris Kniajitsky. Je le connais de l'époque de Nicolaev, c'était encore un gamin. Et ensuite à Kharkov. Sur le bateau, il était proche des délégués et ne parlait pas. Il me saisit par la main.

La confession de l'agent provocateur

« Vous aussi, M. Ia vous allez passer en procès ?

— Quel procès ?

— Je vais tout, tout vous raconter.

Je le regarde : pâle, les yeux fixes, il bégaie, sa voix tremble, il a des tics nerveux.

— Une minute. Je vais tout vous raconter, mais d'abord je vais vous danser un tango argentin !

Il s'éloigne de moi, prend le rythme, commence à danser et à chanter d'une voix chaude de ténor (...). Il poursuit sa chanson, en transe comme un chaman... J'essaie de comprendre sa conduite. Simulation ? Psychose due à la prison ? Mélange de psychose et de névrose ? Quand il a fini, il me prend par le bras, saisit son manteau et le mien et m'entraîne dehors.

C'est une nuit glaciale, mais claire et sans vent.

— M. Ia, vous savez qui je suis ? Il se frappe au visage. Que croyez-vous ? Que je suis Boris, votre élève, que vous avez fait entrer à 19 ans au komsomol, puis au parti, pris avec vous à Kharkov, puis orienté vers la faculté ouvrière et l'institut... Vous étiez pour moi le modèle de tout ce qui était bien, de tout de qui était sacré... Et maintenant, avant de mourir je ne peux me confesser qu'à vous. De toute façon, tout se saura. Je sais que certains trotskystes ont déjà compris quel rôle je joue chez eux. Mais je veux *tout* vous dire à vous, M. Ia. ! Quand, après la discussion de 1923, on vous a exclu du collectif — vous vous souvenez ? — et qu'on vous a laissé neuf mois sans travail, qu'on se moquait de vous et que votre famille avait faim... Je me souviens de tout, même si, quatorze ans ont passé.

Quand j'ai su qu'on vous avez exclu, j'ai pensé et j'ai dit : si on exclut du parti des gens comme M. Ia., qui va y rester ? Je savais que vous apparteniez à l'Opposition ouvrière, mais il me semblait que Trotsky luttait plus activement que Chliapnikov contre le cours suivi alors par le parti. Je considérais Trotsky comme le successeur de Lénine. Et je suis devenu trotskyste. Clandestin. Actif. J'ai terminé l'institut du textile, je suis devenu ingénieur. Je n'intervenais pas publiquement. Je votais toujours pour la ligne du CC, mais je diffusais clandestinement de la littérature trotskyste.

Je n'avais pas la trempe des vieux révolutionnaires ! j'ai commencé à faiblir. Alors que j'avais déjà deux enfants, j'ai rencontré une femme, follement amoureuse de moi, elle était à la direction du département des cadres de l'appareil du parti. Elle insistait pour que je quitte ma famille, et c'est ce que j'ai fait (je manquais de volonté). Ma nouvelle compagne ne savait pas que j'étais trotskyste. Nous avions chacun un bon salaire, nous pouvions bien nous habiller, très bien manger, elle avait accès à un "magasin spécial". Nous allions au théâtre, à l'opéra, voir des opérètes (vous vous souvenez comme j'aime la musique !). C'était, comme on dit, "la belle vie". Avec sa protection j'ai été admis dans un groupe de spécialistes envoyés à l'étranger pour étudier le fonctionnement de l'industrie textile dans toute une série de pays. Et là-bas... Pour la première fois, j'ai

vu des cafés, des dancings et tant de choses que j'ignorais. En un mot, j'ai vu la "décadence bourgeoise". Que c'était tentant ! Même si j'étais d'origine prolétarienne et votre élève. Mais, sans doute j'étais faible et aussi capable de jouer double jeu. J'aime la musique, la danse. Je ne sais pas d'où cela me vient. Vous avez été, M. Ia., un militant clandestin. Mais c'était un autre temps, d'autres gens. Il y avait une communauté d'idées, un autre environnement... Vous n'êtes pas fatigué de m'écouter ? Vous n'avez pas froid ? Peut-être je continuerai une autre fois. Ma femme et mes enfants m'attendent... Ma femme et mes enfants ! Je les ai trahis, salaud, pour des fripouilles, des mirages. J'ai trahi mes camarades trotskystes pour le plat de lentilles du NKVD...

Mais revenons en à mon récit... Soit j'étais suivi, ou bien quelqu'un m'a trahi, comme je le fais aujourd'hui, ou bien c'est ma femme... mais un jour, on me convoque : "*Alors Kniajitsky ? Agitateur clandestin ? On joue double jeu ? ... Qu'est-ce qu'on va faire de toi ?*"

Je me tais, incapable de dire un mot, le sang me monte à la tête, mes jambes flageolent... je sens que je pâlis, mes yeux se troublent... Je tends la main vers une carafe d'eau... mais déjà la personne qui m'interroge me tend un verre d'eau, j'essaie de boire, ma main tremble, mon verre cogne contre mes dents... "*Allons, allons, Kniajitsky, calme toi, bois, ça ira mieux.*" Je surmonte enfin mon tremblement.

J'avale quelques gorgées, je me calme un peu. "*Alors, continue cette "personne", en me fixant droit dans les yeux, qu'est-ce qu'on va bien pouvoir faire de toi, hein ? ... Ecoute ! On t'observe depuis longtemps. On sait tout de toi. Absolument tout. Tu comprends, tout ! Inutile de chercher à savoir ! Tu es allé à l'étranger ?*" "*J'y suis allé. Envoyé par le ministère, au nom du CC*" — "*Ah, du CC (en un éclair je pense à ma nouvelle femme)... Bon, alors voilà, crois-tu qu'on va faire de toi un martyr de la cause ? Un opposant idéologique ? Non, mon petit père, tout ça, c'est fini ! Tu sais ce qu'est l'article 58 ? Non ? Alors, lis.*" Et il me tend le Code pénal.

"*Lis, tu as compris ? Tu sais ce que veut dire espionnage ? Tu es allé à l'étranger ? Et là dans les cafés et les dan-*

cings ?” Puis, haussant le ton : “Un trotskyste clandestin, un opposant idéologique ? Non, espèce de pute, tu es comme ta salope de mère, un espion, un agent d’un pays capitaliste, enrôlé à l’étranger. Et tu as séduit une honnête travailleuse responsable des organes du parti à des fins d’espionnage. Tu as compris ? Attends, inutile de m’interrompre, je sais ce que tu vas me dire...” — Je parvins à balbutier : “Non, tout ce que vous voulez, mais pas espion !” — “Espion, cria-t-il à plein poumons, espion, c’est la corde qui t’attend !” Ma tête tournait, j’étais vidé. J’avais la langue collée à la gorge. Je ne pouvais prononcer un mot, j’étais incapable de réfléchir. Silence. Et soudain, il s’adresse à moi, calmement : “Bois un peu d’eau et écoute moi. Tu peux racheter ta faute devant le parti. Ecoute bien ce que je vais te dire. Tu écoutes et tu obéis, sinon tu es mort. Tu sais que nous ne plaisantons pas. Vas-y, signe.” — “Signer ça ? Un engagement ?” Je n’ai même pas vraiment lu, les lettres dansaient devant mes yeux — “Tu hésites, vociférait mon tortionnaire, salir le parti, tu savais, mais l’aider pour racheter ta faute envers le parti, le pays, le peuple, ça t’es pas capable ? Tu as oublié le commandement “Tout communiste doit être un tchékiste” ? Tu fais le dégoûté ? Choisis !”

Et j’ai... j’ai signé, M. Ia. “Bon ! Maintenant, voilà : tu es maintenant tenu de poursuivre ton activité trotskyste et de nous communiquer par écrit, deux fois par semaine, tous les noms et tout ce que tu sauras. Un mot de trop et tu sais ce qui t’attend, tu as signé. Tu signeras tes petits rapports “Comte”. Ne viens pas chez nous, nous te convoquerons en cas de besoin...” Et vous savez à qui je devais remettre ces rapports, qui me fixerait mes tâches ? A ma seconde femme...

... Plus de quatre années ont passé. Vous vous souvenez à quel point il restait peu de trotskystes en liberté au début des années 1930. La clandestine s’était dispersée. La majorité s’est éloignée de l’Opposition, s’est mise au service de Staline, a voulu sauver sa peau. Les autres étaient en isolateur, en exil, en camp. Et vous savez ce qu’ils ont fait, les salauds ? Ils m’ont arrêté... En y mettant les formes : “C’est nécessaire. Tu vas partir en exil. Individuellement, pas en convoi. Là-bas, on t’atten-

dra. Nous leur écrivons. Tu resteras le “Comte”. Tu feras partie de la colonie. Ne t’inquiète pas, matériellement tu seras ravitaillé. Tu donneras des informations sur la vie de la colonie. Et tu seras à la disposition de notre antenne locale. Compris ” J’ai répondu : “J’ai compris.” Et que pouvais-je faire ? Les trotskystes en exil me faisaient confiance, ils avaient vu que j’étais “au courant”, que je connaissais beaucoup de monde, y compris des dirigeants. “J’informais.” Mes informations ont permis de renvoyer quatre trotskystes en isolateur avec une nouvelle condamnation. Avais-je des remords ? Non, d’abord parce que je m’étais endurci. Ensuite, je me trouvais des justifications : après tout, on est plus à l’abri à l’isolateur qu’en exil, il y a moins de risques. Ou encore, si même Ivan Nikititch Smirnov, Lev Semenovitch Sosnovski ont rompu, si même Christian Georgievitch Racovsky a fait une déclaration... M. Ia ! D’accord, je suis un traître, un délateur, une pute, tout ce qu’on veut. Bien sûr, je ne me comparais pas à ces géants, mais cela me soulageait, même si leur conduite ne pouvait justifier la mienne.

Bon, 1936 est arrivé et toute notre colonie, sans exception, a été envoyée à Kolyma. La veille du départ, on m’a appelé : “Tu pars avec eux. On informera l’administration de Kolyma. Compris ?” J’ai compris. Je savais que je n’étais pas le seul “Comte” parmi les trotskystes, qu’il y en avait une quantité. Arrivé à Magadan, bien sûr, je me suis présenté au chef du département... La grève de la faim a été décidée. Je me demandais que faire, ne serais-je pas suspecté, si je ne m’associais pas ? On m’a fourni une attestation médicale, selon laquelle j’avais la tuberculose... et le conseil des délégués m’a exempté de la grève de la faim. J’ai été nommé, comme travailleur du textile, responsable des marchandises de la coopérative, et ainsi je devais aller d’une mine à l’autre et j’étais leur “agent de liaison”. J’étais en liaison avec tous les trotskystes de toutes les mines, de tous les groupes de travail. Pourquoi étaient-ils si naïfs, pourquoi me faisaient-ils confiance ? J’ai fait la “liaison” pendant plus de six mois et j’ai souvent rencontré leur dirigeant, Krol. Pensez, M. Ia., Krol en personne ! Samuel Krol ! Une personnalité lumineuse ! Membre du parti depuis 1913 !

Membre du présidium du Conseil central des syndicats ! Et une telle imprudence ! A travers moi, il maintenait une liaison avec tous les trotskystes dispersés ! Et pendant cette grève insensée et après. Bien sûr, je photographiais toutes ses notes dans les locaux du NKVD, je transmettais les notes et ensuite remettais les photos à Magadan. A l'administration. Il me reste maintenant peu de choses à vous dire, M. Ia., mais c'est le plus important, le plus terrible. Dans une note, Krol avait écrit : *"Il nous faut organiser une phalange solide de trois ou quatre cents hommes pour la défense de nos intérêts et on ne nous tortura plus à la mine."* Quelque chose dans ce genre. A ce moment-là, la direction a décidé d'organiser ici aussi un procès contre les trotskystes.

Je sais que le NKVD local renâcle à organiser ce procès, il ne le fait que sur ordre de Moscou. Et il manque de matériaux. Tout le noyau actif trotskyste, les délégués sont déjà enfermés à la "maison Vaskov" de Magadan. Maintenant, on amène les seconds couteaux. Ils m'ont dit qu'ils me considéraient comme un travailleur responsable du NKVD, bien que non officiel...

Je sais que dans tout le pays, on va organiser des procès de KRTD. C'est eux qui me l'ont dit. Et mon chef me dit : pour la mise en forme juridique du procès, il va falloir me dévoiler pour que j'y participe. J'étais d'accord. Je pensais en finir avec ce rôle ignoble. Qu'on me prenne pour un trotskyste "repenti", pas un provocateur. Si on a pu tenir Zinoviev, Kamenev et Radek comme ils l'ont été à leur procès, qu'exiger de moi ? Et c'est là qu'arrive le plus terrible. Mon chef me déclare : *"Ecoute bien Boris, ce qu'on te demande. Tu dois témoigner par écrit et oralement — au procès — que les trotskystes ici, à la Kolyma, avec à leur tête Samuel Krol, préparaient une insurrection armée (vous entendez, ni plus ni moins que ça !), avec l'aide et le soutien de l'Amérique et du Japon. Ils ont jeté une bouteille avec des documents dans le détroit de Lapérouse."* Et la preuve devait être la note de Krol : *"Il nous faut organiser une phalange solide de trois ou quatre cents hommes pour la défense de nos intérêts..."* (c'est-à-dire de nos intérêts de détenus). J'ai compris ce que cela signifiait. J'ai bondi de ma chaise et me suis écrié :

"Quoi ! Vous voulez les fusiller ? Krol aussi vous voulez le fusiller ?... Je pensais que vous vouliez prolonger leur peine, sans plus, et vous voulez les fusiller !" Il m'a répondu : *"Contrôle un peu tes nerfs. Tu veux jouer les héros ! J'en ai brisé bien d'autres. Tu as suivi le procès de Zinoviev et Kamenev ? Tu as vu ? Tu as lu ? Zinoviev, Kamenev et d'autres, pas des blancs becs comme toi, ont fait des dépositions sincères et toi : "Je ne veux pas" ? Dis tout de suite si tu la fais cette déposition ! On ne va pas retarder le procès pour toi. De toutes façons, tu figureras, comme un des principaux témoins, c'est toi qui étais l'agent de liaison des trotskystes."* J'ai tenu bon : *"Je déposerai, mais je ne mentirai pas devant les accusés et je ne ferai pas de dépositions mensongères permettant la peine de mort, je ne peux pas !"* Et c'est comme ça que je me suis retrouvé dans votre tente. »

Le procès

Le procès fut retardé deux fois. "On établissait la culpabilité" : certains étaient rayés de la liste primitive, d'autres s'y ajoutaient. Le procès a duré près de trois mois. Les séances s'interrompaient pour deux ou trois semaines. Comme on l'a su plus tard, le verdict était volontairement repoussé, on attendait des changements politiques. Mais ceux-ci ne vinrent pas. Le groupe des trotskystes fut accusé d'avoir préparé un soulèvement, de diversion, de sabotage et aussi de *"liens avec la bourgeoisie internationale"*. Ceux-ci consistaient en une bouteille qui, pendant le voyage, aurait été jetée par-dessus bord sur décision du conseil de délégués ; bouteille qui aurait contenu une proclamation, un appel au prolétariat international (si elle a existé, qui aurait pu fournir aux détenus une bouteille, un bouchon, de la cire ou du goudron, sinon des provocateurs du NKVD ?..)

Le "Comte" déposa au procès. Comme on l'exigeait de lui. Avant le procès, il était à l'isolement. Ce qu'on lui a fait pour le briser reste un mystère.

Mais le moment le plus terrible du procès fut la révélation du rôle d'un des dirigeants du convoi des trotskystes de Karaganda, l'extrémiste Volkov, "Voltchka". Il

était le témoin à charge de "la préparation par les trotskystes d'un soulèvement avec l'aide des puissances étrangères"... Il n'était plus besoin d'informateurs et de provocateurs. Après les avoir utilisés, on allait pouvoir s'en séparer. Et on s'en sépara, à jamais. Ils ne furent pas épargnés.

Cinq hommes, avec Krol à leur tête, furent condamnés à mort, dix ou douze autres à dix ans de détention. Ce n'est que six mois après le procès, en novembre 1937, qu'un entrefilet en dernière page de la "Pravda de Kolyma" mentionna l'exécution du verdict. Ni les condamnés innocents, ni ceux qui les avaient condamnés ne vécurent jusqu'à des temps meilleurs. Et tous subirent le même sort... »

* * *

Depuis lors les archives ont laissé sortir des documents sur ces trotskystes de Magadan. Leur affaire fut classée sous le numéro 451. Peu après, quatorze trotskystes de la mine Partisan firent la grève de la faim par roulement, à des moments divers, entre le début mars 1937 et le début d'août pour exiger de travailler dans leur spécialité. Ils furent jugés dans le camp le 6 octobre, condamnés à mort ce même jour et fusillés en deux groupes, les 7 et 8 octobre 1937.

Avant leur procès, un premier procès dans le camp avait été organisé contre les cinquante-sept trotskystes jugés responsables et organisateurs de la grève de la faim que raconte Baitalski (beaucoup plus, donc, que ne dit ce dernier), les 18 et 19 septembre 1937. Quatre semaines après la conclusion du procès, une troïka du NKVD de l'Extrême-Orient, réunie à Magadan le 11 octobre 1937, condamna les cinquante-sept à mort. Ils furent exécutés par groupes entre le 26 octobre et le 4 novembre. Parmi les exécutés figurèrent plusieurs dirigeants de l'opposition : Boris Eltsine (rien à voir avec le futur président de la Russie), Raphael Sakhnovski, Jacob Belenki, Samuel Krol, Maidenberg... Les autres participants à la grève furent liquidés au cours des mois suivants.

Les fiches du NKVD sur les cinq premiers condamnés à mort donnent une idée de la vision que la police politique stalinienne veut donner d'eux. Les deux princi-

aux griefs qui reviennent inlassablement sont :

a) « a appelé les détenus à opposer une résistance active au régime du camp » ou « organisateur de la résistance à l'administration du camp », « refuse avec acharnement de travailler » ;

b) « a organisé la révolte », « a ouvertement appelé à l'organisation de la révolte », « a organisé le recrutement de participants à la grève de la faim et à l'émeute contre-révolutionnaire », « a participé à la manifestation contre-révolutionnaire à Vladivostok ».

Ces accusations prennent parfois une coloration provocatrice : « A mené une agitation pogromiste », ou grotesque : « A jeté dans la mer une bouteille contenant des billets calomnieux contre-révolutionnaires », ou encore : « Auteur d'une protestation contre-révolutionnaire au comité exécutif central des soviets de l'URSS contre l'envoi des trotskystes à Kolyma », ou encore : « A signé une pétition contre-révolutionnaire adressée au gouvernement ».

Peu après la fin du mouvement de Magadan commençait la grève de la faim de Vorkouta, qui dura 132 jours

Les trotskystes à Vorkouta

« La grève de la faim de Vorkouta fut à ma connaissance la plus acharnée et la plus longue de toutes les tentatives de défendre la dignité humaine », écrit Baitalski dans ses souvenirs. Elle est le moment le plus haut et le plus tragique de la lutte obstinée des trotskystes.

Dans son ouvrage de souvenirs sur Vorkouta, M. Nilski écrit :

« Au cours de l'été 1936 sont arrivés à Vorkouta plus de 3 000 détenus. Le groupe le plus nombreux et le mieux organisé parmi les nouveaux arrivants étaient les trotskystes. (...) A la mine, il y avait environ 500 KRTD, et dans tout Vorkouta environ un millier. Leurs dirigeants et leurs guides étaient : Socrate Gevorkian, Vladimir Ivanov, Kossior, Melnaïa et l'ancien secrétaire de Léon Trotsky, Poznanski. A la mine, les trotskystes formaient un groupe compact installé dans deux grands baraquements. Ils formaient le seule groupe de détenus poli-

tiques significatif. Ils critiquaient ouvertement "la ligne générale", opposaient une résistance organisée aux geôliers, ignoraient les règles du camp, refusaient de travailler dans les puits de mines, n'effectuaient de travail physique qu'en surface et non pas 10 ou 12 heures comme les autres détenus, mais seulement 8 » (Nilski, Vorkouta, p. 1000).

Ajoutons à la liste de dirigeants donnée par Nilski les dirigeants Grigori Iakovine et Bella Epstein, qui avait dirigé la manifestation des étudiants chinois opposants, le 7 novembre 1927 à Moscou.

Après le premier procès de Moscou, ils se réunirent en vue de délibérer.

D'après les souvenirs d'un rescapé — non trotskyste — de Vorkouta, qui signe des initiales M. B. un article publié dans *Sotsialistitchski Vestnik*, organe menchevique dans l'émigration, en 1961, Socrate Gevorkian déclare :

« Il est maintenant évident que le groupe des aventuriers staliniens achève son coup d'Etat contre-révolutionnaire dans notre pays. Toutes les conquêtes progressives de notre révolution sont en danger de mort. Non seulement les ténèbres du crépuscule, mais celles de la nuit noire et profonde, enveloppent notre pays.

Aucun Cavaignac n'a fait couler autant de sang des classes laborieuses que ne le fait Staline. Anéantissant physiquement tous les groupes oppositionnels du parti, il aspire à une dictature personnelle sans partage. Le parti et le peuple entier sont soumis à l'examen et à la justice sommaire de l'appareil policier.

Les pronostics et les appréhensions les plus sombres de notre opposition se sont pleinement confirmés. La nation glisse irrésistiblement dans le marais thermidorien. C'est le triomphe des forces centristes petites-bourgeoises, dont Staline s'avère l'interprète, le porte-parole et l'apôtre. Aucun compromis avec les traîtres staliniens et les bourreaux de la révolution n'est possible.

Demeurant jusqu'au bout des révolutionnaires prolétariens, nous ne devons nous nourrir d'aucune illusion en ce qui concerne le sort qui nous attend. Mais avant de nous anéantir, Staline cherchera à nous humilier le plus qu'il pourra. En mettant les internés politiques au même ré-

gime que les "droits communs", il s'efforce de nous disperser parmi les criminels et de dresser ceux-ci contre nous. Il ne nous reste qu'un unique moyen de lutte dans ce combat inégal : la grève de la faim. Avec un groupe de camarades, nous avons déjà ébauché la liste de nos revendications, dont déjà beaucoup d'entre vous ont eu connaissance. Je vous propose donc, maintenant, d'en discuter tous ensemble et de prendre une décision. »

M. B. raconte : « La réunion fut de courte durée, la question de la grève de la faim et des revendications concrètes étant déjà débattue depuis quelques mois par les trotskystes. Des groupes trotskystes se trouvant dans d'autres camps (station Oussa, Tchibiou, Kotchmess, etc.) en avaient également discuté et avaient envoyé leur accord de soutien des revendications et de participation à la grève de la faim. Ces revendications furent ratifiées par l'unanimité des présents. Elles stipulaient :

1. Abrogation de la décision illégale du NKVD concernant le transfert de tous les trotskystes des camps administratifs dans des camps de concentration. Les affaires relatives à l'opposition politique au régime ne doivent pas être jugées par les tribunaux spéciaux du NKVD, mais dans des assemblées juridiques publiques.

2. La journée de travail, au camp, ne doit pas dépasser 8 heures.

3. L'alimentation des détenus ne doit pas dépendre de leur norme de rendement. Cette dernière ne doit pas être stimulée par la ration alimentaire, mais par une prime pécuniaire.

4. Séparation, tant au travail que dans les baraquements, des détenus politiques et des condamnés de droit commun.

5. Les invalides, vieillards et femmes détenus politiques doivent être transférés hors des camps polaires dans des camps où les conditions climatiques sont plus favorables. »

Le chef de la Sécurité d'Etat (GOuGB) dans le camp informera Iejov, (bizarrement seulement en février 1937 !) des revendications des grévistes dans un texte (inédit), publié intégralement ci-dessous, qui en donne une vision plus précise.

Le rapport du chef de la Sécurité à Iejov

« Au commissaire du peuple
aux Affaires étrangères de l'URSS,
au commissaire général
de la Sécurité d'Etat, le cam. Iejov

Du groupe de détenus trotskystes du département de Vorkouta de l'Oukhtpetchlag, au nombre de 40, au nom du comité exécutif central, du commissaire du peuple aux Affaires intérieures de l'URSS, du procureur de l'URSS et du chef de l'administration de l'Outchpetchlag, deux déclarations sont parvenues au 8^e département du GOUGB avec une "déclaration de grève de la faim" et les revendications suivantes :

1. Ration des politiques, indépendante du travail (suivant les normes de l'OMZ), avec supplément dû aux conditions climatiques et droit de la recevoir sous forme non liquide.

2. Travail selon sa spécialité, proche de celle-ci ou alors au choix et avec l'accord du détenu politique.

3. Conditions de travail conformes au Code des lois sur la sécurité du travail.

4. Locaux séparés pour les détenus politiques, indépendamment du lieu de travail, avec châlits, suffisamment clairs, propres et chauffés. Droit de se répartir dans les baraquements au choix des détenues politiques eux-mêmes.

5. Aide médicale effective. Transfert immédiat des détenus politiques gravement malades dans des conditions climatiques normales.

6. Droit d'acquérir librement sur son argent, gagné au camp ou reçu de l'extérieur, tous les produits et marchandises disponibles au magasin du camp.

7. Droit à une vie de famille et conditions matérielles indispensables à celle-ci.

8. Possibilité de s'abonner et de recevoir les journaux centraux et la littérature de toutes les éditions soviétiques.

9. Fourniture de vêtements de travail."

L'une de ces déclarations est signée de 40 détenus, et une autre "au nom des détenus bolcheviques-léninistes en grève de la faim (trotskystes), le responsable Trigou-

bov". Les deux déclarations sont profondément contre-révolutionnaires et contiennent des attaques calomnieuses contre le pouvoir soviétique, par exemple :

"La vague de répression contre les communistes a pris des formes et une ampleur absolument sans précédent. La terreur de ces dernières années, malgré toute sa monstruosité, pâlit en regard du cours enragé vers la liquidation physique au sens littéral du terme."

"L'atmosphère de chasse à l'homme et de terreur envers les opposants communistes consécutive aux derniers procès sanglants et provocateurs dans le pays, ne pouvait pas, bien sûr, ne pas avoir de conséquences sur la situation des détenus politiques dans les camps."

Si le décret de Barabanov était publié à l'étranger "tous les défenseurs stipendiés du régime de Staline crieraient à la calomnie trotskyste et au faux antisoviétique".

(Il est question dans cette déclaration du décret du chef de la direction des mines Barabanov de ne plus tenir compte du souhait des familles de rester ensemble.)

"Contre le régime d'humiliations moyenâgeuses et d'arbitraire bureaucratique, pour des conditions d'existence et de dignité humaines nous nous battons jusqu'au bout de nos forces, que le remplacement de Iagoda par Iejov signifie une main de fer encore plus impitoyable (1) ou de belles paroles libérales destinées à dissimuler le même régime, ce qui n'est pas encore clair."

"Nous connaissons trop bien les méthodes du NKVD pour nourrir des illusions parce qu'à ce stade la campagne a fait long feu et qu'il ne s'est trouvé que dix esclaves prêts à embrasser le knout qui les fouettent."

En plus de ces déclarations écrites en octobre 1936, sont parvenues toutes une série de déclarations d'autres détenus de l'Oukhpetchlag se solidarisant sous diverses formes avec cette déclaration collective. Au total, l'ensemble des déclarations parvenues au 8^e département comptait 116 signatures.

(1) Jeu de mots intraduisible et qui a évidemment fait florès à l'époque, sur l'expression : « Diriger avec des gants de hérisson » (« d'une main de fer ») et le nom de Iejov, « hérisson » en russe (NDT).

En consultant les procès-verbaux d'instruction dans les dossiers des signataires, on a pu constater que presque tous étaient des trotskystes actifs qui ont mené un travail contre-révolutionnaire systématique pendant de longues années.

Ce groupe de détenus trotskystes a pris prétexte pour ses accusations de certaines insuffisances, à Vorkouta, dans les conditions de logement et de vie des détenus.

D'après le communiqué de l'administration de l'Oukhpeitchlag, il y a eu à Vorkouta des difficultés pour assurer complètement le logement des détenus et d'autres problèmes matériels parce que le plan de construction de 1936 n'a pas été rempli.

Actuellement toutes ces insuffisances sont, pour l'essentiel, réglées.

Je joins la liste des 116 trotskystes signataires de la déclaration sus-mentionnée ainsi que les données et les caractéristiques de l'activité contre-révolutionnaire de chacun d'eux.

Le chef du 8^e département du GOUGB du NKVD de L'URSS, major de la Sécurité d'Etat.

Tsessarsky, 7 février 1937 »

* * *

Un comité de cinq membres, présidé par Socrate Gevorkian, est chargé d'informer les autres groupes trotskystes disséminés sur l'immense territoire des camps de Oukhto-Petchora de fixer la date du début de la grève et d'assurer la coordination du mouvement.

La direction du camp rejette toutes les revendications. Les trotskystes décident alors, à la quasi-unanimité, la grève de la faim qui entraîne un bon millier de déportés.

La grève de la faim, son déroulement, son succès

Le 27 octobre 1936, commence cette grève massive que les divers témoins considèrent comme un mouvement sans précédent et exemplaire dans les conditions des camps soviétiques. M. B. raconte :

« Le matin, au signal du réveil, dans presque chaque baraquement, il y eut des

détenus se déclarant grévistes. Les baraquements dans lesquels étaient installés des trotskystes participèrent au mouvement en totalité. Même des plantons firent la grève. A cette stratégie, qui dura plus de quatre mois, participèrent plus de mille détenus, dont la moitié étaient à la mine.

Les deux premiers jours, les grévistes demeurèrent à leurs places habituelles. Puis, l'administration du camp se préoccupa de les isoler du reste des détenus, craignant que leur exemple n'entraîne ces derniers. Dans la toundra, à quarante kilomètres de la mine, sur les berges de la Syr-Iaga, il y avait des baraques primitives à moitié démolies, qui, précédemment, avaient servi lors des sondages de recherche. De toute urgence, ces baraques furent tant bien que mal remises en état ; on fit appel à des habitants de la région, qui, avec leurs attelages de rennes, y transportèrent les grévistes de la faim, qui s'y trouvèrent bientôt dans les six cents. Les autres furent rassemblés non loin de Tchibiou.

Après avoir isolé les grévistes, le Guépéou prit les mesures nécessaires afin que le mouvement ne s'étende pas dans le pays et soit ignoré hors des frontières. Les détenus n'eurent plus le droit de correspondre avec leurs familles, les employés salariés du camp se virent supprimer leurs congés et leur droit de déplacement. Des tentatives furent faites de dresser les autres détenus contre les grévistes. A la mine, il n'y avait plus de réserves de vivres, plus de quoi nourrir ceux qui travaillaient aux puits ; l'administration du camp soutint qu'elle avait dû dépenser de grandes réserves de graisse et de sucre, stockées pour les travailleurs de fond, pour l'alimentation artificielle des trotskystes. »

La direction du camp, sur ordre de Moscou, satisfait les principales revendications des grévistes. Les trotskystes, ramenés à la mine, reçoivent l'alimentation réservée aux malades.

Les grévistes reprennent le travail, uniquement en surface, dans les bureaux de direction de la mine, en qualité d'employés, de comptables, d'économistes, etc. Leur journée de travail ne dépasse pas 8 heures, leur ration alimentaire est, comme ils le voulaient, indépendante de leur norme de rendement. Moscou leur fera

bientôt payer ce recul provisoire. La grève de la faim, commencée le 18 octobre 1936, s'achève le 8 février 1937.

Elle a duré 132 jours.

Le massacre de 1937

Mais l'appareil ne peut accepter aucun recul, sauf provisoire et tactique. Après le deuxième procès de Moscou, fin mars 1937 arrivent à Vorkouta trois officiers du NKVD, dirigé par un officier, Kachketine, en tête, et qui organisent l'interrogatoire systématique des grévistes. Fin mars, une liste de vingt-cinq personnes est communiquée, parmi lesquelles figurent Guevorkian, Virabov, Slavine. Les vingt-cinq sont emmenés hors du camp et fusillés. Le surlendemain, les gardes font un nouvel appel, de quarante noms, emmenés eux aussi hors du camp et abattus.

« *Ce deuxième "convoi", écrit M. B., convainquit définitivement de leur condamnation irrémédiable ceux qui étaient restés. Les exécutions dans la toundra durèrent encore tout le mois d'avril et une partie de mai. Généralement, un jour sur deux, un jour sur trois, trente à quarante détenus étaient appelés. Il est caractéristique de noter que, chaque fois, quelques criminels de droit commun, récidivistes, y étaient inclus. Afin de terroriser les détenus, les guépéoutistes, de temps en temps, faisaient publiquement connaître, par la voie de la chaîne de radio locale, des listes de fusillés. Habituellement, ces retransmissions commençaient comme suit : "Pour agitation contre-révolutionnaire, sabotage, banditisme dans les camps, refus de travail, tentatives d'évasion, ont été fusillés..."* »

Et suivait une liste de noms où ceux des détenus politiques étaient mêlés à ceux de droit commun. »

Une autre fois, les gardes rassemblèrent un groupe de près de cent détenus, essentiellement des trotskystes, qui partirent en chantant *L'Internationale*, soutenus par la voix des centaines de détenus restés au camp. Début mai, un groupe de femmes fut fusillé, dont la communiste ukrainienne Choumskaïa, Smirnova, la femme d'Ivan Smirnov, les femmes de Kossior, de Melnaïs, etc.

M. B. précise : « *Lors de l'exécution d'un oppositionnel, sa femme, internée, était automatiquement passible de la peine capitale ; et quand il s'agissait des oppositionnels les plus en vue, ses enfants de plus de douze ans étaient également passibles de l'exécution.* »

Le second fils de Trotsky, l'apolitique Serge Sedov, accusé de sabotage et envoyé à Vorkouta, s'associe dès le début à la grève de la faim. Embarqué par le NKVD à la Loubianka à Moscou, deux semaines après la fin de la grève, il se retrouve en cellule avec Joseph Berger, l'ancien secrétaire général du Parti communiste palestinien dissous par Staline.

Berger l'a rencontré fin février 1937 dans une cellule de passage baptisée « chenil ». Serge Sedov lui raconte la grève de Vorkouta.

Berger souligne « *l'impression profonde que les trotskystes firent sur lui* », et celle qu'il fit sur eux : pour eux, écrit-il, « *l'arrivée de Serge fut un réconfort (...). Toujours aussi indifférent à leurs opinions, il était plein d'admiration pour leur indépendance intellectuelle.* »

Serge Sedov est fusillé le 29 octobre 1937, peu après ses 29 ans ; cinq mois plus tard, le NKVD assassine son frère aîné Léon, à Paris.



Transport des cadavres hors du camp. Un gardien muni d'un marteau fracasse les crânes pour vérifier qu'aucun vivant ne s'est glissé dans le tas de cadavres.

CHAPITRE 7

Un fantôme bien vivant

L'assassinat de Trotsky, le 20 août 1940, n'éteint pas la peur et la vindicte de Staline. Sa police pourchasse inlassablement ceux qui se réclament de lui. Au lendemain de l'invasion de la Norvège par la Wehrmacht, son ancien secrétaire, l'allemand Walter Held, naturalisé norvégien, se réfugie en Suède, obtient un visa pour les Etats-Unis et se laisse persuader de s'y rendre par la voie la plus courte : par l'Union soviétique. Il reçoit les visas de transit nécessaires, rejoint Moscou, s'installe avec sa femme et son petit garçon dans le Transsibérien. A une gare, le NKVD les fait descendre tous les trois et les abat.

Le 11 septembre 1941, dans la prison d'Orel, que la Wehrmacht prendra un mois plus tard, Staline et Beria font fusiller Olga Kameneva, la sœur de Trotsky, et première femme de Kamenev, Christian Racovsky, la trotskyste Varvara Kasparova, et une trentaine d'autres vieux bolcheviks dont la seule existence, même derrière les murs de la prison, paraissait dangereuse dans la débâcle. Certes, ils avaient « capitulé », mais leur passé était une menace pour un régime en crise.

Malgré le massacre des trotskystes, les aspirations auxquelles leurs combats visaient à répondre se survivent partiellement ou de façon plus ou moins simplifiée en URSS, sans que les intéressés le sachent eux-mêmes. Ainsi, en 1943, le NKVD découvre à Saratov une « Société des jeunes révolutionnaires » (tous fils de membres et même dirigeants du Parti communiste local) qui colle sur les murs de la ville des affiches manuscrites très violentes.

Ils dénoncent la « bande des réactionnaires staliniens » qui dirigent le pays et affirment : « Toutes les libertés démocratiques sont anéanties, les préceptes de Lénine sont bafoués, la III^e

Internationale a été dissoute », et leur affiche conclut : « Camarades ! Dressez-vous pour le combat. Anéantissez la bête sauvage Hitler et ensuite renversez Staline. » Lors de leur interrogatoire par le NKVD, ces gamins considèrent l'URSS comme un état ouvrier dégénéré et affirment la nécessité d'une nouvelle révolution. On n'est pas très loin des grandes lignes du Programme de transition !

Au lendemain de la guerre se constitue, à Voronège, un Parti communiste de la jeunesse (PCJ), lui aussi formé de fils de membres et dirigeants du parti. Ces jeunes gens sont révoltés par les privilèges de l'appareil bureaucratique en pleine famine. L'un d'eux avait entendu parler par son père — le deuxième secrétaire régional du parti — du « Testament de Lénine », qualifié par la police stalinienne de faux trotskyste. Selon l'un de ses fondateurs, Anatoli Jigouline, le PCJ se donne comme but « *d'étudier et de diffuser parmi les masses la doctrine marxiste-léniniste dans sa version originale. Ce programme avait une orientation antistalinienne.* » Jigouline précise : « *Le dernier point récapitulatif du programme proclamait : "Le but final du PCJ est la construction d'une société communiste dans le monde entier."* »

En 1948, Staline crée des camps spéciaux destinés à enfermer deux cent mille ennemis du régime, dont « les trotskystes », pourtant exterminés. En 1949, une nouvelle vague d'arrestations déferle sur les pays.

La Sécurité d'Etat arrête Dogard, qui avait pourtant cessé toute activité, le neveu de Trotsky, Valeri Bronstein, étranger à toute activité politique mais au nom explosif, la fille d'Adolf Ioffé, pour la même raison. Le fantôme du trotskysme hante la bureaucratie qui multiplie à l'envi les brochures pour

démasquer « *le trotskysme, cet ennemi du léninisme* ».

Ne peut-on trouver un écho du combat des trotskystes dans le discours que, sur la vague des révolutions polonaise et hongroise, l'écrivain Paoustovski prononce à la maison des écrivains soviétiques le 25 octobre 1956 ? Paoustovski, né en 1892, avait traversé la révolution russe, vécu tous les épisodes de son histoire et savait de quoi il retournait quand il dénonce dans son discours, soumis ensuite à une brutale critique de l'appareil, « *une nouvelle caste de petits bourgeois* ».

« *Le problème est que, dans notre pays, existe impunément et prospère même jusqu'à un certain point une couche sociale tout à fait nouvelle, une nouvelle caste de petits bourgeois.*

C'est une nouvelle couche de carnassiers et de possédants, qui n'a rien de commun avec la révolution, ni avec notre régime ni avec le socialisme. (Voix dans la salle : "Très juste.") Ce sont des cyniques, de noirs obscurantistes (...). D'où sortent ces profiteurs et ces lèche-bottes, ces affairistes et ces traîtres, qui se considèrent en droit de parler au nom du peuple, qu'en fait ils méprisent et haïssent, tout en continuant à parler en son nom. (...) D'où ces gens sont-ils sortis ? Ils sont la conséquence du culte de la personnalité, terme que, à propos, je juge bien pudique. C'est un sol fertile, sur lequel ont poussé des hommes, à partir de 1937. Ils ont survécu jusqu'à aujourd'hui, si étrange que cela paraisse à première vue. L'ambiance les a habitués à considérer le peuple comme du fumier.

Ces hommes osent s'ériger en représentants du peuple sans son accord, ils osent déposséder notre pays de sa richesse humaine et matérielle, pour leurs intérêts personnels — et le

déposséder avec un certain culot ! (...). Il faut mener le combat jusqu'au bout. Ce n'est qu'un début ! »

Si cet appel au combat contre la « nouvelle caste de petits bourgeois » n'est pas une reprise à peine atténuée de la révolution politique, qu'est-il donc ?

Ne peut-on dire la même chose des déclarations proférées dans les couloirs de la revue *Voprossy Istorii* (Questions d'histoire) par son rédacteur en chef adjoint, Serguei Bourdjalo, sur la nécessité d'une « *quatrième révolution* »... surtout si l'on se rappelle que Bourdjalo travaillait sous la direction d'Anna Pankratova qui, avant la guerre avait été l'épouse du dirigeant trotskyste Grigori Iakovine, l'un des premiers exécutés de la grève de Vorkouta ? Ce qu'était le trotskysme, elle le savait...

Est-ce enfin un hasard si cette même Pankratova, envoyée à Leningrad en mai 1956 lire le rapport Khrouchtchev contre Staline et répondre aux questions posées, souligne dans son compte rendu : « *Toute une série d'auteurs de billets avancent l'idée que dans notre pays s'est constituée une large couche de bureaucratie soviétique et vont même jusqu'à s'accorder pour mettre en doute l'essence socialiste de notre régime social et étatique.* » Ainsi l'un d'eux, souligne-t-elle, s'indigne : « *Pourquoi n'explique-t-on pas la conduite de Staline comme étant le reflet des intérêts d'une couche sociale définie qui s'est développée sur le terreau du bureaucratisme soviétique ?* » La taupe de l'histoire continuait donc son travail souterrain...

Lors du conflit sino-soviétique Mao et Khrouchtchev s'accusent l'un et l'autre de ressusciter le trotskysme, dont le fantôme ne cessa donc pas de les hanter.

Jean-Jacques Marie

Cahiers du mouvement ouvrier

Les trotskystes en URSS

**Leurs positions, leur combat, leur extermination
par Staline, leur héritage. Avec des souvenirs
et des documents inédits :**

• Le socle : la révolution mondiale • Des souvenirs de l'opposant de gauche Pavlov • La déclaration des 84 (extraits) • Tracts trotskystes du printemps 1929 distribués à Moscou • Vladimir Kossior face au NKVD • La mort d'Elzear Solntsev...

- Odile Dauphin : février 1794, la première abolition de l'esclavage
- Lénine : "Paroles prophétiques"
- Charles Dupuy : le "bonapartisme" réel ou imaginaire en URSS et l'idéologie militaire du stalinisme

C
E
R
M
T
R
I



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

CHAPITRE 2

Des souvenirs de l'opposant de gauche Pavlov

Etudiant, Pavlov adhère d'abord aux komsomols (jeunes communistes), puis, en 1923, au Parti communiste dans la région du Kouban-mer Noire (Krasnodar et Novorossiisk). Il évoque la lutte de l'Opposition dans cette région où celle-ci est majoritaire. La plate-forme de l'Opposition reposait sur trois piliers : industrialisation, planification, démocratie dans le parti (contre la bureaucratisation). Pavlov n'évoque, on le verra, que le premier élément.

« Lorsqu'au cours de l'automne 1923 commença la discussion dans le parti, je ne vis pas dans cet événement le révélateur de l'accroissement des contradictions dans le pays et de désaccords profonds dans la direction du parti, mais le signe de la force du parti et du développement qui en découlait de la démocratie interne du parti qui permettait à tous les membres du parti de participer à la discussion des tâches qui se posaient devant le parti et le pays. Sans doute la majorité des membres du parti des organisations de Krasnodar et de Novorossiisk pensaient-ils la même chose. Dans les réunions de discussions régnait une atmosphère tout à fait fructueuse : pas d'attaques personnelles brutales ou offensantes, pas de cris hystériques ni d'accusations mutuelles d'opportunisme, de trahison de déviation de gauche ou de droite, etc.

La discussion, on le sait, portait surtout sur les questions posées par Trotsky de la marche forcée du pays vers l'industrialisation et de la pression sur la partie koulak de la campagne. Les partisans de Trotsky, dans leurs rapports et

leurs interventions, soulignaient que le prolétariat russe qui avait triomphé en octobre, ne pouvait, dans des conditions où la révolution mondiale traînait en longueur, conserver longtemps le pouvoir dans un pays où la paysannerie était très largement majoritaire. Tôt ou tard, le prolétariat se heurterait inévitablement à la masse paysanne petite-bourgeoise. Seule une industrialisation forcée pouvait élargir et renforcer les positions du prolétariat et lui garantir la victoire dans la lutte à venir.

Les adversaires de Trotsky, en renvoyant à Lénine, soutenaient que l'affrontement entre le prolétariat et la paysannerie n'était pas du tout inévitable. En s'appuyant sur la paysannerie pauvre et en renforçant l'alliance avec le paysan moyen, le prolétariat pouvait combattre victorieusement le koulak. L'industrialisation forcée n'était possible qu'en pillant toutes les couches de la campagne, et cela mènerait inévitablement à la rupture de l'alliance de la ville avec la campagne et à la perte de la dictature du prolétariat.

La discussion de toutes ces questions par les communistes et les komsomols de la province du Kouban-mer Noire se menait tout à fait librement. Quiconque voulait exprimer son avis en avait la possibilité. Il n'y avait donc aucune nécessité pour exprimer et défendre ses opinions de recourir, comme on y sera contraint plus tard, à une activité fractionnelle clandestine. Tout communiste non seulement pouvait intervenir lors de la réunion de sa cellule et de l'assemblée des communistes de la ville, mais s'il le voulait, il pouvait intervenir dans la réunion de n'importe quelle organisation du parti. Les étudiants, de

retour de leurs vacances à la périphérie, utilisaient par exemple largement cette possibilité.

Cette atmosphère de tolérance vis-à-vis des dissidents et la large liberté d'opinion dans la discussion s'expliquaient par le fait que les partisans de l'Opposition prédominaient dans les organismes dirigeants du parti de la province du Kouban et de la mer Noire. Le secrétaire du comité de ville de Krasnodar, le vieux bolchevik Roudzit, était un oppositionnel, comme la majorité des membres du comité de ville. Le président du comité exécutif de la province, Tolmatchev, lui aussi soutenait l'Opposition. Si le secrétaire du comité régional du parti, Aboline, soutenait la ligne du CC, le chef de la section d'agitation et de la culture, Ladokhine, et la majorité des membres du bureau étaient des oppositionnels actifs.

La prédominance des oppositionnels dans l'appareil dirigeant du parti de la province entraîna évidemment le développement des humeurs oppositionnelles parmi les militants de base de la province. Juste avant la 13^e conférence du parti de la mi-janvier 1924, **70 % de tous les communistes de la province du Kouban et de la mer Noire votèrent pour l'Opposition** (*souligné par moi — NDLR*).

Non seulement la discussion ne s'interrompit pas après la 13^e conférence du parti, mais elle se poursuivit avec une vigueur nouvelle. Les dirigeants locaux de l'Opposition insistèrent sur de nouveaux aspects : l'étouffement organisé par l'appareil du parti, le bureaucratisme, la substitution du centralisme bureaucratique au centralisme démocratique, etc. Les bruits couraient sur la brutalité des divergences exprimées à la 13^e conférence du parti, sur la plate-forme des 46 vieux bolcheviks, etc. Pourtant, les rapporteurs officiels, et les partisans de la ligne du CC comme ses opposants dissimulaient aux militants de base l'existence et le contenu de cette plate-forme.

Seule la mort de Lénine fournit le prétexte pour mettre fin à la discussion interne du parti. (*souligné par moi — NDLR*). A la suite de Staline et de Zinoviev qui jurèrent au XI^e Congrès des soviets (le 27 janvier 1924) de "*préserver l'unité du parti comme leur pupille*", les dirigeants du parti de la province de Kouban-mer Noire invitèrent les communistes à "*répondre à la mort de Lénine par la cohésion et l'unité de leurs rangs*". »

(Pavlov : *Revolioutsia, biourocratia, zapiski oppozitsionnera*, pp. 32-34.)